

**Ponthéon Assas
Université Paris 2
Département d'économie**

Cours seconde semestre 2010

THÉORIE DE LA GUERRE

Prof. Bertrand Lemennicier

Table des matières

1	1	
	La nature des Etats anciens ou modernes est de faire la guerre	4
1.1	Définition et typologie des guerres, guerres et massacres au XX ème siècle :	
	Les conflits depuis 1946	4
1.1.1	Quelques statistiques sur les guerres et massacres au XX ème siècle . .	6
1.1.2	Conclusion : les personnes les plus dangereuses dans la vie sont : . . .	6
1.1.3	Définition de la guerre	6
1.1.4	Typologie des guerres	7
1.2	La dynamique des guerres et les fondements militaires des états modernes.	
	Démocratie et guerres	8
1.3	Démocratie et guerres	12
1.4	Le Terrorisme	13
2	2	
	La privatisation de la sécurité intérieure comme réponse adaptée aux nouvelles menaces contemporaines	17
2.1	Introduction	17
2.2	Les menaces contemporaines sont elles réelles, imaginaires et/ou le sous produit de l'interventionnisme étatique ?	19
2.3	Un retour sur la définition du terrorisme	22
2.4	L'échec programmé de l'usage de la force publique pour lutter contre le terrorisme.	23
2.4.1	Éclatement et diversification du pouvoir politique	29
3	3	
	La notion de Guerre Juste	40
3.1	La doctrine classique de la guerre juste	41
3.2	Les problèmes soulevés par la doctrine de la guerre juste	41
3.2.1	La real politik	44
3.2.2	Individualisme méthodologique	44

3.2.3	La dynamique de la coercition	45
3.3	Doctrines libertarienne et Théorie de la guerre juste	46
3.3.1	Le principe de légitime défense : "Jus ad bellum"	47
3.3.2	Les limites de la légitime défense : "Jus in bello"	48
3.3.3	Les armes non mortelles	50
4	4	
	La privatisation des armées et l'argument des biens collectifs	56
4.1	Qu'est-ce que la défense nationale ?	58
4.2	Notion de biens collectifs	59
4.3	Le paradoxe des biens collectifs	60
4.4	Les alternatives à la coercition Étatique	63
4.4.1	La souscription conditionnelle	63
4.4.2	$R_i^{\frac{1}{2}} v_i^{\frac{1}{2}}$ lation des préférences , appropriation et $p_i^{\frac{1}{2}}$ -contrat à option.	65
4.4.3	Milices et armées privés	67
4.4.4	Copropriétés	67
4.4.5	L'assurance	69
4.4.6	Protection personnelle	71
4.5	Le concept de bien collectif est un faux concept.	71

1

LA NATURE DES ETATS ANCIENS OU MODERNES EST DE FAIRE LA GUERRE

1.1 Définition et typologie des guerres, guerres et massacres au XX ème siècle : Les conflits depuis 1946

Sur la période 1945 – 2008 on dénombre selon Monty G. Marshall Director, Center for Systemic Peace, 371 conflits avec un total de morts estimé 25 638 850. On remarquera la diminution des conflits interétatiques et l'augmentation des autres types de conflits avec une baisse depuis la fin de la guerre froide.

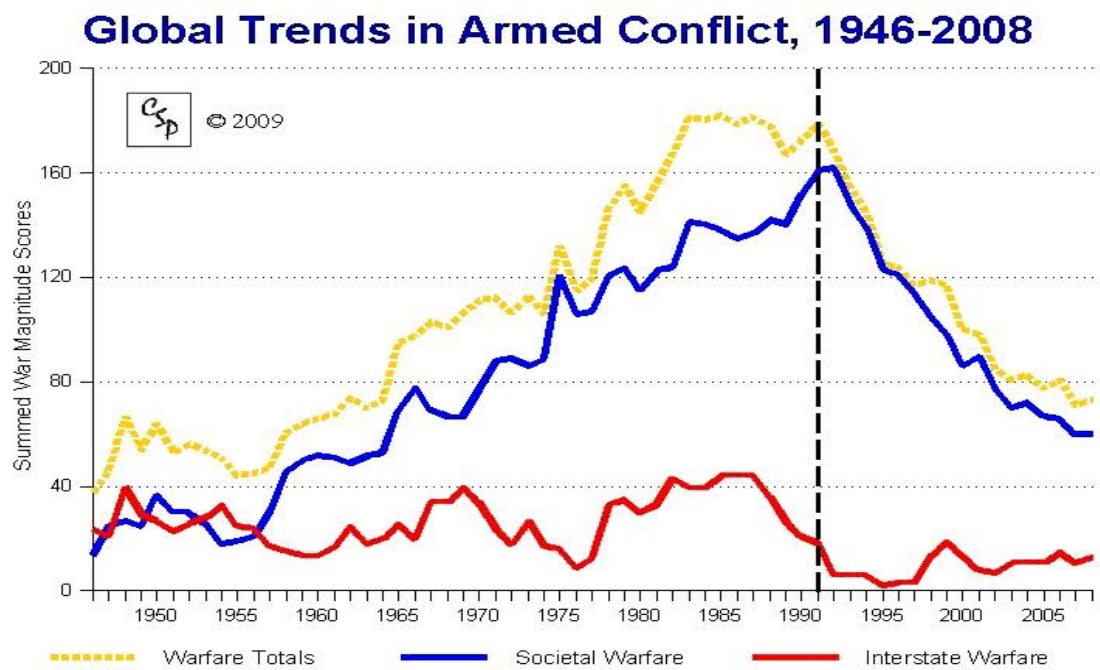


FIGURE 1.1 –

1.1.1 Quelques statistiques sur les guerres et massacres au XX ème siècle

War Name	Starting Date	Ending Date	Days	Deaths per day	Total Death in thousands
Spanish-Moroccan War	01-01-1909	01-01-1911	730	14	10
Italo-Turkish War	9-29-1911	10-18-1912	385	52	20
World War I	08-04-1914	11-11-1918	1560	6 133	9 568 000
Manchuria War	9-18-1931	3-27-1933	556	108	60
Spanish-Civil-War	7-18-1936	3-28-1939	983	336	330
World War II	09-01-1939	8-15-1945	2175	24 184	52 600 000
Korea War	6-24-1950	7-27-1953	1129	1 538	1 736 000
First IndoChina war	01-12-1945	01-06-1954	3281	180	592
Algerian Independence	11-01-1954	3-17-1962	2693	100	270
Suez War	10-29-1956	11-05-1956	7	388	2 713
Congo-Crisis	01-01-1960	01-01-1964	1461	68	100 05
Vietnam War	02-07-1965	4-30-1975	3734	417	1 558 000
Yemen Civil War	01-01-1962	01-01-1970	2922	35	102
IranIraqWar	9-22-1980	8-20-1988	2889	346	1 000 000

1.1.2 Conclusion : les personnes les plus dangereuses dans la vie sont :

- “Votre mère” : en France il y a, selon l’INED, 220 000 avortements chaque année sur 536 000 décès environ, soit un taux de mortalité de 30000/ 100000 (l’avortement n’est pas compté dans la mortalité périnatale, si on la compte cela fait 736 000 décès par an). Par comparaison le taux de mortalité sur les routes est inférieur aujourd’hui à 10%.
- “Vos hommes d’état”. Au XX ème siècle, sur l’ensemble du monde, plus de 4 milliards de personnes sont décédées toutes cause confondues, les hommes d’état sont responsables, par l’usage de la violence politique, de la mort de 185 millions de personnes dans le siècle, soit un taux de mortalité de 46% .

Vous remarquerez le paradoxe des hommes politiques qui justifient très souvent la mortalité de grande ampleur (l’avortement et les guerres) et s’efforcent par tous les moyens de réduire la petite mortalité (celle sur les routes, celle dues au tabac ou l’alcool... !)

1.1.3 Définition de la guerre

- *Gaston Bouthoul*
- «un affrontement à grande échelle, organisé et sanglant de groupes politiques»
- «conflit violent entre groupes organisés»
- La guerre n’est pas pratiqué par des individus et le conflit renvoie à une relation entre plusieurs groupes qui poursuivent des buts incompatibles, par ailleurs la violence est collective et

organisée pour atteindre un but.

- *Selon Clausewitz* : « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens ».
- La guerre est simplement un combat organisé pour des fins politiques, il s'agit de soumettre la violence collective à des fins politiques d'où son caractère illimité.

1.1.4 Typologie des guerres

1. guerre pré-moderne, moderne et post moderne
2. guerres interétatique, supra étatique, infra étatique, non étatique
3. guerres de libération ou de sécession
4. guerres locales, transnationales, globales ou mondiales
5. guerres religieuses, idéologiques ou ethniques ou d'expansion territoriale
6. guerres de haute intensité ou de basse intensité
7. guerres selon les types de conduite de la guerre (mercenaires versus conscription)
8. violence urbaine , révoltes, insurrections, grèves
9. terrorisme
10. guerre psychologique ou subversive
11. guerre préventive

Autres critères

1. l'intensité de la violence
2. la durée (courte ou longue)
3. l'extension (mondiale, régionale, localisé, transnationale)
4. formes des combats (conventionnelle, révolutionnaire -guérilla- subversive)
5. espace de combat (mer, air terre, espace cyberspace)
6. symétrique ou asymétrique.

Types de conflits	Nature des groupes en conflits	Exemples
Interétatique	États (guerres classiques)	guerres mondiales, guerres Irak /US Iran/Irak
Trans-étatique	Entre un État et un groupe non étatique à l'extérieur du territoire	Guerre du Liban Israël contre Hezbollah, guerre de colonisation, guerre contre talibans
Intra-étatique	Entre groupes non étatiques ou entre l'État et un groupe non étatique à l'intérieur du territoire	Guerres civiles sécession, guerres de libération, contre la mafia de la drogue

1.2 La dynamique des guerres et les fondements militaires des états modernes. Démocratie et guerres

- *“Tout progrès du pouvoir sur la société qui a été initié pour faire la guerre ou pour tout autre objet, donne un avantage pour faire la guerre.”* de B. Jouvenel
- Est-ce que la guerre est au fondement de l'état moderne ?
- Est-ce que la guerre est un moyen d'étendre et de concentrer le pouvoir des hommes politiques dans les mains de quelques uns ?
- Est-ce que le régime politique que l'on appelle "démocratie" peut conduire à la paix perpétuelle ?

Revenons à l'état bandit et à ses compétiteurs.

Les chefs de guerre, seigneurs, rois, barons, princes, conquérants, pirates ou bandes armées dont nous parlons lors de la formation des états modernes sont des gens spécialisés dans le métier des armes. Les relations qui lient ces gens entre eux sont de type féodal : formations de clientèles armées, troupes de guerriers privés et d'hommes libres engagés volontaires au service d'un chef et dont s'entourent les seigneurs, dépendance à l'égard d'un protecteur pour être nourri et logé avec serment de fidélité en contrepartie du service qu'il lui rend etc. Ce qui implique souvent de donner une terre (sans cens) à celui qui se met au service du seigneur ou maître. Ces seigneurs de guerre s'alignent sur leur chef ou leur Roi et doivent obtenir le consentement des guerriers qu'ils embauchent pour faire la guerre. La rémunération vient souvent du pillage des biens et ceux de l'église en particulier. Les grands seigneurs ont intérêt à multiplier ce type de contrats (les vassaux) pour se constituer une armée puissante.

Une grosse partie de leur activité consiste à s'assurer un monopole territorial par l'élimination de leurs rivaux aux frontières ou par l'agrandissement de leur territoire en direction de concurrents militairement plus faibles. Il s'agit ici d'accroître ses parts de marché. Cela s'appelle "faire la guerre". On peut chercher aussi à se coaliser et à former une union politique par le

mariage ou par l'entente. Une autre activité consiste à éliminer la concurrence sur le territoire où $\frac{1}{2}$ s'exerce le monopole. Le pouvoir en place lutte contre la création de nouvelles entités politiques ou contre la sécession d'une fraction des "clients". Enfin, il s'agit pour ces guerriers de maintenir leur pouvoir sur la population assujettie et de s'enrichir en la taxant et lui extorquant les revenus qu'elle produit.

Parmi ces seigneurs l'un d'entre eux ayant plus d'ambition se veut Roi et cherche à dominer les autres seigneurs de guerre dont certains sont plus puissants que lui. Simultanément les hommes d'églises, les clercs ou les intellectuels développent des monastères, des universités, influencent les croyances, font de l'humanitaire et disposent de guerriers (les moines soldats : Templiers, Chevaliers de l'ordre de Malte) et taxent les producteurs (ici les paysans) en concurrence avec les seigneurs locaux, leur objectif est une domination universelle (dont les croisades furent une expression). Enfin, les habitants des villes les bourgeois qui sont des marchands qui font un commerce de longue distance supportent difficilement le tribut qu'ils doivent payer aux seigneurs locaux ou à la papauté lors du transport de leurs marchandises. Ils désirent développer leur activité avec des coûts de transactions les moins élevés possibles. Ils s'opposent aussi aux hommes d'églises (qui interdisent le prêt à intérêt $\frac{1}{2}$ et qui considèrent le commerce comme une activité subalterne voire vile). Les seigneurs locaux, Ducs, Princes etc. cherchent à conquérir ou étendre leur territoire et leur domination. Tout ce petit monde a des objectifs antagonistes. Le seul groupe qui semble politiquement faible est la masse inorganisée des paysans qui constitue en fait la majorité des individus.

Une fois les acteurs mis en scène, essayons d'expliquer la diversité de la formation des états modernes à la manière de H. Spruyt dans la période du 12 au 16^{ème} siècle.

Le problème essentiel que rencontrent les seigneurs de guerre c'est celui des moyens de faire la guerre. En particulier, il faut lever des armées et les payer. Lorsque le recrutement repose sur le consentement et la fortune privée des Princes, l'entretien d'une armée permanente est extrêmement coûteux. Comme l'avantage comparatif dans la violence réside à cette époque dans les grands nombres - concentrer un grand nombre d'hommes sur les champs de bataille pour avoir un avantage décisif sur l'adversaire¹ - le recrutement des hommes, en grand nombre et de manière permanente, est le souci principal des chefs de guerre. Tant que ce problème n'est pas résolu, les guerres sont courtes et localisées. En effet le recrutement repose sur le consentement des nobles par leurs liens avec d'autres seigneurs de guerre et par l'achat des services de mercenaires nationaux ou étrangers et de marginaux.

La charnière vient de la levée en masse via la constitution de milices populaires ou chacun est forcé de s'enrôler pour un temps ou de payer quelqu'un d'autre pour faire ce service militaire obligatoire. En un mot la conscription (qui est un impôt $\frac{1}{2}$ en nature) et l'impôt $\frac{1}{2}$ sont les facteurs clé de l'avantage comparatif dans la violence.

Quand Louis XI commence à entretenir une armée permanente de 16 000 hommes (4000 cavaliers, 4000 piquiers en provenance de Normandie et 6 à 8000 fantassins suisses), mûr $\frac{1}{2}$ me

1. La technologie militaire peut avoir un avantage décisif ponctuel dans un conflit particulier, mais pas à long terme car la technologie dominante à un moment donnée est aussitôt $\frac{1}{2}$ imitée et l'équilibre des forces rétabli rapidement. En revanche mobiliser un grand nombre d'hommes est une chose plus difficile et n'est pas qu'une question d'imitation. Ce problème militaire durera jusqu'à la dernière guerre mondiale. Il disparaît avec l'apparition de la technologie nucléaire. C'est sans doute pour cela que la nature des états contemporains change rapidement.

en temps de paix, il fait scandale auprès de ses pairs². Pour lever et entretenir une armée permanente en vue de la prédation, il faut trouver des hommes et des capitaux pour financer les opérations guerrières. Pour gérer cette armée permanente, il faut créer une bureaucratie administrative et de nouvelles méthodes pour financer cette armée. Le roi de France va réussir à organiser cette bureaucratie en constituant une alliance avec les marchands. Ces derniers préfèrent une taxation non arbitraire et prévisible d'une autorité centrale, celle du Roi, aux tributs ou taxes qu'imposent les seigneurs locaux ou la papauté. Ces tributs ou ces taxes sont souvent arbitraires et non prévisibles. Les bourgeois jouent alors un Roi, lointain, contre le seigneur local. De son côté le Roi est en lutte contre le pape et les seigneurs locaux.

Le premier grand succès de la constitution d'un état moderne est celui de la France. Grâce à cette alliance avec les marchands ou les bourgeois mais aussi avec les hommes d'églises, le Roi va dominer les seigneurs locaux. Il réussira à faire en sorte que les habitants finissent par payer un impôt permanent pour entretenir les armées qui auront pour but d'asseoir l'autorité du Roi sur un territoire donné. En développant une bureaucratie fiscale non arbitraire en utilisant l'église et ses intellectuels pour influencer les croyances (au Roi le pouvoir temporel, à l'église papale le pouvoir spirituel).

Le Roi élimine les pouvoirs des seigneurs locaux et centralise ceux-ci dans ses mains. Il développe alors un monopole de la force et de la justice sur un territoire donné avec des frontières où il impose son autorité. Les frontières n'ont pas pour objet de se protéger contre les bandes organisées de prédateurs extérieurs, on lutte contre ces bandes avec d'autres bandes les armées royales. Elles ont pour objet de signaler le pouvoir de taxation du Seigneur de guerre ici le Roi. L'état Souverain est né.

Une fois que le Roi a instauré son pouvoir souverain sur un territoire donné et peut exploiter la population et les richesses qu'elle produit, pourquoi continue-t-il à faire la guerre ? Contrairement à la thèse d'Olson, le bandit " sédentaire " ne cesse pas de faire la guerre pour jouir des fruits de son pouvoir de taxation. Il cherche toujours à étendre son pouvoir et à le concentrer entre ses mains. Revenons au modèle de Le revenu de l'impôt est mesuré par

1)

$$T = 2r [Y - ar - (X + br)]$$

En développant on a aussi :

2)

$$T = 2r [Y - X] - [ar - (X + br)]$$

Calculons la distance qui maximise les gains du Leviathan

3)

$$\frac{\partial T}{\partial r} = r(Y - X) - 4r(a + b)$$

2. J.Lindergren *Les hommes, l'argent, les moyens* in Guerre et concurrence entre les états Européens du XIVE au XVIII e siècle sous la direction de. Philippe Contamine, Paris PUF 1998

4)

$$r^* = \frac{(Y - X)}{2(a + b)}$$

En substituant r^* dans (1) on obtient le profit de la prédation

5)

$$T^* = \frac{(Y - X)^2}{2(a + b)}$$

Le Leviathan maximise les revenus tirés de son pouvoir de taxation aux dépens de ses sujets. Une façon de le faire est d'étendre son assiette fiscale en faisant des conquêtes territoriales. S'il n'y avait pas de contraintes, il étendrait son pouvoir sur l'ensemble du monde. Mais la distance au centre où il s'est localisé impose des coûts.

Son pouvoir de taxation est limité à la distance :

$$r^* = \frac{(Y - X)}{2(a + b)}$$

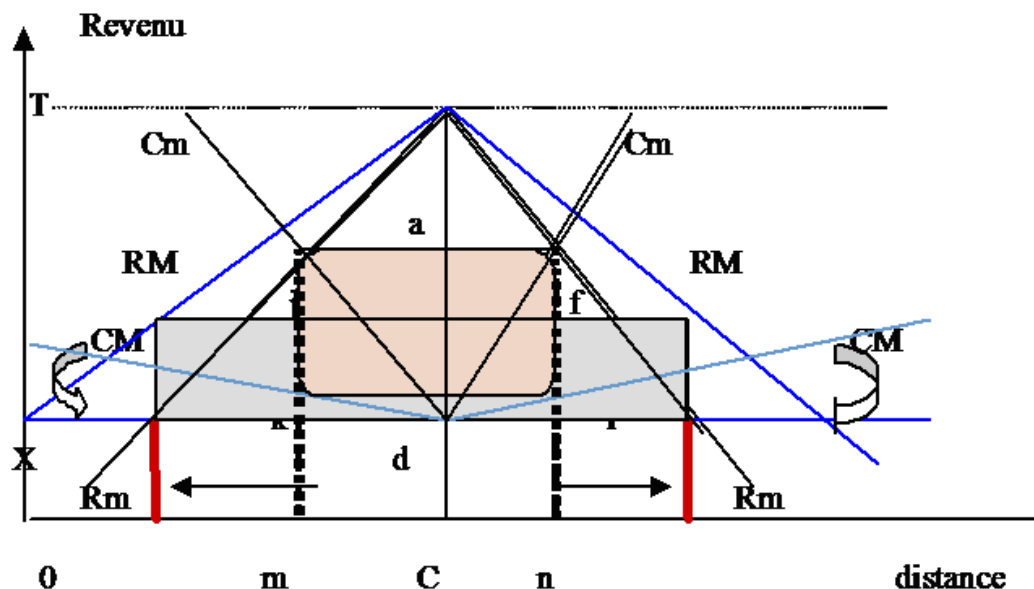
- Deux types de coûts
- (1) la technologie militaire et *économie d'échelle* liées à faire la guerre pour étendre et ou défendre son territoire (b)
- (2) *hétérogénéité* de la population qui affecte le revenu tiré de la taxation (a)
- Dans la formule du gain net total a et b constituent un frein à l'extension du pouvoir de taxation

La bureaucratie militaire

- ★ L'objectif de la bureaucratie militaire, comme toute bureaucratie, consiste à maximiser la taille de son budget
- ★ Or, celle-ci est maximisée quand elle prépare la guerre et quand elle l'a fait
- ★ Il faut donc convaincre l'autorité politique de la faire.
- ★ Revenons à Clausewitz : «*la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens*»
- ★ Or, la politique ici consiste à étendre le pouvoir de taxation et à la concentrer dans les mains de quelques uns

L'objectif de la bureaucratie militaire comme toute bureaucratie cherche à maximiser la taille de son budget. Or celle-ci est maximisée lorsque le $CM = RM$.

L'avantage d'une nouvelle technologie militaire comme facteur de guerre



- Pour 64 conflits sur les 122 répertoriés, l'état français est l'agresseur ou intervient du côté des agresseurs.
- La France a gagné 36 des conflits dans lesquels elle était l'agresseur. Beaucoup de ces conflits sont coloniaux ou dirigés contre des individus qui se révoltent contre l'état français.
- Dans une démocratie majoritaire (et non libérale) l'électeur médian fait la loi. Ce sont ses préférences qui s'imposent. S'il désire la guerre, la démocratie entrera en guerre.
- Il devrait exister une différence profonde entre régime parlementaire et présidentiel comme nous l'avons déjà vu.
- Il est important aussi de signaler de qui dépend la décision d'engager les armées de l'exécutif ou du parlement ou encore d'une cours constitutionnelle ?

□ Le terrorisme contemporain est défini comme étant l'usage "illégal" et délibéré de la violence ultime ou de sa menace contre des tiers innocents dans le but de frapper de terreur l'opinion publique (grâce à la caisse de résonance que constituent les médias contemporains) afin d'intimider et/ou infléchir la politique des gouvernants et promouvoir les objectifs politiques, religieux ou idéologiques de leurs auteurs.

- Cette menace est particulière parce qu'elle s'adresse aux hommes politiques eux-mêmes par des groupes de personnes qui aspirent à prendre leur place pour nous imposer leur vision du monde.
- Ce que font aussi nos gouvernants puisqu'ils nous imposent la vision du monde de leurs électeurs ou des groupes de pression qui les ont portés au pouvoir. On remarquera incidemment que cette technique est aussi celle pratiquée par les grévistes et/ou les syndicalistes qui usent "légalement" de la violence ou de sa menace sur des tiers innocents afin d'intimider les gouvernants pour atteindre leurs objectifs politiques ou syndicaux.
- Le terrorisme n'est donc pas une pratique nécessairement illégale. Elle est redoutée par ses effets lorsqu'il s'agit, non pas de paralyser des villes entières avec un blocage des moyens de transport, mais lorsqu'il s'agit de tuer massivement des milliers de personnes comme avec l'attentat du WTC.
- La difficulté principale de combattre le terrorisme provient donc du chantage auquel sont soumises les autorités publiques. Ou bien les autorités résistent et les terroristes exécutent leurs otages ou détruisent effectivement la Tour Eiffel pour prouver leur crédibilité, ou bien les autorités publiques cèdent aux exigences de ces bandes armées et c'est le gouvernement qui perd toute crédibilité en encourageant par sa faiblesse de nouveaux actes terroristes.
- Chaque branche de l'alternative revient à une défaite si l'on croit que les gouvernants sont liés pour nous protéger. Il est vraisemblable que ces autorités publiques, parce qu'elles sont la véritable cible, sont les plus mal placées pour mettre fin à cette guerre d'un nouveau type menée par des organisations privées.

Il n'y rien de nouveau sous le soleil

- Le terrorisme est un phénomène historique récurrent. Faire régner la terreur n'est pas le propre des terroristes, les bombardements de Dresde et d'Hiroshima ou de Nagasaki ont été ordonnés par nos chefs d'état pour frapper de terreur la population locale afin que leur gouvernement capitule par peur de perdre le soutien de sa population.

Trois formes principales de terrorisme

- les groupes terroristes fondés sur une idéologie politique de droite ou de gauche Bande à Baader-Meinhof, Action directe, Brigade Rosse
- Les groupes nationalistes ou autonomistes l'IRA,,FARC,,PDKI, ETA, FLNC, OLP, LTT (Tigers Tamouls)
- Les groupes politico-religieux El Qaida ou sectaires : AumShimrikyo

- La terreur au nom du religieux , les zelotes ou sicaires au premier siècle de notre ère religieuse contribuent à provoquer la rébellion contre l'occupation romaine. La secte des assassins pratique l'assassinat à l'arme blanche des dignitaires musulmans. Plus proche de nous les anarchistes de la fin du *XIX^{ème}* sont célèbres pour le dicton " la propagande par les faits " et pour les attentats qu'ils commettent avec des bombes artisanales. A une époque plus proche, la bande à Baader en Allemagne, Action directe en France ou les brigades rouges en Italie. Il a existé aussi un terrorisme nationaliste de droite (IRA, l'IRGOUN) comme de gauche FLN, FLNC, ETA, OLP, Kurdes etc. lié à la sécession

Le terrorisme comme stratégie d'insurrection

- Le terrorisme est fondé sur l'impact psychologique même si dans toutes les guerres la psychologie joue un rôle fondamental. Mais dans le terrorisme la psychologie est une stratégie.
- La propagande par l'action. L'idée est que l'action entraînera le mouvement d'insurrection et la révolution.

L'intimidation. Cette intimidation est souvent exercée à l'encontre de la population que l'on veut conquérir. On frappe donc ceux qui ne veulent pas coopérer avec les révolutionnaires ou les terroristes. Le FLN dans les deux premières années d'insurrection assassine 6352 musulmans contre 1035 européens et les tueries sont atroces pour frapper de terreur la population. Pour asseoir son autorité le FLN a interdit aux musulmans de fumer, on coupait les lèvres de ceux qui n'obéissaient pas.

- la provocation. Cette idée est un élément crucial de la stratégie des terroristes. Il s'agit d'intensifier la répression et les persécutions pour que les autorités gouvernementales commettent des injustices et fasse basculer la population dans le camp des insurgés. C'est la stratégie initiale du FATAH contre Israël.
- La stratégie du chaos . Il s'agit d'utiliser les attentats de manière aveugle contre la population pour créer la panique et rendre impuissant le gouvernement pour le délégitimer.
- La stratégie d'usure. Il s'agit cette fois de faire durer le mouvement pour épuiser le gouvernement et qu'il cède aux revendications des terroristes s'ils en ont.
- Le terrorisme expressif. C'est l'idée que l'émotion l'emporte sur la raison et qu'il s'agit d'exprimer un désespoir comme l'ont fait les muloquois néerlandais dans les années 1950

Le terrorisme peut-il renverser un gouvernement ?

- L'échec des terroristes dans leur ambition de remplacer le gouvernement ou la société est patent à quelques exceptions près liées à la décolonisation.
- Le FLN, le Viet Minh et le Viet Cong, l'EOKA à Chypre, l'IRGOUN en Israël, la révolte des Mau Mau au Kenya

- ☐ La plupart des groupes terroristes échouent lamentablement lorsqu'ils ne sont pas liés à une cause nationaliste et/ou à une revendication territoriale (sécession d'un territoire ou création d'un état)
- ☐ La réussite implique aussi une organisation plus pacifique adossée au mouvement terroriste qui peut s'intégrer dans la compétition des partis politiques (exemple de la Corse)

2

LA PRIVATISATION DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE COMME RÉPONSE ADAPTÉE AUX NOUVELLES MENACES CONTEMPORAINES

2.1 Introduction

Ce nouveau siècle a commencé avec l'épisode le plus emblématique du terrorisme contemporain : celui de l'attentat du 11 septembre 2001 sur les Twin-Towers à New-York. Il a surpris par sa violence et l'ampleur des décès (3572 en provenance de 90 pays différents qui travaillaient dans les deux tours) et par le peu de moyens humains et financiers utilisés pour commettre l'attentat puisqu'un petit groupe d'hommes, kamikazes, d'une organisation privée al Qaeda se sont emparés de quatre avions de lignes et les ont écrasés volontairement sur le World Trade Center, le Pentagone et en Pennsylvania (l'objectif visé pouvant être la Maison Blanche où se trouvait le Président des États-Unis).

Cet événement a bouleversé le monde, non pas parce qu'il s'agit d'un attentat terroriste puisque de 1968 à 2003, on a constaté 14486 attaques terroristes (excluant le conflit palestinien et les attentats impliquant des combattants armés dans la guerre d'Iraq), soit 427 attaques en moyenne par an. Le nombre de morts victimes des attentats s'élève depuis 1968 à 14783, soit à peu près 1 mort par attentat. La période 1984 -1988 a été la plus dangereuse avec 616 attaques par an. On a dénombré 273 attaques, en 1998 ; 392 en 1999 et 423 en 2000. Entre 1995 et 2000, 2077 personnes ont été tuées (346 par année) et 17085 blessés (2847 par an). Pour 38/100 d'entre elles, les attaques terroristes étaient dirigées contre des intérêts américains. Sur la période de 1968 à 2003 on dénombrait approximativement 99 morts pour 100 attentats (si on enlève l'attentat du 11 septembre ce nombre de morts se ramène à 77 pour 100 attentats), et 266

blessés pour 100 attentats ¹.

Ce n'est pas non plus le nombre de morts qui, s'il est exceptionnel dans un attentat terroriste, est loin de l'être devant d'autres situations comme des catastrophes naturelles. Depuis 1985 on a observé 8 tremblements de terre qui ont fait en moyenne plus de 20 000 morts à chaque fois, avec celui de Sumatra en Indonésie qui a dépassé les 232 000 tués.

Non, ce qui a bouleversé le monde c'est la réaction de l'exécutif américain à cet événement. Les autorités américaines ont décidé de faire la guerre au terrorisme islamiste partout dans le monde quitte à envahir des pays entiers pour éliminer les gouvernants qui soutiendraient ces terroristes. Or, les conséquences les plus dramatiques, en nombre de victimes innocentes, n'ont pas été les victimes du World Trade Center mais celles consécutives à l'entrée en guerre de l'État américain contre le terrorisme. L'attentat du 11 septembre aurait pu être traité comme n'importe quel accident d'avion et d'effondrement d'un bâtiment. Les ayants droits des victimes ont été dédommagés par les compagnies d'assurance privées qui assuraient ces moyens de transports ou biens. Les assureurs, eux mêmes, auraient pu faire la chasse ensuite aux auteurs des attentats, s'il n'y avait pas un monopole de l'Etat sur la justice et sur l'usage de la force, tout en incitant les compagnies aériennes et les propriétaires de tours à prendre les précautions en utilisant les nouvelles technologies pour réduire de tel type de risque.

La solution adoptée par l'exécutif américain pour lutter contre le terrorisme a été une décision engageant l'état et donc le contribuable américain dans une voie très coûteuse en pertes de vies humaines (le nombre de morts de la coalition en Irak avoisine 4100 hommes et celui des irakiens serait de 30 000 ou de 80 000 selon les sources), et en argent (le budget américain consacré à la guerre en Irak et en Afghanistan contre le terrorisme serait de l'ordre de 2 267 milliards de dollars) ². Si le nombre d'attentats après 2001 (c'est-à-dire en 2002 et 2003) a diminué de moitié environ, ces attentats ont été en moyenne beaucoup plus meurtriers ce qui peut faire douter de l'efficacité de l'action publique devant un tel bilan comme le suggère le tableau suivant :

Moyennes	Nbre	Nbre	Nbre	attentats	Nbre de	Nbre de
Années	d'attentats	de morts	de blessés	contre intérêts US	par attentat	par attentat
1968-2003	412	410	1215	0,38	1,00	2,95
1968-2000	427	299	1135	0,37	0,70	2,66
2002-2003	203	675	2829,5	0,39	3,33	13,94

Source : U.S. Department, Patterns of Global Terrorism

1. Sandler T. Enders W. 2004 "An Economic Perspective on Transnational Terrorism", European Journal of Political Economy vol.20, 301-316 table 1 pp 303, reproduite en annexe, source U.S.Department, Patterns of Global Terrorism

2. Bilmes L. Stiglitz J. 2006 "The Economic Costs of the Iraq War : an Appraisal Three Years after the Beginning of the Conflict" paper presented at the ASSA meetings , Boston

2.2 Les menaces contemporaines sont elles réelles, imaginaires et/ou le sous produit de l'interventionnisme étatique ?

Les experts de la sécurité (ou de la sûreté) publique ont tendance à voir des nouvelles menaces partout et    les dramatiser. Si on peut comprendre cette attitude, puisqu'  ils préfèrent alors pour leurs intérêts professionnels, cela ne veut pas dire que l'on doit accepter pour argent comptant ce qu'  ils nous décrivent d'abord comme une menace, ensuite une menace nouvelle et contemporaine. Si l'on se reporte à la conférence organisée par nos collègues de Paris II du Département de Recherche sur les Menaces Criminelles Contemporaines conjointement avec la fondation Robert Schuman en octobre 2007 et intitulée : "L'Europe et les nouvelles menaces criminelles", le cyber terrorisme et le cyber guerre, le crime organisé transnational, l'hybridation entre terrorisme et criminalité, les bandes juvéniles et les violences urbaines sont les principales menaces. Elles sont nouvelles, non pas par leur intitulé (excepté la criminalité liée à Internet) mais par leur ampleur, par les nouvelles techniques utilisées et l'aspect globalisé de ces activités criminelles.

Le terrorisme est une menace réelle, mais elle n'est pas nouvelle, ni contemporaine comme la bataille d'Alger l'a illustrée dans un passé récent. Ce qui est nouveau c'est le risque d'un terrorisme de masse lié aux nouvelles technologies.

Les violences urbaines par des bandes de jeunes sont réelles mais ne sont pas contemporaines puisque cela fait déjà 30 ans qu'on les observe Bauer A. et Raufer X.2004, Violences et Insécurité Urbaine, PUF col. Que sais-je ?. Ce qui est nouveau c'est la prise de conscience médiatique et leur ampleur. Cependant elles résultent fondamentalement d'une interventionnisme de l'Etat sur le marché du travail, d'une obligation de scolarité jusqu'à 16 ans qui se fait au détriment des familles "pauvres" et d'immigration récente et d'une irresponsabilité pénale des mineurs. L'obligation scolaire jusqu'à 16 ans interdit à un jeune de 13 ou 14 ans d'aller sur le marché du travail pour gagner honnêtement sa vie et ramener une rémunération supplémentaire pour ses parents. Forcé d'aller à l'école où il n'apprend rien et s'y ennue, il devient violent parce que l'on exerce aussi une violence "politique" sur lui au moment même de l'entrée dans l'adolescence dont on sait qu'elle n'est pas toujours facile. Pour échapper à cette contrainte, il s'absente de l'école et vit dans la rue avec ses copains qui sont comme lui. On retrouve alors le phénomène classique de bandes vivant de rapines ou travaillant.

pour trois fois rien comme sous traitant pour des dealers faisant le commerce illégal de la drogue. Là encore la lutte contre ce fléau qu'est la drogue est le résultat d'une intervention étatique qui provient d'une mécompréhension de la part des autorités publiques des effets pervers d'une politique de prohibition³. Comme le rappelle Hélsmann (2002)⁴ :

” C’est l’État, après tout, qui par ses entraves au négoce international - surtout par les innombrables droits de douanes et quotas d’importation - a mis les habitants du Tiers Monde devant le choix, ou de périr dans leurs pays nats, ou de chercher une nouvelle vie dans les pays développés de l’Occident. C’est le m̃i;½me État qui, ensuite, a laissé entrer en France

3. Lemennicier B. 2006, "Pour un commerce libre de la drogue" dans *La morale face à l'économie*, Eyrolles

4. Hulsmann G.2002 "Liberté et Sécurité" Conférence au Cercle Frédéric Bastiat, Dax décembre, <http://lemennicier.bwm-mediasoft.com/article.php?ID=122>

quelque huit millions d'immigrants. C'est encore l'état qui, ensuite, a empêché l'intégration d'une grande partie de ces gens dans la division du travail et donc dans la société française ; il l'a empêchée par le SMIG et les charges sociales, qui rendent inemployables ceux qui n'ont pas encore acquis, ou qui ne peuvent acquérir, une productivité égale à leur coût pour un employeur. C'est cette législation prétendument sociale qui exclut les travailleurs les plus faibles du marché du travail, et c'est donc cette même législation qui marginalise des groupes entiers tels que les jeunes, les vieux et les immigrants. Face à cette calamité, c'est toujours l'état qui a enfermé les immigrants chiâmes dans les ghettos des HLM et des banlieues où ils vivent dans la dépendance permanente des aides publiques."

En fait, ces menaces, si elles sont réelles, résultent d'une réglementation " politique" au profit des salariés ayant un emploi dans un secteur du marché du travail qui est protégé par la législation. Une fois cette réglementation abolie, l'effet pervers qui en découle disparaît. On ne peut donc considérer ces phénomènes comme des menaces puisqu'elles sont le produit même de l'activité de redistribution des hommes politiques pour se faire élire et réélire.

La criminalité sur Internet est-elle réellement une menace et pour qui ? Elle ne l'est que pour les internautes et que pour ceux qui utilisent ce moyen de communication pour leurs transactions ou pour publier leurs œuvres sur le Net pour en tirer un profit. Laurence Ifrah (2007)⁵ nous présente un tableau saisissant des nouvelles menaces qui peuvent entraver le développement d'Internet. De l'attaque numérique massive sur les ordinateurs estoniens qui a bloqué tous les sites et les transactions bancaires pendant deux jours à celle de la Chine sur les occidentaux à la fraude à la carte bancaire, la fraude ring, le Phishing, le Pump and Dump, le lockpicking, jusqu'à l'utilisation des portables en prison pour continuer à gérer ses activités criminelles, Internet est un monde dangereux.

Cependant ce tableau noir oublie de nous rappeler la proportion d'actes délictueux sur le nombre de transactions normales. Ce qui nous intéresse, ici, c'est la probabilité d'être victime de tels actes de malveillance. En janvier 2004, il y a eu 49 914 falsifications et usages de cartes de crédit. Parmi ces faits, 9366 ont pu être élucidés ce qui nous fait un taux d'élucidation de 18.7%. Mais cette année là, le nombre de transactions via une carte bancaire a été estimé à 6 milliards. La probabilité d'une fraude est de 0.83%. Pour comparer, on peut rappeler que la probabilité de décéder dans un accident de la circulation routière est voisin de 11%, 13 fois plus élevée que celui des fraudes à la carte bancaire. C'est en ce sens là que ce risque est imaginaire.

Une attaque numérique massive bloque un système de communication comme Internet à l'égal d'une panne massive d'électricité qui bloque pendant plusieurs heures les transports et le chauffage et qui peut paralyser des villes entières, que cette panne soit involontaire ou organisée par un quarteron de syndicalistes de l'EDF. Il est vrai que sur internet il est plus difficile de repérer qui est à l'origine d'une attaque malveillante, mais l'attaque engendre la parade et deux jours après, le problème est réglé.

Le Net est un lieu où s'échangent de l'information et des produits dématérialisés que l'on peut re-matérialiser chez soi. C'est un espace public, une propriété commune, cependant dans cet espace public on peut y créer des domaines privés accessibles qu'à ceux à qui on donne un droit d'entrée. Or, pour qu'il y ait un crime avec une victime, il faut une violation d'un droit

5. Ifrah L. 2007, " Cyber terrorism, Cyber guerres, les nouvelles menaces pour l'Europe ", Conférence sur les nouvelles menaces en Europe, DRMC et Fondation Schuman, Bruxelles

de propriété. Là encore $\frac{1}{2}$ est réellement la menace ? En quoi est-elle différente de celle que l'on connaît déjà avec les vols, escroqueries etc. dans le monde hors Internet ? Il n'y en a pas. Les techniques de protection diffèrent, au lieu d'une porte fermée à clef avec des verrous, on a des codes sécurisés qui remplissent la même fonction. Les spécialistes qui offrent ces services sont des informaticiens au lieu d'être des serruriers, mais ils font le même métier. Il est vrai que les informaticiens sont aussi très bons en matière de piratage ou de lockpicking, mais les bons serruriers peuvent aussi devenir de bons perceurs de coffre-fort.

D'autres experts mettent l'accent sur des risques liés à l'espionnage industriel, à la contrefaçon, au changement de climat ou à la pauvreté. Cependant ils oublient, paradoxalement, les risques extrêmement élevés que nous font courir les chefs d'Etat lorsqu'ils prennent des décisions qui s'imposent à tout le monde. Par exemple en nous empêchant de quitter un système de retraite par répartition en faillite et en continuant à le financer pour satisfaire les intérêts de la génération de retraités du moment, les décideurs publics ont choisi de sacrifier, avec certitude, les générations futures. Elles verront leur niveau de vie baisser brutalement. L'expérience des Pays de l'Est devrait pourtant les éclairer sur cette possibilité. Leurs décisions sont encore plus risquées lorsqu'ils écrivent dans une constitution un principe de précaution dont l'objet est de ne pas prendre de risque s'il y a un doute. Un tel principe, s'il est appliqué, par exemple, à la mise sur le marché d'un médicament qui peut sauver des vies humaines mais sur lequel il y a un doute, revient à sacrifier les vies que ce médicament aurait pu sauver. Ne pas prendre de risque c'est prendre un risque. Dans la vie, il n'y a pas de repas gratuit. A toute action ou inaction privée ou publique, il y a un coût d'opportunité. On peut rappeler aussi que nos parlementaires à force de changer les lois, de créer des impôts ou de faire des lois de circonstances au moindre problème qui frappe l'opinion publique sont des grands producteurs d'incertitude juridique. Nos experts en matière de sécurité sont alors bien silencieux devant les risques que nous imposent les décideurs publics par leurs interventions.

L'autre solution consiste à ne rien faire et à laisser les assureurs privés prendre en charge ces risques créés par ces nouvelles menaces liés au terrorisme comme ils le font avec les accidents d'aviation ou les risques liés aux catastrophes naturelles. Les pertes consécutives au terrorisme, avant et après l'attaque sur le WTC, sont faibles et non corrélées entre elles et peuvent être absorbées au travers des primes d'assurance habitation et /ou transports. Si la fréquence de ces actes s'élève, il est facile aux assureurs d'imposer des normes de sécurité aux bâtiments publics et/ou compagnies aériennes pour diminuer la probabilité d'apparition d'un nouvel attentat style les Twin Towers annoncé sur le Net ayant pour objectif la Tour Eiffel. Il suffit de sécuriser l'accès au poste de pilotage et d'avoir un personnel à bord, équipé d'armes non létales et spécialisé dans l'élimination de preneurs d'avion. La protection des bâtiments aéroportuaires ou des installations portuaires est déjà assurée et renforcée en faisant appel à des entreprises privées spécialisées dans la lutte contre les menaces potentielles y compris le terrorisme⁶.

6. EADS Defence security a remporté récemment un contrat pour la fourniture du système intégré de sécurité maritime du nouveau port de Tanger. Ce système repose sur des capteurs de détection et d'identification coté mer et du coté ville des filtres comprenant des clôtures d'enceinte, de la détection périmétriques, des dispositifs anti-intrusif, des dispositifs non intrusif des passagers, des bagages et des voitures, de la détection d'explosifs et de matières radio actives avec une salle de contrôle et de gestion de crise unique.

Évidemment, l'attaque du 11 septembre 2001 en tuant 3576 personnes a entraîné une perte estimée à 32.5 billion de dollars partagées entre 150 assureurs et réassureurs répartis dans le monde entier. Cette perte est l'une des plus élevées encourue aux Etats Unis par les assureurs, une fois et demie supérieure aux dommages causés par l'ouragan Andrew en 1992 le précédent record nous disent Kunreuther and Michel-Kerjan (2004)⁷. Si le terrorisme devenait un terrorisme de masse, avec de nouvelles techniques biochimiques ou nucléaires, les assureurs devraient faire face à un nouveau défi en dispersant les dommages attendus sur un plus grand nombre d'assureurs et réassureurs ainsi que sur les marchés financiers spéculatifs avec des titres qui offrent des taux d'intérêt élevés mais qui si l'événement survient ne sont pas payés.

Dans les pages qui suivent nous allons soutenir l'idée que ces nouvelles menaces ne pourront être surmontées que par des modifications importantes dans la conception de nos institutions politiques, la privatisation de la sécurité n'étant qu'un des éléments importants de ce changement. Mais avant d'entrer dans le vif du sujet et de revenir sur la question du terrorisme, il est utile de faire la différence entre des menaces réelles, celles imaginaires et celles qui ont pour cause principale l'intervention de l'Etat lui-même dans les affaires ordinaires de la vie privée de nos concitoyens. Lutter contre les nouvelles menaces contemporaines en employant les moyens de coercition dont dispose la force publique, n'est pas non plus sans opportunité, il faut nécessairement se poser la question de savoir si ce n'excède pas le bénéfice attendu. Il faut vérifier s'il n'existe pas d'autres moyens et d'autres stratégies plus efficaces que la prévention étatique et la répression policière pour les éradiquer. Il est vrai que la réaction des hommes politiques est d'abord d'envisager la répression et la prévention comme moyen de lutter contre les nouvelles menaces contemporaines et on comprend bien pourquoi les hommes politiques et les bureaucrates qui leur obéissent (policiers, militaires, services de renseignements, douaniers etc.) préfèrent cette alternative. Elle augmente leurs pouvoirs et donc les bénéfices personnels qu'ils en tirent. Mais ce n'est pas à eux d'en juger, c'est au contribuable de le faire car c'est lui qui paie.

Dans ce qui suit, nous nous intéresserons uniquement au terrorisme contemporain. Nous la considérons comme la seule menace sérieuse, puisque les violences urbaines, le crime organisé, la lutte contre la drogue sont des effets pervers des politiques publiques de prohibition et que la cyber criminalité et la cyber guerre ne sont que la transposition sur le domaine virtuel du Net de ce que l'on connaît bien en matière de vols, escroqueries, diffamation ou guerres etc. dans le monde réel dans lequel nous vivons. Il y a cependant une différence entre ce monde virtuel et le notre, à la suite de l'attaque numérique massive contre l'Estonie, on n'a pas constaté de décès.

2.3 Un retour sur la définition du terrorisme

Le terrorisme contemporain est défini comme étant l'usage "illégal" et délibéré de la violence ultime ou de sa menace contre des tiers innocents dans le but de frapper de terreur l'opinion publique (grâce à la caisse de résonance que constituent les médias contemporains) afin d'intimider et/ou infléchir la politique des gouvernants et promouvoir les objectifs politiques, re-

7. Kunreuther H. and Michel-Kerjan E. 2004, "Challenges for Terrorism Risk Insurance in the United States", Journal of Economic Perspectives Vol 18, Fall, 201-214

ligieux ou idéologiques de leurs auteurs⁸. Cette menace est particulière parce qu'elle s'adresse aux hommes politiques eux-mêmes par des groupes de personnes qui aspirent à prendre leur place pour nous imposer leur vision du monde. Ce que font aussi nos gouvernants puisqu'ils nous imposent la vision du monde de leurs électeurs ou des groupes de pression qui les ont portés au pouvoir. On remarquera incidemment que cette technique est aussi celle pratiquée par les grévistes et/ou les syndicalistes qui usent "légalement" de la violence ou de sa menace sur des tiers innocents afin d'intimider les gouvernants pour atteindre leurs objectifs politiques ou syndicaux. Le terrorisme n'est donc pas une pratique nouvelle ni nécessairement illégale. Elle est redoutée par ses effets lorsqu'il s'agit, non pas de paralyser des villes entières avec un blocage des moyens de transport, mais lorsqu'il s'agit de tuer massivement des milliers de personnes comme avec l'attentat du WTC.

Il n'est pas non plus évident de bien discerner un terroriste d'un combattant pour la "liberté". Cela dépend parfois des circonstances politiques. Les Moudjahidin d'Afghanistan sont des combattants de la liberté contre l'invasion soviétique mais des terroristes lorsqu'ils combattent pour leur foi contre le grand Satan américain. Il apparaît plus simple d'appeler terroriste toute personne qui mène une "guerre injuste" jus in Bello parce qu'elle frappe délibérément des tiers innocents même si les objectifs de la guerre que cette personne poursuit peuvent être "justes" "jus ad Bellum."⁹ Par contraste, les hommes d'Etat des régimes politiques appelés démocraties sont contraints par leur opinion publique de mener contre les terroristes une "guerre juste" jus in Bello (par exemple ne pas frapper des tiers innocents pour capturer ou tuer des terroristes, ne pas les torturer pour obtenir des renseignements et leur offrir un procès équitable s'ils sont prisonniers) même si ce contre terrorisme est injuste parce que ces gens là combattent pour une *cause juste*.

La difficulté principale de combattre le terrorisme provient donc du chantage auquel sont soumises les autorités publiques. Ou bien les autorités résistent et les terroristes exécutent leurs otages ou détruisent effectivement la Tour Eiffel pour prouver leur crédibilité, ou bien les autorités publiques cèdent aux exigences de ces bandes armées et c'est le gouvernement qui perd toute crédibilité en encourageant par sa faiblesse de nouveaux actes terroristes. Chaque branche de l'alternative revient à une défaite si l'on croit que les gouvernants sont là pour nous protéger. Il est vraisemblable que ces autorités publiques, parce qu'elles sont la véritable cible, sont les plus mal placées pour mettre fin à cette guerre d'un nouveau type menée par des organisations privées.

2.4 L'échec programmé de l'usage de la force publique pour lutter contre le terrorisme.

La plupart des gouvernants voient dans l'usage de la force publique (militaire ou civile), la seule alternative à la lutte contre le terrorisme, les violences urbaines et autres menaces crimi-

8. Selon le U.S Department of Defense

9. Lemennicier B 2003, "Classical Just War Theory : a Critical View" paper presented at the Libertarian International Spring Convention, Krakow, Poland. March 22-23, en français <http://lemennicier.bwm-mediasoft.com/article.php?ID=86limba=fr>

nelles. Son but est à la fois de dissuader ceux qui auraient l'intention de se lancer dans de telles activités puis d'arrêter et punir ceux qui commettent de tels actes et/ou les commanditent en leur imposant des sanctions extrêmement sévères devant des juridictions d'exception. Cela va jusqu'à menacer de sanctions ou d'interventions militaires les états qui abritent volontairement ou malgré eux ces organisations terroristes sur leur sol. Le fait même d'appliquer une politique de prévention, de dissuasion et de répression repose sur l'hypothèse que les terroristes (et autres criminels) sont des individus rationnels qui réagissent aux sanctions, aux récompenses et à la probabilité jointe d'être appréhendé, sanctionné et voir la peine appliquée.

Depuis les travaux de Becker (1968) et Ehrlich (1974)¹⁰ les économistes ont développé une approche théorique qui repose sur cette hypothèse d'un comportement rationnel de la part des criminels. Nous pouvons la résumer de la façon suivante. L'individu qui veut entrer dans une activité illégale (commettre un acte terroriste supplémentaire) compare le taux de rendement attendu de cet acte, en observant l'expérience passée, au taux de rendement minimal qu'il exige pour accepter le risque de se lancer dans cette activité : celui d'être appréhendé, condamné et voir la peine exécutée et donc être privé de ses gains. Le taux de rendement attendu de l'acte criminel est le supplément de revenu monétaire et/ou non monétaire, $R_i - R_l$, obtenu si la bonne fortune veut que l'on ne soit pas appréhendé ou condamné ou la peine non exécutée sur le coût supporté si la mauvaise fortune fait que l'on est pris et sanctionné en prenant ce risque car le gain net de l'acte criminel est diminué du montant de la sanction, S : $R_i - R_l - S$. Naturellement il faut que la sévérité de la sanction, S , soit supérieure au gain $R_i - R_l$ sinon *le crime paie* et tout le monde commet des crimes :

$$\frac{R_i - R_l}{R_i - R_l - S} \quad (2.1)$$

Le taux de rendement minimal exigé pour accepter de rentrer dans cette activité criminelle et maintenir constant sa satisfaction est le produit du risque relatif, $\frac{\pi}{1-\pi}$ à être appréhendé, condamné et la peine exécutée multiplié par l'aversion pour le risque qui se mesure ici par le ratio des utilités marginales de la consommation en situation de mauvaise fortune sur celle en situation de bonne fortune.

$$\frac{\pi}{1-\pi} \frac{\frac{\partial u}{\partial C_m}}{\frac{\partial u}{\partial C_b}} = \frac{\pi}{1-\pi} \beta \quad (2.2)$$

Les économistes prédisent alors que la criminalité va augmenter si le taux de rendement du crime excède le taux de rendement minimal exigé pour le commettre :

$$\frac{R_i - R_l}{R_i - R_l - S} \geq \frac{\pi}{1-\pi} \beta \quad (2.3)$$

Si les individus sont neutres à l'égard du risque : $\beta = 1$ la décision de commettre l'acte criminel dépend uniquement de la comparaison entre le risque relatif d'être appréhendé et le taux

10. Ehrlich, I. 1974, "Participation in Illegitimate Activities : An economic Analysis", dans Essays in Economics of Crime and Punishment ; National Bureau of Economic Research ; édité par G. Becker et W. Landes. Becker, G. : 1968, "Crime and Punishment : An Economic Approach", Journal of Political Economy, 76, 169-217

de rendement du crime. Dans un tel cas on compare directement le gain $R_i - R_l$ au coût $\frac{1}{2}t$ attendu de l'acte lui-même, πS , qui est le produit de la probabilité d'être appréhendé, condamné et la peine exécutée par la sévérité S de la sanction. Mais il est difficile de faire une hypothèse de neutralité à l'égard du risque dans le domaine qui nous concerne : celui de la criminalité et du terrorisme.

Si les individus ont une aversion à l'égard du risque, alors :

1. une hausse du produit de la probabilité d'être appréhendé, sanctionné et la peine exécutée, telle qu'elle est perçue par les individus augmente le taux de rendement minimal exigé pour les individus pour commettre des actes illégaux, cela diminue donc l'incitation à entrer dans des activités criminelles ;
2. une baisse du gain attendu à commettre ces actes illégaux et une hausse de la sévérité et de la progressivité des sanctions dissuadent les individus de s'engager dans une telle activité.

A l'inverse, si le produit de la probabilité d'être appréhendé, sanctionné et la peine exécutée est faible parce que l'une d'entre elle ou les trois sont faibles, alors le taux de rendement minimal exigé pour rentrer dans cette activité (pour maintenir constant sa satisfaction) est faible. Si simultanément le gain attendu de cette activité augmente et si les peines ne sont pas sévères ni progressives, alors le taux de rendement à commettre ces actes est élevé et le nombre d'actes criminels augmente dans l'année.

Comme il en coûte à la collectivité de mettre en œuvre une politique de répression, le produit de la probabilité d'être appréhendé, sanctionné et la peine exécutée ne sera jamais égal à l'unité (ce qu'implique normalement l'idée de tolérance zéro). Maintenant il est facile de montrer pourquoi une politique publique de répression et de dissuasion est efficace avec des honnêtes gens et échoue avec des criminels. Il suffit de comparer la lutte contre les excès de vitesse à la lutte contre la délinquance juvénile et/ou drogue et à celle contre le terrorisme.

La politique de répression contre les honnêtes gens qui commettent des excès de vitesse (qui ne sont pas des crimes avec victime, rappelons le,) est efficace parce qu'ils sont honnêtes (que l'on assimile ici à une aversion pour le risque) et que la politique de répression est automatisée entre l'arrestation, la condamnation et l'exécution de la peine sans que le "délinquant" puisse faire appel à la justice pour contester son acte de telle sorte que le produit de la probabilité d'appréhension, de condamnation et d'exécution de la peine n'est pas affaibli par une décision du juge qui ne condamne pas ou ne fait pas exécuter la peine. Il suffit pour être efficace d'augmenter la fréquence d'arrestation avec la multiplication des radars, d'augmenter la sévérité de la sanction avec des amendes élevées et sa progressivité avec le permis à point ¹¹.

Il en va autrement avec les criminels, on ne leur applique pas une telle politique répressive, et les criminels ne sont pas des gens honnêtes. Ils ont sans doute une préférence pour le risque et ils font tout ce qu'ils peuvent pour ne pas se faire appréhender, condamner et la peine être exécutée. Il est donc plus difficile de dissuader des criminels de cesser leurs activités car il ne suffit pas de multiplier les radars pour les appréhender. Il est intéressant de contraster la lutte

11. Il y a une limite à cette politique qui est la montée du nombre de gens conduisant sans permis tellement aujourd'hui la voiture comme moyen de déplacement est vital pour la plupart d'entre nous.

contre la drogue qui est un crime sans victime à celle de la lutte contre le terrorisme qui lui est une activité impliquant des victimes. Pourquoi la lutte contre la drogue est-elle inefficace ? Parce qu'il s'agit d'une criminalité sans victime. Le consommateur (dont on peut penser qu'il a une aversion pour le risque) n'a pas intérêt à se plaindre puisqu'il désire justement consommer de la drogue, la probabilité d'appréhender le consommateur et son dealer ne repose que sur la diligence des policiers et des moyens mis à leur disposition et non pas sur la collaboration des victimes potentielles puisqu'il n'en existe pas par principe. Par ailleurs, les juges dépénalisent cette activité en ne condamnant pas les consommateurs de drogues dites "douces"¹². Les consommateurs et les dealers anticipent que le produit de la probabilité d'appréhender les consommateurs et de les condamner est proche de zéro. Le taux de rendement minimal exigé pour consommer de la drogue est donc très faible. Enfin, la prohibition elle-même en restreignant l'offre illégale de drogue augmente le taux de rendement de cette activité. Il est donc normal d'observer une montée de cette consommation avec l'activité criminelle qui va avec. Plus on luttera contre ce phénomène, plus il se développera¹³.

L'échec prévisible de la lutte contre le terrorisme, qui, cette fois, impliquent des victimes est aussi expliquée par cette théorie parce que les terroristes ont une préférence pour le risque. Dans une telle configuration, par définition, la sévérité et /ou la progressivité des sanctions sont non seulement sans effet mais sont considérées comme source d'utilité. Dans le cas des terroristes, kamikazes, la mort est une source de satisfaction pour le terroriste et de revenu pour sa famille puisqu'il est un "martyr" de la cause¹⁴. Le terroriste sera donc insensible à la sévérité de la sanction ou à sa progressivité (la mort étant la sanction la plus élevée) mais aussi à la probabilité d'être arrêté, condamné et la peine exécutée puisqu'il sera décédé. La seule chose qui puisse alors le dissuader c'est la baisse du rendement net de l'acte terroriste lui-même ! Mais cette baisse est-elle possible dans le cas particulier où les cibles des terroristes sont justement les hommes d'état dont on cherche à déstabiliser la politique et/ou à créer des dommages sur l'économie qu'ils s'efforcent de diriger en attirant l'attention des médias sur la menace qu'ils vont faire peser en tuant massivement des tiers innocents, par exemple, des touristes ? Si les hommes politiques résistent au chantage, la probabilité que le massacre ait lieu augmente et les moyens utilisés pour prévenir un attentat (plan Vigipirate) ne font qu'accroître la terreur dans la population des touristes qui renoncent à leurs voyages dans le pays visé. Le pays perd alors des recettes en devises et s'appauvrit, ce qui augmente bien le gain à commettre un attentat pour le terroriste. Si l'homme d'état cède au chantage, il accroît directement le rendement des activités terroristes puisque c'est ce que cherche à faire les terroristes. Le piège se referme sur les hommes politiques car, quelle que soit l'alternative qu'ils vont choisir, ils seront perdants. La politique menée de dissuasion et de répression est donc sans effet dans le cadre du terrorisme.

12. Il en va de même avec la délinquance juvénile qui elle fait des victimes, mais comme les mineurs ne sont pas sanctionnés le rendement minimal exigé pour commettre un forfait est ridiculement bas pour des jeunes qui, pour satisfaire la pression du groupe, aiment prendre des risques. Or quand on a une préférence pour le risque, seule une probabilité élevée d'être appréhendé, condamné et la peine exécutée est dissuasive. Si le juge ne condamne pas et/ou n'applique pas les peines, il est inutile que les policiers les arrêtent.

13. Lemennicier B.1992, "Prohibition de la Drogue : Diagnostic et solutions" Journal des Economistes et des Etudes Humaines, Vol VIII, n°4(décembre)

14. Bernholz P. 2004, "Supreme values as a basis for terror" European Journal of Political Economy, Vol.20,317-333

Non seulement la lutte contre le terrorisme est sans effet pour dissuader les terroristes d'agir, mais elle entraîne des effets pervers sur la population que l'on cherche à protéger. En effet, le seul moyen dont on dispose est de déceler les "intentions" de terroristes avant qu'ils puissent mettre en œuvre leurs projets d'attentat. L'usage de la contrainte publique, à titre préventif, pour faire échec aux terroristes, veut dire imposer des coûts élevés à sa propre population avec des aspects ridicules comme d'interdire de monter à bord d'un avion avec un canif ou un coupe-ongle ! La création du département du "Homeland Security" en mars 2003 est une réponse bureaucratique à l'attentat du WTC. Il s'agit d'une politique mise en œuvre par les américains pour améliorer la collecte d'information et de coordination de celle-ci entre le niveau local, national et fédéral. Des fonds ont été distribués et des formations créées auprès de la police locale pour collecter l'information sur des terroristes potentiels, assurer la protection des infrastructures et faire coopérer la population à la recherche de ces terroristes potentiels (ceci vaut aussi pour les criminels de droit commun) afin de détecter les préparatifs d'un attentat à ses débuts. L'ambition de ce département de l'administration américaine est plus profonde. Il s'agit d'aller plus loin et de recréer une coopération entre la police et les citoyens en les faisant participer à une surveillance informelle de leur voisin et un contrôle social exercé par la communauté elle-même sur ses éléments déviants. Cette réponse bureaucratique et centralisée entre en conflit avec la fonction traditionnelle dont la police locale ou de proximité assure la sécurité¹⁵.

Cette surveillance accrue de la population pour repérer préventivement de futurs terroristes (et/ou autres criminels) et en particulier des groupes parmi lesquels ils s'abritent revient :

1. d'une part à créer un processus naturel de stigmatisation de la part des autorités. Les non terroristes de ces groupes deviennent alors des victimes "innocentes" non seulement des hommes d'état (affaire de Roissy) mais aussi des terroristes eux-mêmes qui cherchent eux aussi à les contrôler par des moyens violents pour ne pas être dénoncés aux autorités publiques. Ces victimes innocentes, qui veulent vivre en dehors de la politique, deviennent un enjeu que se disputent deux "bandes armées" ceux au pouvoir et ceux qui y aspirent.
2. D'autre part la coopération entre la police et la population y est plus difficile qu'ailleurs. L'immigration massive observée depuis de nombreuses années vers notre continent a créé des communautés périurbaines de différentes origines où la police n'est pas aussi bien implantée que dans la rue de Grenelle et où elle ne s'y déplace pas "comme des poissons dans l'eau". Par exemple, dès qu'un autochtone de ces communautés est soupçonné de collaborer avec la police ou est policier lui-même, il est harcelé jusqu'à ce qu'il quitte le territoire. Les violences dites urbaines dans les quartiers dits difficiles ont démontré combien peut être rapide l'engrenage vers les affrontements entre communautés et/ou avec la police engendrant une insécurité généralisée pour ces populations et ce n'est pas la police de proximité qui règlera ce problème.
3. "Ordre polycentrique et privatisation de la sécurité comme moyens de faire face aux nouvelles menaces contemporaines"

15. Friedmann R. Cannon W. 2007 "Homeland Security and Community Policing, Competing or Complementary Public Safety Policies" Journal of Homeland Security and Emergency Management Berkeley Electronic Press

Devant l'échec et le coût $\frac{1}{2}$ d'opportunité exorbitant de la lutte contre le terrorisme ¹⁶, il est important d'examiner avec soin les alternatives qui ne se cantonnent pas à une politique publique pure de répression-dissuasion. Dans un livre récent Bruno Frey ¹⁷ propose trois politiques spécifiques de lutte contre le terrorisme :

1. diminuer la vulnérabilité aux attaques terroristes avec une structure politique polycentrique et décentralisée.
2. augmenter les incitations à réintégrer les terroristes dans la communauté civile en offrant des opportunités de représentation ou discussion de leurs idéologies ;
3. réduire la publicité faite par les médias à leurs actions, par exemple on ne mentionnant jamais quel groupe terroriste est à l'origine de l'attentat pour créer un problème de "cavalier seul" entre eux, certains groupes s'attribuant un attentat qu'ils n'ont pas commis.

Des trois propositions, la première est sans doute celle qui est la plus efficace au regard de la critique que nous avons développée. En effet, la réintégration des terroristes dans la communauté civile par une représentation accrue dans les instances de décisions publiques comme des parlements ou encore en discutant de leurs idéologies est une technique utilisée par les islamistes (et en leur temps les communistes) pour justement gagner de nouveaux adeptes à leur cause ¹⁸. La prise de pouvoir par un processus démocratique ne protège pas la population contre une dictature, ex post, menée par le nouveau parti qui vient d'être porté au pouvoir par des électeurs. Les partis communistes l'ont amplement prouvé dans le $XX^{ième}$ siècle. Réduire la publicité autour des actes terroristes revient à censurer l'information et à accepter la main mise du pouvoir sur celle-ci. Du fait même qu'elle est contrée par le pouvoir elle n'est plus crédible ¹⁹. Cela donne une crédibilité accrue à celle qui se diffuse sur Internet ou à l'étranger sur une télévision contrôlée par des groupes terroristes ou des sympathisants de ces groupes. Aujourd'hui il est illusoire de penser contrôler l'information avec des portables qui peuvent diffuser quasiment en temps réel sur internet l'intervention musclée des forces de l'ordre au moment des violences urbaines.

Nous retiendrons donc la première proposition de Frey en allant plus loin que lui avec la théorie des gouvernements contractuels privés ²⁰, car elle semble être la seule à pouvoir mettre en échec les actions terroristes en étant tout intérieure, de leur part, à agir. Il va de soi que si une telle solution est adoptée, celle-ci est incompatible avec une nationalisation et bureaucratisation centralisée de la police et des services de sécurité intérieure (ou extérieure) ²¹, elle nécessite, par opposition, un marché privé de la sécurité en situation de concurrence qui est la seule alternative à l'autodéfense des populations concernées par ces menaces contemporaines.

16. Ceci est vrai aussi de la lutte contre la drogue

17. Frey B. 2004, *Dealing with Terrorism-Stick or Carrot ?*, Edward Elgar, Cheltenham, UK

18. Cette politique est adoptée par le gouvernement français en dépit de l'expérience de la guerre d'Algérie qui a déjà démontré qu'il s'agit là d'une voie sans issue et dangereuse pour les musulmans non islamistes.

19. Comme avec les statistiques de la criminalité du Ministère de l'Intérieur du fait même que cette administration est juge et partie dans la fabrication de ces données.

20. Boudreaux D and Holcombe R 2002, "Contractual Governments in Theory and Practice" dans *The Voluntary City, Choice Community and Civil Society*, ed. D.Beito, P.Gordon et A.Tabarrok The independent Institute, Oakland Ca.

21. Cela est vrai aussi celui du système judiciaire.

2.4.1 Éclatement et diversification du pouvoir politique

Un système politique composé de différents centres en situation de concurrence entre eux est moins vulnérable au chantage des terroristes du fait de sa variété qui permet à un centre de se substituer à un autre si l'un est affecté négativement par des actes terroristes. Si les islamistes frappent Louxor en Egypte, les agences de voyages proposent à leurs touristes d'aller à Petra en Jordanie. S'ils frappent Paris, les touristes vont à Venise. Il est plus difficile pour les terroristes de choisir la cible et d'en tirer des bénéfices élevés en termes de chantage sur des autorités publiques. En revanche, en présence d'une structure qui centralise les décisions politiques dans les mains de quelques individus, voir d'un seul, les terroristes ont beau jeu de frapper au cœur de ce système, par exemple dans les quelques km^2 englobant l'Elysée, le Parlement, les Invalides, la rue de Grenelle et Varennes où se trouvent la plupart des Ministères, ajoutons la Maison de la radio et les télévisions, la préfecture de Paris et Bercy bien visible et le pouvoir a disparu en France. Cette concentration du pouvoir non seulement dans les mains de quelques personnes mais aussi physiquement dans quelques km^2 constitue une cible idéale pour des terroristes²². Imaginez qu'en une matinée la zone décrite soit rayée de la carte. Le système politique français se trouve être déstabilisé.

Paradoxalement, nous dit Frey, l'attaque contre le WTC et ou le Pentagone ont démontré l'intérêt d'une structure politique comme le fédéralisme et d'une économie de marché florissante et diversifiée. Cette attaque terroriste, la plus meurtrière de l'histoire politique, n'a guère affecté l'économie américaine. Chicago ou Los Angeles, Seattle ou Boston etc. ont continué à fonctionner sans être affectés par cet événement. Contrairement à ce que l'on pense l'attentat du 11 septembre 2001 a démontré la supériorité d'une économie de marché décentralisée qui a été marginalement touchée par cet événement. En très peu de temps les activités à Manhattan ont repris. L'importance de cet attentat n'est pas l'attentat lui-même, comme nous l'avons dit plus haut, mais la réaction de l'exécutif américain à cet acte terroriste.

Quand les grévistes de la SNCF prennent en otage les citoyens et paralysent le pays, ils peuvent le faire parce qu'ils détiennent un monopole sur le transport ferroviaire. On rappelle qu'il est interdit à des compagnies privées de Bus de se substituer aux chemins de fer pour transporter les passagers par exemple d'une ville à l'autre ! En absence de monopole, le dommage causé par les grévistes à la population aurait été moindre et l'intérêt de faire grève aurait simultanément diminué. Au lieu de supprimer le monopole, les hommes politiques ont passé une loi pour établir un service minimum qui en cas de grève sera lettre morte. Si les hommes politiques voulaient vraiment éliminer ce chantage *égal*, ils leur suffiraient d'introduire la compétition en supprimant le monopole et accessoirement en privatisant ce moyen de transport.

L'Europe des micro-états en concurrence pourraient constituer une telle structure politique décentralisée si le pouvoir régalien des états nationaux était attribué au niveau de la région. La Flandres serait un Etat souverain autonome, et la Wallonie aussi. Les 22 régions françaises seraient des Etats indépendants, les Landers allemands pourraient eux aussi devenir des Etats souverains à l'image de l'Estonie, de la République Tchèque, du Danemark ou de la Suède. Le

22. C'est une discussion qui agite certains forums islamistes : <http://www.memri.org/bin/french/articles.cgi?Page=archivesArea&fdID=FD7308>

Royaume Uni serait morcelé entre le pays de Galles, L'Ecosse, l'Angleterre et l'Irlande du Nord et du Sud etc. Le pouvoir européen resterait ce qu'il est, un moyen de faire un grand marché et de maintenir la compétition juridique et fiscale entre tous les états membres. En réalité, la sécession en de multiples micro- Etats est une force de progrès et non l'inverse. On explique ainsi l'origine du capitalisme par le fait $m\ddot{u}\frac{1}{2}$ me que celui-ci émerge dans un monde politique composé d'innombrables entités politiques : Cités -états de l'Italie du nord, Allemagne du Sud et Pays Bas sécessionnistes. C'est aussi une des raisons de la mondialisation du capitalisme. Comme le fait remarquer J.J.Rosa Rosa J.J.2000, Le second XXe siècle, Déclin des hiérarchies et avenir des Nations, Economie, Grasset Paris le nombre d'états indépendants entre 1945 et 1995 c'est-à-dire en 50 ans est passé de 74 à 192 en 1995 ? 87 états sur les 192 ont une dimension inférieure à 5 millions d'habitants, 35 d'entre eux avaient moins de 500 000 habitants (les éles). Les pays qui se sont créés depuis la fin du communisme sont dans cette catégorie des petits états. On peut rappeler qu'au XVII siècles, l'Allemagne était composée de 234 comtés, 51 villes libres et de 1500 manoirs de chevaliers indépendants ! Cette structure du pouvoir polycentrique a l'avantage de diminuer drastiquement la vulnérabilité aux attaques terroristes. Ce que l'on observe bien au niveau mondial. Les attentats les plus meurtriers ont eu lieu à Londres, à New York, à Madrid peut être prochainement à Paris. Mais les terroristes semblent moins intéressés d'en faire à Genève ou Lausanne, à Helsinki, à Malte, aux Bahamas, à Monaco, etc. dont l'importance politique et/ou médiatique est jugée mineure par les organisations terroristes. On peut aller plus loin dans cet éclatement du pouvoir politique en privatisant les gouvernements locaux eux-mêmes comme le suggère le Nouveau Fédéralisme²³.

G. Tullock commence son livre "The New Federalist" en parlant du petit gouvernement sous l'autorité duquel il vit : le "Sunshine Mountain Ridge Homeowners Association". Il vit dans un groupe d'environ 250 maisons, construit par un promoteur immobilier et vendu en une seule fois. Au moment de l'achat, chaque propriétaire doit signer un contrat par lequel il s'engage à devenir membre de l'association des propriétaires, à obéir aux règles de la copropriété et à payer à cette association une cotisation annuelle. S'il vend, le nouveau propriétaire est contraint par ce contrat. En contrepartie, il possède, au conseil d'administration de la copropriété, un droit de vote qui est fonction du nombre de maisons dont il est propriétaire ou de la surface de sa propriété. Il peut se plaindre au conseil d'administration en allant aux assemblées générales ou en faisant circuler des pétitions, se présenter au bureau qui gère la copropriété ou quitter celle-ci en vendant ses parts. Les copropriétaires sont responsables des rues qu'ils doivent entretenir et améliorer²⁴. Ils achètent à une entreprise privée la protection contre l'incendie. On rend attrayants le paysage, les rues et les aires communes ; il y a des piscines, des courts de tennis, des emplacements pour les barbecues. L'état, c'est-à-dire le Pima County Sheriff's Office, assure normalement la protection, mais des arrangements ont cependant été passés avec lui et une police privée qui complète cette protection. La copropriété produit des lois et règlements généraux conformément auxquels les copropriétaires doivent entretenir la partie visible de leur jardin. Ils ne peuvent pas non plus peindre leur maison d'une manière excentrique. De $m\ddot{u}\frac{1}{2}$ me que dans tout environnement humain, des querelles de voisinage naissent à propos du paysage, du bruit... Le bureau de la copropriété compte environ 500 votants. Il peut aller parler aux au-

23. Tullock G 1994, The New Federalist, The Fraser Institute, Vancouver, British Columbia, Canada

24. Lemennicier B. 2006 "La privatisation des rues" dans, La morale face à l'économie, éditions d'Organisation

torités publiques et faire pression auprès d'administrations d'un rang supérieur. L'endroit où $\frac{1}{2}$ vit G.Tullock est l'une des multiples communautés privées qui se développent aux Etats Unis depuis les années 1980. La copropriété où $\frac{1}{2}$ habite G.Tullock est modeste en taille. Il y en a d'autres, comme Reston en Virginie ou Irvine en Californie qui sont de véritables villes privées. A titre d'exemple en Virginie, sur la cote Est des Etats Unis, à côté de Washington DC, Reston est une véritable ville privée habitée par plus de 56 000 habitants. Dans l'aire de Reston on trouve 4 lacs, 17 piscines, 44 courts de tennis, 88 km de sentiers pédestres, 106 ponts, des jardins, des aires pour les réunions publiques, théâtres, centres commerciaux, bureaux pour des activités professionnelles (34 000 personnes travaillent à Reston), écoles élémentaires, collèges etc. On y trouve donc la plupart des équipements privés et collectifs que l'on peut trouver dans une municipalité quelconque de taille comparable et de meilleure qualité parce que cela a été décidé par son créateur R. Simon Jr. La question fondamentale n'est donc pas la nature des biens et services ou équipements collectifs ou privatifs que l'on y trouve mais dans les règles utilisées pour les produire.

Les villes privées, en fait se distinguent des municipalités en ce qu'elles offrent des biens et services privés et/ ou collectifs voir civiques qui correspondent mieux à ce que désirent les habitants. En particulier les décisions en matière de sécurité intérieure à la copropriété sont dans les mains des copropriétaires. Ils peuvent eux-mêmes assurer la protection des parties communes de leur copropriété privée (milice privée) ou la déléguer à une entreprise spécialisée dans l'offre de ce service et qui évolue sur un marché compétitif. En général ces entreprises seront sous traitantes de l'assureur qui aura la charge d'édicter les normes communes de protection de la copropriété qui va de la sécurité des biens et des personnes à la protection contre les incendies ou les invasions d'insectes et qui proposera l'entreprise qui sera amenée à protéger les habitants comme cela se passe déjà aujourd'hui avec les systèmes électroniques de protection des maisons ou appartements individuels contre le vol ou les incendies. Seule la dimension change. Si vous n'êtes pas satisfait de l'évolution des arrangements proposés par cette copropriété, vous vendez votre maison, appartement ou terrain pour une autre copropriété privée proposant des contrats plus attrayants pour vous. Comme tout le territoire est maillé de copropriété vous ne pouvez pas vous retrouver dans une municipalité traditionnelle. En effet dans celle-ci, les rues y sont publiques avec toutes les nuisances et insécurité que cela comportent, les permis de construire y sont délivrés par un maire lu par une coalition médiane d'électeurs ou par des intérêts particuliers de promoteurs immobiliers qui ne sont pas nécessairement concernés par les problèmes locaux, où les POS, ZAC et autres sigles déterminent le bétonnage de la commune, la circulation et l'environnement commercial et industriel y sont guidés par des raisons électorales, fiscales ou de prestige qui n'ont rien à voir avec les intérêts présents ou futurs des habitants de la commune et où l'horizon politique du maire n'excède pas 6 ans s'il ne redistribue pas rentes et prébendes municipales à ses électeurs sous forme de subventions à un nombre élevés d'associations dont l'objet ne concerne que le bien-être de ceux qui en sont membres.

Pour le sujet qui nous intéresse, celui de la sécurité, celle-ci est produite par une police d'Etat complétée par une police municipale payée elle aussi par le contribuable²⁵. Les décisions en-

25. Alors que pendant très longtemps la police n'était que municipale dans les villes et militaire dans les campagnes avec la maréchaussée d'abord et ensuite à partir de 1791 avec la gendarmerie.

gageant les forces de sécurité publiques ne sont pas dans les mains des habitants copropriétaires de la ville qui demandent une protection, elles sont dans les mains de bureaucrates (préfets, colonel de gendarmerie) ou d'hommes politiques (maire de la commune) dont les intérêts sont très différents. Ces forces de police sont utilisées pour protéger les hommes politiques, comme l'illustre la concentration des forces de l'ordre rue de Grenelle où se trouvent les Ministères ou les services de protection des hautes personnalités, même étrangères, lorsqu'elles se déplacent en France. Les Compagnies de Sécurité Républicaines ou les Gardes mobiles de la Gendarmerie n'existent que pour maintenir l'ordre public dans la rue et empêcher les manifestants de franchir le Pont Alexandre III pour gagner l'Élysée ou encore le Parlement. Elles n'ont pas à proprement parlé la mission de protéger les habitants contre les criminels mais plutôt selon une longue tradition d'empêcher les coups d'État²⁶. La plupart du temps, le policier de base a un travail qui consiste à faire respecter des règlements qui empêchent les gens d'exercer leur métier comme ils l'entendent comme vérifier si les chauffeurs de taxi respectent leur quota de courses et les prix imposés par le cartel légal de la profession, contrôler le stationnement des voitures en ville, qui absorbe 11/100 des crédits à la préfecture de Paris et 35/100 des agents municipaux, à conserver les objets trouvés, à assurer la protection sanitaire et la protection contre les incendies²⁷, (dans le cas de la préfecture de Paris) etc. L'histoire de la police française est aussi éclairante sur ce point, ses missions ont toujours été celle d'une administration de la cité et d'une protection du pouvoir en place avec la constitution d'un large réseau d'indicateurs.

Si pour lutter contre les nouvelles menaces criminelles, il faut passer à un ordre politique polycentrique avec une privatisation des gouvernements locaux cela veut dire que les décisions d'utilisation des forces de sécurité ne sont plus dans les mains des hommes politiques mais dans celles des copropriétaires de rues ou de villes privées donc dans les mains de la société civile et non de la société politique. La compétition et la privatisation des services de sécurité s'imposent alors comme la seule alternative crédible compte tenu des gains attendus de la division du travail²⁸.

Privatisation et mise en concurrence de la sécurité intérieure

Le défi de la privatisation de la sécurité est depuis longtemps relevé de part le monde²⁹. Même en France on compte environ 130 000 personnes travaillant pour la police nationale, 105 000 gendarmes et 148000 salariés dans les entreprises de sécurité privée. Selon l'Observatoire des métiers de la prévention et de la sécurité³⁰, on dénombre 4570 entreprises de sécurité privée

26. [http : //www.interieur.gouv.fr/sections/a_l_interieur/la_police_nationale/histoire](http://www.interieur.gouv.fr/sections/a_l_interieur/la_police_nationale/histoire) Cette tradition n'est pas que française, un historien comme S. Davies rappelle que l'élite anglaise avait peur des classes populaires et de leurs revendications et militait pour une police d'Etat alors qu'elle était à la charge d'associations privées qui naturellement n'avaient pas de préoccupation de protéger les classes dirigeants mais les habitants de leur quartier. Davies S. 2002 *The Private Provision of Police during the Eighteenth and Nineteenth Centuries in The Voluntary City*, The Independent Institute, Michigan

27. Rapport de la chambre régionale de la cour de comptes, Île de France, sur la préfecture de Paris 2006 : [http : //www.ccomptes.fr/CRC13/documents/ROD/IFR200665.pdf](http://www.ccomptes.fr/CRC13/documents/ROD/IFR200665.pdf)

28. par rapport à l'auto-défense individuelle ou collective via des milices privées

29. Benson B. 1998, *To serve and Protect, Privatization and Community in Criminal Justice*, The Independent Institute, Oakland Ca.

30. [http : //www.e-snes.org/izip/rap Branche_securite2007.pdf](http://www.e-snes.org/izip/rap Branche_securite2007.pdf)

pour un chiffre d'affaires de 4,4 milliards d'euros hors taxe. Elles sont majoritairement de petites tailles puisque l'on dénombre seulement 13/100 d'entreprises ayant plus de 20 salariés et seulement 4/100 dépassant 100 salariés. Évidemment leurs missions sont très différentes de celles de la police nationale puisque cette dernière détient un monopole qui empêche l'émergence de polices privées comme aux États-Unis. 84% des entreprises de sécurité font de la surveillance, 23% de la télésurveillance, 59% d'entre elles font de l'intervention (agents de sécurité dans les magasins, filtrage, prévention contre les vols etc.), et 22% de l'installation de systèmes. Très peu d'entreprises font de la protection rapprochée ou du transport de fonds (5%). Le développement de la sécurité privée est donc bien en deçà de ce que l'on devrait observer s'il y avait un marché libre et concurrentiel dans ce domaine comme on l'observe aux États-Unis qui respecte un principe de subsidiarité dans ce domaine. Tout responsable d'un espace public (ville, comté, campus universitaire, centre commercial etc.) peut y exercer des pouvoirs de police. Un simple citoyen est en droit de procéder à l'arrestation d'un délinquant et de faire usage d'une arme en cas de légitime défense nous rappelle J. Marguin³¹. Même les chasseurs de prime exercent légalement leur métier comme la société EFFIA le fait pour l'enlèvement des voitures que la police signale par un autocollant sur une vitre latérale. Cette sous-traitance à une firme privée de l'enlèvement des voitures est particulièrement efficace comme chacun a pu l'expérimenter, il en va de même avec "les chasseurs de prime" qui arrêtent les personnes recherchées par la police. La réticence à un empiètement des firmes privées sur les pouvoirs régaliens de la police nationale repose sur des craintes justifiées de la part des individus quant à l'usage de la force pour accomplir certaines missions. Par exemple est-ce que le personnel d'une police privée ou publique, qui détient le pouvoir de contrôle et d'arrestation, se comporte en respectant les droits individuels les plus élémentaires des personnes interpellées ? Est-ce que ces personnels protègent plus les riches que les pauvres ? Ne sont-elles pas au service de ceux qui dirigent ces entreprises au lieu d'être au service de la population dont ils assurent la protection ? Plus modestement, pour un économiste, est-ce que ces firmes privées ou publiques offrent en quantités suffisantes une protection à ceux qui la demandent ? Ne peut-on craindre finalement que ces entreprises ou milices privées (mais aussi publiques) finissent par user de leurs armes pour s'assurer un monopole territorial engendrant une violence compétitive préjudiciable à la sécurité de tous. Toutes ces craintes sont réelles puisque c'est très exactement ce que l'on observe aujourd'hui avec le monopole de la police nationale ou de la gendarmerie.

Certains de nos policiers publics (contrairement aux gendarmes) se comportent comme des "cow-boys" comme on peut, de temps en temps, l'observer lors d'un contrôle de routine de son véhicule dans la capitale. Les enquêtes administratives de l'Inspection Générale de la Police ne font qu'augmenter d'années en années reflétant cette difficulté à respecter les droits individuels. Ce que confirme aussi la Commission nationale de déontologie de la sécurité (CNDS) qui a enregistré 19 saisines en 2001, 40 en 2002, 70 en 2003 puis 97 en 2004, 108 en 2005 et 117 en 2006. Apparemment les quartiers pauvres semblent être moins protégés que les autres et l'ordre public ne semble pas y régner autant que dans d'autres quartiers si l'on en juge par le nombre de véhicules brûlés chaque année. En effet, en moyenne, entre 1999 et 2003, il y a eu 288 843 véhicules brûlés selon le rapport annuel de l'observatoire national de la délinquance de

31. Marguin Jean 2007 "Force de police et entreprises de sécurité aux États-Unis et en France" Fondation pour la Recherche Stratégique.

l'INHES³².

Les forces publiques semblent être au service essentiellement de ceux qui les dirigent, en tous les cas c'est ce que l'on observe rue de Grenelle. On peut rappeler qu'il y a 253 000 salariés dans la police nationale et la gendarmerie et 63 millions d'habitants ce qui fait 4 policiers pour 1000 habitants ou 250 habitants pour 1 policier. En revanche, les effectifs du deuxième R.I. de la Garde Républicaine en charge de la sécurité du Parlement et du Sénat se montent à 300 hommes ou femmes, ils ont en charge de protéger 577 députés et 331 sénateurs, ce qui nous fait 2 gardes républicains pour un parlementaire ou sénateur !

Souvent les économistes évoquent la nature "bien collectif" de la sécurité. Ce bien présenterait deux traits fondamentaux : la non rivalité, (mis à la disposition d'une personne ce bien serait disponible automatiquement pour les autres) et la non-exclusion (il serait impossible d'exclure de la consommation ceux qui ne veulent pas payer)³³. Dans un tel cas extrême le marché serait dans l'incapacité de fournir ce service à la population. Mais le service de protection policière ne présente pas ces deux caractéristiques. En effet, une firme qui assure la sécurité dans un quartier pour protéger les biens et les personnes ne protège que la population restreinte à ce quartier. Par ailleurs, il est aisé d'exclure le voisinage de la protection en privatisant la rue ou les parties communes d'un centre commercial et en en faisant payer l'accès. Paradoxalement, la demande croissante de protection privée et l'offre qui cherche à la satisfaire contredisent cet argument³⁴. C'est parce qu'il y a un *monopole*, qu'il soit public ou privé, que les quantités offertes de sécurité collective sont limitées et obtenues à un coût élevé.

Enfin, la crainte que des entreprises ou des milices privées de protection finissent dans une situation de violence compétitive pour assurer à chacune d'entre elles un monopole territorial et taxer la population qui y habite est très réelle, c'est ainsi que tous les États modernes émergent. Ils naissent dans la violence et dans le sang. L'histoire politique française en est un témoignage exemplaire. Plus proche de nous la constitution de l'état d'Israël ou de l'État Palestinien en sont d'autres. La Hagana était une milice privée juive et l'Irgoun une organisation terroriste juive, elles ont en effet contribué largement par leurs actions à la création de l'État d'Israël. En fait, ce que craignent les hommes politiques, qui sont au pouvoir, c'est que ces firmes privées ou milices privées soient utilisées par leurs clients pour s'affranchir des lois et règlements qu'ils imposent uniformément à tous parce que ces lois et règlements heurtent la morale de ceux qui sont clients de ces firmes privées de sécurité. Ils peuvent faire quasi sécession tel le Hezbollah au Liban qui interdit à l'armée libanaise de pénétrer dans les quartiers qu'il contrôle³⁵. C'est une crainte qui ne peut être exprimée que par ceux bénéficiant déjà du monopole de la force c'est-à-dire les hommes politiques en place et qui ont peur de la contestation de ce monopole. C'est la nature de leur pouvoir politique qui est en jeu.

Mais cela ne peut faire oublier la situation dans laquelle nous sommes déjà avec le régime

32. Institut National des Hautes Etudes de Sécurité

33. Samuelson P (1954) "The pure theory of public expenditure" The Review of Economics and Statistics, 36 ; ou "La théorie pure des dépenses publiques et de la fiscalité" dans économie Publique CNRS colloque Biarritz 2-9 septembre 1966

34. Lemennicier B. (2005), "La privatisation des armées et l'argument des biens collectifs" dans Insécurité publiques ? sécurité privée ? essai sur les nouveaux mercenaires, sous la direction de J.J. Roche, Paris, Economica

35. Privilège obtenu au temps du premier ministre Hariri

politique sous lequel nous vivons. La démocratie a substitué à la compétition violente entre factions politiques et ou religieuses pour s'approprier un monopole territorial une forme de compétition *ordonnée* dont l'objet est le même : celui de l'exercice de ce monopole de la force (competition for the fields) par quelques uns. Il est utilisé à tour de rôle par les partis politiques vainqueurs des élections pour satisfaire les fins privées de ceux qui les portent au pouvoir. Rappelons que plus de 50% de la production nationale en France est prélevé et redistribué au profit des factions et groupes de pression les plus divers qui cherchent à vivre au dépens de ceux qui créent les richesses. Mais comme seul le pouvoir des armes arrêtent le pouvoir des armes, on comprend bien la réticence de nos élus à l'empiètement des firmes privées de sécurité sur les missions régaliennes de la police et ou de l'armée. Imaginons un instant que le maire de Lyon, sous la pression des habitants, loue les services d'une firme privée de sécurité civile et militaire et décide de s'affranchir des lois de la République et déclare Lyon ville libre ! On aura compris que cette crainte démontre a contrario que nos élus savent bien que les lois et règlements ne bénéficient pas à tout le monde et que certains peuvent exprimer l'intensité de leur désaccord par cet appel à des forces de sécurité privée. C'est donc leur monopole territorial qu'ils défendent et non le bien être de la population au travers de cet argument. Or, aujourd'hui avec la mondialisation des échanges, un tel monopole territorial n'a plus guère de signification autre que fiscal d'où la forte pression sécessionniste qui ébranle les États modernes qui se sont constitués à la fin du XIX^{ème} siècle.

Pour l'instant, en dehors de cette question de nature politique, on ne peut imputer les autres craintes à des firmes privées puisque celles-ci ne peuvent exercer les missions de la police nationale. Il est donc amusant d'imputer à un marché qui n'existe pas les défauts que l'on observe déjà avec système public de sécurité. Pour pouvoir trancher, il faudrait disposer d'un secteur privé exerçant les missions régaliennes pour comparer au moins les performances respectives des uns et des autres. En absence de ce secteur les arguments avancés sont de la pure rhétorique car on peut vouloir un secteur privé justement pour éviter les craintes qui ont été formulées plus haut et que l'on observe avec le secteur public.

Dans ce qui suit, nous allons rappeler les arguments qui justifient la supériorité d'un tel marché par rapport au monopole public de l'état sur la production de sécurité. Ils ne sont pas différents de ceux que l'on peut avancer pour privatiser les Postes et télécommunications, l'EDF, éducation nationale ou la justice. Il faut bien comprendre qu'il n'y a pas de secrets particuliers que le secteur privé connaîtrait et pourrait mettre en oeuvre pour mieux gérer un commissariat de police ou la sécurité dans une commune tout en faisant face aux craintes exprimées plus haut. La supériorité du secteur privé ne réside pas dans une meilleure connaissance du métier ou de la façon dont il faut combiner la télésurveillance et les interventions pour protéger les biens et les personnes là où ils vivent. Cette supériorité vient du système d'incitations qui diffère profondément de celui qui gouverne le comportement des individus dans le cadre d'une bureaucratie bénéficiant d'un monopole dans la production.

Les bureaucrates sont des hommes comme les autres. Cette proposition simple et directe n'est pas nouvelle elle s'applique aussi à l'homme d'affaire, au boucher, au consommateur, au spéculateur ou à l'entrepreneur comme à l'homme politique ou au criminel. En tant qu'hommes ordinaires, ressemblant à tous les autres, les bureaucrates prennent leurs décisions en fonction de ce qui les avantagent personnellement et non pas en fonction du bénéfice que peut en tirer la

collectivité. Les enseignants, les juges, les militaires, les policiers, les fonctionnaires des affaires étrangères ou d'une préfecture ou de la banque centrale sont des "bureaucrates". Ils maximisent donc leur utilité personnelle et non l'intérêt général. Le boucher placé dans un contexte de concurrence prendra des mesures qui bénéficieront à l'intérêt général (du consommateur) non pas parce qu'il s'intéresse à cet intérêt mais parce qu'il cherche à gagner autant d'argent qu'il le peut. Or, la seule façon d'en gagner est de donner satisfaction aux consommateurs en offrant de la bonne viande à un prix très compétitif. Comme le signalait déjà A. Smith³⁶, le père fondateur de l'économie, le bureaucrate n'est pas placé dans un contexte de concurrence comme peut l'être un boucher ou un entrepreneur ! C'est toute la différence.

Il ne s'agit pas de critiquer le comportement du fonctionnaire en soi, mais le système institutionnel dans lequel il inscrit ses actions. "Je n'entends pas jeter un quelconque discrédit sur les fonctionnaires de la Compagnies des Indes Orientales et de manière générale de qui que ce soit. C'est le système d'administration, la situation où ils sont placés que j'entends remettre en cause, et non pas leur caractère. Ils agissent comme leur situation le leur permet et ceux qui d'ailleurs les critiquent le plus auraient probablement fait la même chose à leur place." ³⁷

Dans un système de marché dominé par des entreprises privés, ce qui garantit que les décisions prises par le patron (propriétaire, gérant ou PDG s'il s'agit d'une société par actions) améliorent la qualité de la production, respectent les droits individuels, protègent les pauvres et les riches et sont au service de leurs clients et non d'eux même, permettent de choisir la combinaison la plus efficiente des facteurs de production et réduisent au maximum l'écart entre le prix du service facturé à la clientèle et les coûts de cette combinaison, c'est effectivement d'une part la compétition et d'autre part une structure de droits de propriété qui incite les décideurs à maximiser le profit de la firme.

En revanche, le bureaucrate qui prend les décisions dans une administration n'est pas soumis au même système d'incitation à améliorer la qualité du service, de respecter les droits individuels, de protéger les pauvres et les riches, d'être au service des clients et non d'eux-mêmes et à choisir la combinaison de facteurs de production la plus efficiente parce qu'il gère un budget qui lui est donné par les hommes politiques et qui a été prélevé par la contrainte sur les contribuables qui sont dans l'incapacité d'en contrôler l'exercice.

La plupart du temps son pouvoir, son salaire et les bénéfices non monétaires qui vont avec sont proportionnels à la taille du budget qu'il gère. Son intérêt est donc de maximiser la taille de son budget et de s'approprier à des fins personnelles une part de celui-ci (budget discrétionnaire)³⁸. La sécurité de l'emploi, la recherche du moindre effort, la réticence à prendre des risques et une irresponsabilité institutionnelle sont les traits majeurs qui caractérisent le bureaucrate qu'il soit juge, enseignant, policier ou employé des postes. La pression des salariés par l'intermédiaire des syndicats consiste à avoir des salaires plus élevés en en faisant le moins possible et à bénéficier d'un statut de fonctionnaire qui vous protège d'un licenciement et vous fait bénéficier d'une retraite sans le risque du régime général des retraites puisque celle-ci est payée par le contribuable.

Cependant le défaut majeur du système public est que la qualité du service offert correspond

36. Smith, A. 1776, *The Wealth of Nations*, Ed Canan 1925 Vol II, p.23

37. idem p.140

38. Niskanen A. 1971., *Bureaucracy and Representative Government*, Chicago, Aldine.

à la vision de ceux qui produisent ce service et non pas à la vision de celui qui demande la protection, la justice ou un enseignement qui débouche sur un métier. C'est là où, à la fois, le monopole (ou l'absence de compétition) et la gratuité du service ont les effets les plus désastreux. Le monopole abrite le bureaucrate de la compétition. Celui-ci qui a été formé à un moment donné au début de sa carrière va avoir une certaine conception de son métier. Sa génération va imposer cette conception à tous au fur et à mesure de sa progression dans les postes de commandement. Par ailleurs, comme le service offert n'est pas payé par ceux qui bénéficient du service, l'habitant ne peut se plaindre de la qualité du service puisque ce sont les autres qui paient pour lui. La police est, dans ce cadre là, moins susceptible d'évoluer car il n'y a pas la possibilité de se reporter sur une police privée qui en contrepartie d'un prix offrirait aux habitants une meilleure protection or c'est ce qu'impliquerait une privatisation de la sécurité. Par exemple, dans l'éducation nationale, au niveau de l'enseignement supérieur, il existe un fort secteur privé payant, si les parents ne sont pas satisfaits de l'enseignement supérieur public, ils envoient leurs enfants dans ces écoles privées qui assurent un débouché à leurs étudiants. Au bout d'un certain temps l'université est dans l'obligation de s'adapter et elle aussi d'offrir des services compétitifs avec le secteur privé. On doit donc bien dissocier ce qui tient du monopole et ce qui tient de la privatisation. Les deux doivent normalement être mise en œuvre simultanément.

Les expériences de privatisation montrent que l'on commence souvent par la sous-traitance au secteur privé d'un ensemble de tâches qui sont coûteuses en personnel mais dont les missions ne sont pas essentielles à la police. Ces appels d'offre au marché économisent entre 10% et 50% du budget alloué à ces tâches. Le service d'entretien des bâtiments et des matériels roulants peuvent être et sont déjà sous-traités à des firmes privées, les repas servis dans les cantines de préfectures le sont eux aussi. Les interventions en matière d'enlèvement de voitures qui gênent la circulation ou le stationnement sont sous-traités à des firmes privées. Cependant, on peut aller beaucoup plus loin dans ce domaine comme le montre l'expérience américaine où l'on soustraite au marché la gestion des prisons ou la prison elle même, les interventions pour arrêter les immigrés clandestins, la recherche de criminels, la protection contre les incendies. En région parisienne les pompiers sont des militaires ! .

Notre vision des gouvernements contractuels privés va donc bien au-delà de cette sous-traitance et peut mettre en cause le monopole territorial³⁹ parce que cette fois ce sont les habitants et copropriétaires eux-mêmes qui prennent les décisions concernant l'entretien et la sécurité des parties communes et des rues privés à l'intérieur de leur copropriété. Ils sont entièrement responsables des décisions qu'ils vont prendre et les bienfaits et les méfaits seront capitalisés immédiatement dans la valeur de leur propriété. Ils sont donc fortement incités à s'adresser aux entreprises de protection et de sécurité privée qui assurent le meilleur rapport prix-qualité comme ils le font déjà pour les services d'entretien ordinaire. Ils seront beaucoup plus attentifs par leur règlement intérieur au type de locataire que l'on doit accepter dans la copropriété, y compris aux nouveaux copropriétaires. C'est là où le terrorisme est aussi contrôlé. Si un islamiste habite cette copropriété, son intérêt est justement que les terroristes choisissent une autre cible. Il est donc intéressé à dénoncer ceux-ci. Paradoxalement les services privés de sécurité obtiendront rapidement les informations de la part des copropriétaires parce que tous

39. Nous disons "peut" mettre en cause car aux États-Unis ou en Allemagne par exemple, les villes privées ou les ex villes libres comme Hambourg ne remettent nullement en cause ce monopole.

les troubles qui sont susceptibles de détruire la valeur des propriétés seront préventivement signalés et éliminés par les copropriétaires quitte à passer par une modification des règlements intérieurs de la copropriété. Paradoxalement c'est une réponse privée au fameux "Homeland Security Department" qui voudrait inciter les habitants à coopérer beaucoup plus avec la police d'État pour lutter contre les nouvelles menaces contemporaines.

Références

- [1] Bauer A. et Raufar X .2004, Violences et Insécurité Urbaine, PUF col. "Que sais-je" ?
- [2] Becker, G. : 1968, "Crime and Punishment : An Economic Approach", Journal of Political Economy, 76, 169-217
- [3] Bernholz P. 2004, "Supreme values as a basis for terror" European Journal of Political Economy, Vol.20,317-333
- [4] Benson B. 1998, To serve and Protect, Privatization and Community in Criminal Justice, The Independent Institute, Oakland Ca.
- [5] Bilmes L. et Stiglitz J.2006 "The Economic Costs of the Iraq War : an Appraisal Three Years after the Beginning of the Conflict" paper presented at the ASSA meetings , Boston
- [6] Boudreaux D. et Holcombe R 2002, "Contractual Governments in Theory and Practice" dans The Voluntary City, Choice Community and Civil Society, ed. D.Beito, P.Gordon et A.Tabarrok The independent Institute, Oakland Ca.
- [7] Davies S. 2002 "The Private Provision of Police during the Eighteenth and Nineteenth Centuries" in The Voluntary City, The Independent Institute, Michigan
- [8] Ehrlich, I. 1974,"Participation in Illegitimate Activities : An economic Analysis" , dans Essays in Economics of Crime and Punishment ; National Bureau of Economic Research ; édité par G. Becker et W. Landes.
- [9] Frey B. 2004, Dealing with Terrorism-Stick or Carrot ?, Edward Elgar, Cheltenham, UK
- [10] Friedmann R. et Cannon W. 2007 " Homeland Security and Community Policing, Competing or Complementary Public Safety Policies" Journal of Homeland Security and Emergency Management Berkeley Electronic Press
- [11] Ifrah L. 2007,"Cyber terrorism, Cyber guerres, les nouvelles menaces pour l'Europe" , Conférence sur les nouvelles menaces en Europe, DRMCM et Fondation Schuman, Bruxelles
- [12] Hilsmann G.2002 "Liberté et sécurité" Conférence au Cercle Frédéric Bastiat, Dax décembre, [http ://lemennicier.bwm-mediasoft.com/article.php ?ID=122](http://lemennicier.bwm-mediasoft.com/article.php?ID=122)
- [13] Kunreuther H. et Michel-Kerjan E. 2004, "Challenges for Terrorism Risk Insurance in the United States", Journal of Economic Perspectives Vol 18, Fall, 201-214
- [14] Lemennicier B.1992, "Prohibition de la Drogue : Diagnostic et solutions" Journal des Economistes et des Etudes Humaines, Vol VIII, numéro 4 (décembre)
- [15] Lemennicier B 2003, "Classical Just War Theory : a Critical View" paper presented at the Libertarian International Spring Convention, Krakow, Poland. March 22-23.
- [16] Lemennicier B 2005, "La privatisation des armées et l'argument des biens collectifs" dans Insécurité publiques ? sécurité privé ? Essai sur les nouveaux mercenaires, sous la direction de J.J. Roche, Paris , Economica
- [17] Lemennicier B 2006, "Pour un commerce libre de la drogue" dans La morale face à l'économie, Eyrolles

3

LA NOTION DE GUERRE JUSTE

Les interventions au Vietnam, au Kosovo, à Panama, en côte d'Ivoire, en Afghanistan ou en Irak en 1991 étaient-elles justifiées ou plus exactement étaient-elles "justes ?" Si la guerre annoncée contre l'Irak est juste, comment doit-elle être menée ? Quelle différence existe-t-il entre la guerre annoncée contre le gouvernement irakien et celle contre les combattants islamistes ? En quoi les incursions israéliennes dans les territoires occupés par les Palestiniens sont-elles justifiées ? Autant de questions qui agitent les commentateurs et les gouvernements alliés des États Unis. Ces questions reçoivent normalement une réponse cohérente si l'on se reporte à la notion de "guerre juste".

La théorie de la guerre "juste" traite de la justification de la guerre (*jus ad bellum*) et comment elle doit être menée (*jus in bello*) pour respecter les principes moraux qui sous-tendent nos actions individuelles ou collectives. Il s'agit donc d'une réflexion morale sur les buts et les moyens de la guerre. On devine immédiatement que les désaccords auront pour origine les différentes visions que l'on a de la morale. On peut brièvement rappeler cette doctrine de la guerre juste développée par saint Augustin et saint Thomas D'Aquin.

En effet la théorie de la guerre juste a une longue histoire. Sans remonter à la Bible, ni à Aristote ou Cicéron, on peut créditer saint Augustin puis saint Thomas Aquinas de la première présentation systématique de cette théorie. Thomas d'Aquin discute non seulement de la justification de la guerre mais aussi du type de comportement qui doit être adopté dans de telles circonstances. Les arguments de saint Thomas d'Aquin vont devenir un modèle pour les scolastiques et les juristes. Les plus importants sont : Francisco de Vitoria, Suarez, puis Grotius et Pufendorf.

Au siècle dernier, avec le développement de l'armement nucléaire et les interventions militaires au Vietnam, à Panama ou au Kosovo ou encore dans le Golfe cette théorie de la "guerre juste" a connu un renouveau grâce à l'ouvrage de Michael Walzer. Le langage même de "la théorie de la guerre juste" s'est répandu dans les débats publics. M. Walzer dans la préface de la seconde édition de son livre mentionne que l'intervention au Panama fut baptisée "Opération juste Cause". A l'aube de la deuxième guerre du Golfe, baptisée "opération liberté" il est bon de revenir sur cette théorie. On peut la résumer brièvement de la façon suivante.

3.1 La doctrine classique de la guerre juste

Le "jus ad bellum" implique une cause "juste" (-empêcher un gouvernement criminel de nuire pour protéger la vie d'innocents et sécuriser les droits fondamentaux de l'homme) pour faire la guerre. Celle-ci doit être déclarée comme telle par une autorité légitime responsable de l'ordre public international et non par des individus ou des groupes privés, (-le Conseil de sécurité de l'ONU), ceux qui font la guerre doivent avoir des intentions "droites" (n'ayant aucun intérêt dans l'issue de la guerre autre que la paix), On doit avoir épuisé toutes les autres alternatives pacifiques de résolution du conflit (- diplomatie), ils doivent avoir une chance raisonnable de succès (guerre courte contre un adversaire plus faible) et usant de moyens proportionnés aux fins (n'utilisant pas l'arme atomique). Le "jus in bello" implique des règles de comportement pendant la guerre qui respectent les deux principes suivants : celui de la discrimination et de la proportionnalité. La discrimination veut dire que l'on sépare les combattants des non combattants ou des personnes innocentes, civils, femmes, enfants, prisonniers, etc. Le principe de proportionnalité implique que les effets collatéraux de la violence comme ses effets directs en termes de destructions de biens matériels ou de vies humaines soient minimisés (frappes militaires chirurgicales). L'idée est que la bataille s'arrête avant que cela ne devienne un massacre. Le "jus in bello" requiert que les intervenants dans la guerre soient responsables de leurs actes. Ils ne peuvent tuer des civils ou des combattants qui se rendent (-Tribunal de Nuremberg, création d'un tribunal pénal international). Il est frappant de remarquer que les guerres récentes ou à venir semblent satisfaire ces prérequis édictés par des théologiens vivants au moyen âge. D'où l'intérêt d'une réflexion sur l'actualité de cette notion de guerre juste.

3.2 Les problèmes soulevés par la doctrine de la guerre juste

Une telle théorie n'est pas sans soulever de problèmes. Ainsi la notion d'une cause juste pour faire la guerre n'est pas aussi simple à définir que cela. Entre l'invasion d'un territoire, le Koweït, par une armée irakienne publique et nationale comme avec la première guerre du Golfe ou l'attaque des Twin Towers par des bandes armées privées, il y a de sérieuses différences. Dans un cas il s'agit de restituer un territoire envahi par un agresseur à ses occupants, dans l'autre cas il s'agit de poursuivre des agresseurs pour qu'ils rendent des comptes et qu'ils réparent le crime qu'ils ont commis ou pour les empêcher de nuire à nouveau. Si la cause semble juste, la façon de mener la guerre n'est pas du tout la même. Une guerre peut être "juste" mais la façon de la mener peut ne pas l'être. Mais est-ce qu'une cause juste s'arrête uniquement à la destruction de biens ou au vol d'un territoire ? Si la notion de bien s'élargit à des biens non tangibles comme l'honneur, le sentiment d'être menacé, le sentiment d'injustice sociale ou à des idéaux religieux ou nationaux, toutes les guerres ne deviennent-elles pas "justes" ? Quand les islamistes font la guerre "sainte", (la Jihad) font-ils la guerre pour récupérer un honneur perdu ou venger une "injustice" ou pour instaurer leur souveraineté ou leur conception de la vie au reste du monde ? Quand les Américains se lancent dans une expédition militaire pour punir un récalcitrant, qui refuse de rendre les armes qu'il cache sur son territoire parce que la possession de ces armes est

Doctrines classiques de la guerre juste		Contenu
<i>Jus ad Bellum</i>	Cause juste	Sont injustes les guerres d'expansion territoriale et celles liées aux ambitions politiques
	Autorité légitime	Dans les mains d'hommes politiques, d'Etat ou d'organisations internationales.
	Honnêteté des intentions	Pas d'intérêts privés sous-jacents
	Action en dernier ressort	Diplomatie
	Chance raisonnable de vaincre	On ne fait pas la guerre contre un Etat sachant qu'on va la perdre : simple prudence
<i>Jus in Bello</i>	Discrimination	Combattants, non combattants,
	Proportionnalité	Proportionnalité en réponse à l'attaque
	Responsabilité des combattants	Responsabilité de ceux qui commandent

FIGURE 3.1 –

ressentie par eux comme une menace, font-ils une guerre juste ou plus simplement luttent-ils pour préserver leur quasi-monopole militaire sur le reste du monde qui pourrait être mis à mal par la dissémination de l'arme nucléaire ?

Cette doctrine chrétienne et classique de la guerre juste rejette les guerres qui visent à augmenter la taille d'un territoire ou à satisfaire une ambition politique. Mais elle ne rejette pas une guerre qui vise à préserver les droits fondamentaux de l'homme. "Si les violations des droits fondamentaux de l'homme sont criantes, une telle intervention dans la défense de droits de l'homme serait acceptable" écrit J. Rawls qui suit cette doctrine traditionnelle. Les quelques Français en faveur de l'intervention militaire Américaine soutiennent ce point de vue (voir Alain Madelin, Bernard Kouchner ou André Glucksmann). Mais accepter le principe d'une intervention humanitaire pour restaurer les droits fondamentaux de l'homme n'est pas sans défauts.

En premier vous devez définir ce qu'est un droit de l'homme, deuxièmement, si un gouvernement viole ces droits, pourquoi le peuple ne désobéit-il pas ou ne se révolte-t-il pas ? Est-ce que nous devons attendre une demande de ce peuple opprimé ? Qui sera le vrai représentant de la résistance, s'il y en a une ? En 1942 sous l'occupation allemande en France, qui était le représentant principal de la résistance française : les partisans de De Gaulle ou les communistes français ? Entre les deux groupes lequel était le plus opposé aux droits individuels ? Comment interpréter le fait que ce peuple opprimé n'émigre pas, n'entre pas dans une révolte ou dans une désobéissance civile massive ? En 1956 à Budapest, quand les Hongrois se révoltent contre leur propre gouvernement, qui les aide à l'Ouest lorsque les chars Russe entrent dans le pays pour mater la révolte ? Si les Corses entrent en révolte parce qu'ils se sentent opprimés par l'autorité centrale de Paris et qu'ils demandent la protection de l'armée Britannique, est-ce que le Président de la République Française acceptera une telle "intervention humanitaire" des Anglais ? Peut-on intervenir militairement pour sauver des individus ou des populations qui n'appellent pas au secours ? Est-ce que l'obligation d'assistance à une personne en danger, qui est imposée par la loi sur notre territoire, peut être étendue à l'assistance à peuple en danger ?

Par ailleurs si dans cette doctrine il semble que l'on rejette les guerres qui ont pour objet d'agrandir un territoire ou satisfaire une ambition politique, il n'est pas si facile de dire qu'elles sont injustes. La guerre menée par Bonaparte en Egypte était alors "injuste" car elle servait ses ambitions personnelles et celles de Hitler ou Saddam Hussein l'étaient aussi lorsqu'ils cherchaient tous deux à agrandir leur territoire. Mais ces derniers prétendaient reprendre possession de territoires leur appartenant ! Et le premier prétendait délivrer les Egyptiens de l'oppression des anglais. Que dire lorsque les deux camps prétendaient soutenir une guerre "juste" comme en ce moment entre les islamistes et les Américains ? Est-ce qu'une atteinte à l'honneur est une injustice ? Est-ce que le fait de ne pas partager les us et coutumes du pays est une insulte ? Un embargo est-il une agression ? On voit tout de suite que celui qui "dit" ce qui est juste ou "injuste" ne peut pas être celui qui initie la force.

Mais qui (ou quelle institution) est habilité à dire qu'une guerre est "juste" ? La notion d'autorité légitime, qui dit ce qu'est une cause juste, n'est pas non plus évidente. Est-ce le gouvernement d'un Etat, expression de la souveraineté populaire qui doit dire que la cause est juste (les USA à l'heure actuelle) en vertu du fait que ce sont ses concitoyens qui ont été victimes d'une agression ou qui se sentent menacés par une agression comme pour Israël en 1967 et qui fait une guerre préventive ? Est-ce le droit international ou une organisation internationale

expression d'un cartel d'États comme l'ONU qui doit en décider comme le suggère le Président de la République française ? Pourquoi pas les individus eux-mêmes, victimes d'une injustice commise par des agresseurs puisque les hommes politiques ne sont normalement que leurs délégués ? Quelle valeur accorder à la voix d'un cartel d'État comparée par exemple à celle d'un juge ?

La "droiture" des intentions n'est pas toujours aussi simple à déceler. Quand Bonaparte fait sa campagne en Egypte, il prétend délivrer les Egyptiens du joug des Mamelouks et des Anglais, il veut aussi apporter la civilisation aux Egyptiens.

Les intentions seront jugées comme "droites", s'il n'y a pas d'intérêts privés des gouvernants derrière l'intervention. Or, dans les débats publics en Europe, beaucoup de journalistes ou d'hommes politiques soupçonnent les Américains d'avoir des intérêts "privés" dans le Golfe qui justifieraient une intervention militaire. Celle-ci deviendrait "injuste" parce que biaisée par des intérêts particuliers des pétroliers américains, intérêts non partagés par le reste de la communauté internationale. On oublie vite que par exemple les puits de pétrole en Irak ont été nationalisés en 1972 par le gouvernement de l'époque. Une nationalisation reste toujours un vol si les propriétaires des puits de pétrole avaient acquis d'une manière juste les champs sur lesquels ont été construits ces puits.

En fait, cette doctrine de la guerre juste, qui fait appel à des principes moraux, rencontrent plusieurs types d'opposition que nous allons reprendre.

3.2.1 La real politik

Dans des circonstances exceptionnelles comme les guerres, la notion même de morale n'a plus de sens. La morale est faite pour les circonstances ordinaires et non pour des situations d'urgence ou exceptionnelles comme les guerres. En effet le concept de moralité n'a pas de sens quand les guerres sont menées par des hommes des États. En raison du monopole du Pouvoir, de la concentration de ce Pouvoir dans la main de quelques uns et de l'extension de ce Pouvoir à de nouveaux "territoires" (guerres contre passeurs de drogue, cancer, mauvais conducteurs, chiï, $\frac{1}{2}$ mage, souteneurs, sectes religieuses, terroristes, mafia, et Saddam Hussein) ceux-ci l'utilisent pour accroître davantage leur pouvoir. La Moralité est faite pour les hommes ordinaires dans les circonstances ordinaires et pas pour des hommes qui sont hors de la loi ou au dessus des lois. On retrouve cette position, qui consiste à s'affranchir de considérations morales dans l'étude des guerres, comme dans leur justification, chez les réalistes en politique ou chez les holistes qui considèrent l'État souverain comme une entité métaphysique. Par exemple voir De Jouvenel et M.Olson qui, en appliquant la métaphore criminelle au pouvoir contraignant de l'État, montrent bien que par définition, la morale ne s'applique pas à des gens hors ou au dessus des lois comme en atteste la notion de "raison d'État".

3.2.2 Individualisme méthodologique

La troisième opposition à la doctrine classique de "la guerre juste" vient de la question suivante : qui est le souverain sur un territoire ? En fait la doctrine Classique de la guerre juste

est enracinée dans le concept de "sécurité collective". Nous devons revenir à la discussion de M.Rothbard pour comprendre cette critique.

"Quand un gouvernement (Irak) agresse un autre (Koweït), c'est une obligation morale pour les autres gouvernements du monde de se grouper pour défendre l'État victime de cette attaque".
M.Rothbard

Il y a au moins deux fautes de raisonnement dans ce principe nous rappelle cet auteur.

1. L'entrée dans guerre de la part de tout gouvernement implique plus d'impôts, donc une violation des droits de propriété sur les citoyens des États qui entrent en guerre au nom d'une guerre juste et toute guerre implique aussi des dégâts collatéraux sur des gens innocents non partie prenante aux conflits. Dans ce cas les États qui viennent au secours de l'État victime sont aussi des agresseurs
2. les hommes d'État prétendent *posséder* le territoire sur lequel ils exercent leur contrôle. C'est la notion de souveraineté territoriale ou nationale. Cette prétention de la part des hommes politiques est illégitime du point de vue de droits individuels si un processus de consentement à cette délégation de souveraineté n'est pas mis en place, (de sécession individuelle ou collectif, droit de divorcer d'avec l'État, droit d'ignorer l'État etc.) ce qui est toujours le cas. Cette question est cruciale pour décider de la légitimité de l'action des hommes politiques.

3.2.3 La dynamique de la coercition

La quatrième et dernière critique que nous pouvons faire à la notion de "guerre juste" résulte du principe de coercition. même si une guerre est juste, le moyen pour atteindre le but n'est pas une armée privée (en compétition avec d'autres) louée par les victimes ou une compagnie d'assurances à leur nom.. Il s'agit d'une institution militaire avec un monopole de la force sur un territoire. Ce monopole de la force a ses propres défauts. Les défauts sont bien connus. Le monopole réduit le niveau de protection et ce avec un niveau de taxation plus élevé. Ceux qui donnent les ordres ne sont pas contraints par les concurrents et n'ont donc aucune incitation à donner satisfaction aux victimes. Ils poursuivent leurs propres intérêts, c'est-à-dire étendre et concentrer leur pouvoir ou par compromis le partager avec d'autres États. Comme la force militaire obtient ses ressources par la taxation il ne s'agit pas d'un contrat libre, elle peut étendre le nombre de ses soldats et de ses armes au delà de ce qui est nécessaire pour gagner une guerre juste. Comme les ressources ne proviennent pas des propres poches des combattants mais de la taxation, la guerre dure plus longtemps et est plus intensive. Elle fait plus de mal qu'autrement. L'usage de contrainte pour atteindre les buts que l'on s'est fixés a d'autres implications : l'une d'entre elles est importante dans notre cas. L'usage de la contrainte, par définition, veut dire que les gens soumis à cette contrainte auraient fait un autre usage de leurs ressources si la violence n'avait pas été utilisée pour les en empêcher. Alors les gens soumis à la contrainte contre leur volonté essaieront d'éliminer ou de minimiser la perte qui en résulte pour eux (et ce de leur point de vue). Cela mène à des effets inattendus et latéraux qui souvent aggravent le problème auquel le gouvernement fait face pour atteindre ses objectifs. Alors pour faire face à ces effets secondaires, le gouvernement accroît son usage de la coercition au lieu d'abolir la

précédente intervention source de l'effet pervers parce que son intérêt est toujours d'accroître et de concentrer ce pouvoir. La dynamique est alors la suivante. Un pays A sous l'emprise d'un tyran envahit le pays B. Une coalition d'autres gouvernements se regroupe pour défendre B et arrête l'agresseur. Pour contrôler l'agresseur un embargo est imposé sur A. Le résultat de l'embargo est tel que le gouvernement du pays A est de plus en plus amené à diriger l'économie et à la planifier. Le gouvernement local est alors renforcé dans son pouvoir et peut opprimer et appauvrir sa population. Au lieu de supprimer l'embargo, on préfère une nouvelle intervention pour protéger les citoyens de pays A contre son propre tyran. Cette nouvelle intervention mènera à nouveau à des effets inattendus qui impliqueront de nouvelles interventions et ainsi de suite.

même si ces points de vue sont intéressants et nous disent que cette discussion sur la notion de la guerre juste n'a guère de sens, nous devons étudier cette théorie car les considérations morales rejoignent la rhétorique et la persuasion. En effet, le support ultime de tout gouvernement, dans une démocratie ou une tyrannie, reste toujours l'opinion publique. Or les gouvernements doivent convaincre leurs opinions respectives qu'ils ont raison de faire la guerre.

Ce rappel n'est pas inutile pour mieux comprendre la contribution de la pensée libertarienne à ce débat. La pensée libertarienne est différente de la théorie de la guerre juste et son principal mérite provient de la cohésion et de la clarté avec laquelle elle définit la notion de guerre juste. Nous prouverons ceci dans les paragraphes suivants.

3.3 Doctrine libertarienne et Théorie de la guerre juste

Dans une société où les individus sont libres, l'organisation de la protection des droits individuels est dans les mains de chacun puisque chacun a la pleine "souveraineté" sur lui-même. L'organisation de cette protection n'a qu'un objet : la protection de la propriété de l'individu sur lui-même et sur les biens qu'il a acquis "justement", il ne peut pour des raisons de compatibilité des droits individuels user de la violence ou du principe d'agression ou de coercition pour atteindre ses fins privées. Le principe de non-agression ou de non $\frac{1}{2}$ rcition est à la base d'une théorie de la liberté individuelle et donc aussi d'une théorie de la guerre juste.

Cela implique deux choses : d'une part toute guerre "offensive" ne peut avoir pour objet que la récupération des biens tangibles ou territoires privés appropriés "injustement" par les agresseurs et / ou la réparation des dommages causés par eux lors de leurs actions ; d'autre part une organisation militaire qui respecte un principe général de non coercition laissant la possibilité pour chaque individu d'assurer sa propre défense comme il l'entend. En effet, lorsque cet individu s'associe avec d'autres pour protéger ses droits fondamentaux, il s'engage dans une société politique, et le fait dans l'esprit de l'article 2 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 :

"Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété et la résistance à l'oppression"

Ce point est important vis-à-vis de la question de savoir qui doit dire quand une guerre est juste ou non. Il va de soi que, dans cette approche, ce ne sont pas les gouvernants, quel que soit le régime politique sous lequel ils administrent leurs concitoyens, (dictatorial ou démocratique) ni un cartel de gouvernants sous le couvert d'une bureaucratie internationale qui dictent les

termes d'une guerre "juste". Lorsque cet individu détient des armes ou paye des gens d'armes, c'est pour assurer la protection de ces droits fondamentaux et non pour assurer la pérennité d'un gouvernement en place. Il accepte de verser son sang pour préserver sa liberté, sa vie ou sa propriété ainsi que celles des êtres qui lui sont chers et non pour préserver la vie des membres d'un groupe particulier d'individus au pouvoir. Il peut ainsi mener une guerre "juste" contre son propre gouvernement. Dans cette vision, ce sont les victimes ou leurs ayant droits qui demandent réparation non pas d'une manière arbitraire mais au travers d'un système privé et concurrentiel de justice arbitrale. Ce sont donc les juges ou les arbitres qui dictent ce qui sera une "guerre juste" et le principe immédiat qui se dégage de ce système est celui de la légitime défense.

3.3.1 Le principe de légitime défense : "Jus ad bellum"

L'usage des armées implique donc la protection contre une agression créant un tort de la part d'autres bandes armées. Cette agression se caractérise par un manquement grave à l'obligation de respecter les droits fondamentaux des individus (par exemple le pillage d'un territoire qui est la propriété ou la copropriété des individus qui y habitent), par la création d'un dommage mesurable, et par une connexion entre les manquements à l'obligation et le dommage. Le premier - le manquement à une obligation - doit causer le second - le dommage -. Ceci exclut les "agressions" comme l'atteinte à l'honneur, les insultes, les injustices autres que celles qui impliquent une violation des droits individuels. Cela exclut les guerres dont les buts sont d'imposer un idéal spirituel, social ou religieux. Cela exclut aussi toute intervention sous le seul prétexte que l'agresseur supposé aurait l'intention d'agresser autrui ou détiendrait des armes dangereuses. L'armée intervient donc en cas de légitime défense et s'il y a dommage. Pour obtenir réparation, elle poursuit les agresseurs (droit de suite). Il n'y a pas fondamentalement de différence entre une agression individuelle et une agression organisée par une masse d'individus. Nous avons là une réponse simple et non ambiguë à l'intervention annoncée par les USA en Irak en 2003 comparativement à celle de 1991 dénommée "tempête du désert" suite à l'invasion en 1990 de l'émirat du Koweït par les armées de Saddam Hussein. Il n'y a pas encore d'"agression" de la part de l'Irak ni de dommages causés à autrui contrairement par exemple à l'affaire des Twin Towers.

La mission des armées est simple et claire. Il s'agit d'un corps de professionnels des armes spécialisés dans une protection particulière : la protection contre des prédateurs qui viendraient en masse et que l'on ne pourrait arrêter autrement. Les autres types de menaces font appel à d'autres professionnels en charge de la sécurité et de la protection des droits fondamentaux des individus ou à l'abolition d'un ensemble d'interférences de l'État dans la vie économique et sociale qui produisent de manière non attendues ses menaces.

Les principes de légitime défense et de poursuite des agresseurs responsables des dommages causés constituent les piliers de toute intervention militaire. C'est la raison pour laquelle la décision de l'intervention militaire devrait être mise dans les mains de juges et non pas dans les mains d'hommes politiques prêts à user d'une armée de citoyens ou de professionnels pour satisfaire les intérêts privés de ceux qui les ont portés au pouvoir et très souvent pour conforter leur propre pouvoir politique. C'est aussi une différence essentielle avec la théorie de la guerre

juste. Le *juge* ou l'*arbitre* et les assureurs dictent les termes de la "guerre juste" et du principe de réparation qui s'ensuit. Il n'y a pas de différence entre un crime ordinaire et une agression par des hommes d'État.

Cette question en soulève une autre : celle de la responsabilité des hommes politiques qui engagent les agressions ou qui commanditent des guerres. Ils n'agissent pas par eux-mêmes mais commandent, donnent des ordres. Cette responsabilité est-elle pleine et entière ou bien réside-t-elle partiellement ou en totalité dans les mains de ceux qui exécutent leurs ordres ? La réponse est que cette responsabilité repose entièrement dans les mains de ceux qui exécutent les ordres et non dans les donneurs d'ordre. Là aussi il existe une différence essentielle avec la théorie de la guerre juste. Ce sont les exécutants qu'il faut sanctionner parce qu'ils sont responsables de leurs actes et qu'ils doivent désobéir aux ordres quand ceux-ci violent les droits individuels de tiers innocents. La désobéissance civile ou militaire est la règle que les individus doivent suivre pour empêcher un gouvernement de se lancer dans une guerre "injuste".

Des principes généraux, "jus ad bellum" on peut passer aux règles pratiques de l'usage des armes "jus in bello". Comme le fait remarquer E. Mack les choses ne sont jamais aussi simples qu'on le voudrait ! L'usage d'une armée dans sa frappe n'est jamais aussi sélectif qu'on le souhaite. Une armée en campagne n'est pas comme un fusil à lunette. Est-il admissible de tuer des innocents (ou de menacer de tuer des innocents), qui ne sont pour rien dans le conflit, pour combattre (ou dissuader) les agresseurs ?

Ainsi l'usage d'une bombe nucléaire, (ou la menace de son utilisation) comme de n'importe quelle bombe, fut celle posée par un *terroriste* a des effets collatéraux sur des innocents. Peut-on tuer des soldats irakiens qui envahiraient notre sol sachant qu'ils ont été enrêlés de force ? Ne sont-ils pas innocents eux aussi ? Peut-on faire une intervention militaire préventive comme le souhaite les Etats Unis contre le dictateur irakien ou celui de Serbie comme certains a posteriori l'auraient souhaité contre l'Allemagne hitlérienne ? Peut-on sacrifier tous les principes moraux dans le seul but de gagner la guerre ? Peut-on torturer des agresseurs, des complices ou des innocents pour obtenir des renseignements que l'on suppose vitaux pour la poursuite du combat ? Peut-on exécuter ses propres soldats s'ils refusent d'obéir aux ordres ? Doit-on intervenir militairement pour sauver des individus ou des populations qui ne vous ont rien demandé et avec lesquelles vous n'avez aucun lien, par simple souci humanitaire ? Peut-on pratiquer au niveau militaire l'assistance à personnes en danger ?

3.3.2 Les limites de la légitime défense : "Jus in bello"

La légitime défense est une riposte à une agression contre des biens et/ ou des personnes. Il s'agit d'empêcher l'agression ou de poursuivre l'agresseur pour qu'il restitue ou répare les torts causés à des victimes.

La première contrainte morale imposée par la légitime défense est la proportionnalité de la riposte. Imaginons une invasion de Tahiti par les Australiens. Ceux-ci excédés par nos essais nucléaires dans leur sphère d'influence décident d'agir militairement. L'armée française peut-elle atomiser Sydney, à l'arme nucléaire, pour protéger Tahiti d'une invasion australienne ?

La seconde contrainte morale imposée par une légitime défense est que la riposte ne frappe pas des tiers innocents (principe de discrimination). La victime d'une agression ne peut être

tenue pour responsable des effets collatéraux non prévisibles induits par sa riposte mais il peut l'être si ces effets sont prévisibles. Il est clair que si vous savez que dans la riposte, vous pouvez blesser ou tuer quelqu'un, tiers innocent à l'agression, vous devenez agresseur à son égard. Le principe de légitime défense ne s'applique qu'aux agresseurs. L'action de légitime défense sera alors injustifiée. Cependant, si la victime d'une agression doit mettre en balance sa vie et celle du tiers innocent ou si l'agresseur recherche l'impunité en commettant son forfait au voisinage d'innocents, la décision de riposter ou non, reste dans les mains de la victime. Quand l'agresseur recherche cette impunité, il prend des innocents en otage. Les otages, de tiers innocents, deviennent victimes.

Cependant peut-on prendre en otage quelqu'un pour dissuader un agresseur éventuel d'agir ou un agresseur réel de continuer son agression ? Qui agresse qui ? Peut-on menacer un inspecteur des impôts de violer ses enfants pour qu'il cesse ses agressions permanentes sur le portefeuille des contribuables ? Peut-on prendre en otage une population pour dissuader les terroristes (ou les résistants) d'agir ? La réponse semble clairement négative. Quand les Allemands prennent en otage la population française pour dissuader les résistants d'agir et de tuer des militaires allemands, leur comportement est immoral parce que ce sont eux les agresseurs. Si le gouvernement français prenait en otage la population musulmane pour dissuader les intégristes de poser des bombes dans le métro parisien, clairement le gouvernement français serait l'agresseur. Et si les intégristes musulmans prenaient en otages des français pour libérer leurs compagnons emprisonnés, ils se comporteraient comme des agresseurs à l'égard de ces populations. La pratique de la dissuasion nucléaire ressemble beaucoup à ce type de dilemme. Les victimes - ceux qui sont pris en otages ou leurs ayants droits - sont alors en État de légitime défense. Ils peuvent donc riposter à l'agression.

C'est la raison pour laquelle les armements, comme leur utilisation, doivent être sélectifs. Ces armes doivent dans la mesure du possible frapper les agresseurs. Un usage de la dissuasion nucléaire dans une stratégie anti-cité semble profondément immoral. Les bombardements à haute altitude aussi. Sous cet angle, l'évolution de la technologie militaire a fait de gros progrès puisque l'on peut frapper un ministère dans une grande ville comme Belgrade sans dommages collatéraux.

Mais que vaut cette approche déontologique face à un prédateur pour qui les êtres humains peuvent être traités comme des animaux et éradiqués en masse comme on le fait actuellement pour des poulets ou des vaches folles au nom de la protection du consommateur ou de la protection d'un peuple, d'une race ou d'un idéal religieux ou d'une classe sociale ? Il semble difficile alors de rejeter une argumentation conséquentialiste nous disent les partisans de la dissuasion.

La légitime défense doit être efficace c'est-à-dire aboutir au résultat souhaité : la protection des droits individuels. Et si la seule manière d'arrêter l'agresseur est de prendre en otage des tiers innocents auquel il tient, doit-on se priver, au nom d'une certaine déontologie, de cet instrument radical pour stopper l'agression ? C'est justement le propre d'une argumentation déontologique que de s'interdire l'usage d'un instrument qui, même s'il est très efficace, viole les droits de propriété sur soi de tiers innocents. La cause semble entendue.

Cependant il faut encore démontrer que la dissuasion nucléaire viole les droits de tiers innocents. Revenons à la prise d'otage d'un individu, tiers au conflit (les enfants de l'inspecteur des impôts ou l'ensemble des moscovites dans une stratégie nucléaire anti-cité aux temps de la

guerre froide entre l'Ouest et L'Est). La caractéristique principale de la dissuasion par la prise d'otages, tiers au conflit entre le prédateur et la victime, est que la victime, qui cherche à se protéger de l'agresseur, annonce qu'il a l'intention conditionnelle de provoquer la mort d'innocents par dizaine de millions, (innocents auxquels le prédateur est supposé tenir) si l'agresseur agit. Mais avoir l'intention conditionnelle de commettre un crime, ce n'est pas commettre le crime. Ce qui est mal c'est de commettre le crime, non d'en avoir l'intention. Quand la victime prend en otage des innocents auxquels le prédateur tient, pour faire cesser l'agression, et que sa menace est crédible, il signale à l'agresseur le coût d'opportunité réel de son acte d'agression. Il signale aussi aux otages ayant un lien avec l'agresseur que c'est à eux, aussi, de discipliner l'agresseur avec lequel ils ont des liens. Cette dissuasion est là pour empêcher une violation de droits individuels non pour la provoquer ou menacer la vie des otages. Elle signale à l'avance le prix qui sera demandé, à titre de compensation du dommage $\text{cr} \frac{1}{2} \text{i} \frac{1}{2}$, à l'agresseur. On remarquera que les otages en question ne sont pas des tiers innocents. Ce sont des tiers qui acceptent dans leur rang des prédateurs ou qui acceptent de remettre leur destin entre leurs mains. Il n'y a donc pas nécessairement incompatibilité entre une morale déontologique et une certaine efficacité.

Cependant cela nous indique la direction des recherches en matière d'armements. Il faut trouver des armes $\text{pr} \frac{1}{2} \text{c} \frac{1}{2}$ ises sans effets collat $\text{i} \frac{1}{2} \text{r} \frac{1}{2}$ aux sur des tiers effectivement innocents.

Il est int $\text{i} \frac{1}{2} \text{r} \frac{1}{2}$ essant aussi de remarquer que les armes servant à neutraliser, sans tuer, les agresseurs ont un $\text{r} \frac{1}{2} \text{i} \frac{1}{2}$ le important à jouer dans une vision individualiste des conflits entre Etats, car d'une certaine manière les $\text{v} \frac{1}{2} \text{i} \frac{1}{2}$ ritables agresseurs sont les gouvernements, pas les hommes qu'ils envoient pour commettre le crime. Bien que ces derniers puissent $\text{d} \frac{1}{2} \text{i} \frac{1}{2}$ serter, se $\text{r} \frac{1}{2} \text{i} \frac{1}{2}$ volter contre leurs sup $\text{i} \frac{1}{2} \text{r} \frac{1}{2}$ rieurs lorsque ceux-ci commanditent un crime, on peut supposer qu'ils sont des tiers innocents au conflit qui les $\text{d} \frac{1}{2} \text{i} \frac{1}{2}$ passent. Des armes qui les neutralisent, sans les tuer, ont un intérêt strat $\text{i} \frac{1}{2} \text{g} \frac{1}{2}$ ique $\text{i} \frac{1}{2} \text{v} \frac{1}{2}$ ident dans le cadre de la légitime défense, même si ces militaires doivent être sanctionn $\text{i} \frac{1}{2} \text{r} \frac{1}{2}$ pour avoir ex $\text{i} \frac{1}{2} \text{c} \frac{1}{2} \text{u} \frac{1}{2}$ t $\text{i} \frac{1}{2} \text{r} \frac{1}{2}$ des ordres qui violent les droits individuels fondamentaux de leurs victimes.

3.3.3 Les armes non mortelles

Il existe aujourd'hui même une grande variété d'armes non mortelles que les gouvernements $\text{d} \frac{1}{2} \text{i} \frac{1}{2}$ veloppent de plus en plus : armes chimiques, biologiques, aux lasers ou à micro ondes, armes acoustiques ou $\text{i} \frac{1}{2} \text{e} \frac{1}{2} \text{c} \frac{1}{2} \text{t} \frac{1}{2} \text{r} \frac{1}{2} \text{m} \frac{1}{2} \text{a} \frac{1}{2} \text{g} \frac{1}{2} \text{n} \frac{1}{2} \text{i} \frac{1}{2} \text{t} \frac{1}{2} \text{i} \frac{1}{2} \text{q} \frac{1}{2} \text{u} \frac{1}{2} \text{e} \frac{1}{2}$ s. Gaz poivr $\text{i} \frac{1}{2} \text{r} \frac{1}{2}$, gaz lacrymog $\text{i} \frac{1}{2} \text{r} \frac{1}{2}$ nes, bombes malodorantes, à somnif $\text{i} \frac{1}{2} \text{r} \frac{1}{2}$ es sont des armes bien connues des manifestants. Les armes aux lasers ou au micro ondes le sont moins, mais sont développ $\text{i} \frac{1}{2} \text{r} \frac{1}{2}$ es actuellement par l'armée am $\text{i} \frac{1}{2} \text{r} \frac{1}{2}$ icaine. Les armes $\text{i} \frac{1}{2} \text{e} \frac{1}{2} \text{c} \frac{1}{2} \text{t} \frac{1}{2} \text{r} \frac{1}{2} \text{m} \frac{1}{2} \text{a} \frac{1}{2} \text{g} \frac{1}{2} \text{n} \frac{1}{2} \text{i} \frac{1}{2} \text{t} \frac{1}{2} \text{i} \frac{1}{2} \text{q} \frac{1}{2} \text{u} \frac{1}{2} \text{e} \frac{1}{2}$ s comme les lasers qui $\text{i} \frac{1}{2} \text{b} \frac{1}{2} \text{l} \frac{1}{2} \text{o} \frac{1}{2} \text{u} \frac{1}{2} \text{i} \frac{1}{2} \text{s} \frac{1}{2} \text{s} \frac{1}{2} \text{e} \frac{1}{2}$ nt et les vagues microscopiques qui donnent une sensation de br $\text{i} \frac{1}{2} \text{l} \frac{1}{2} \text{u} \frac{1}{2} \text{s} \frac{1}{2}$ sont au stade d'essai. On teste des images holographes. Les matraques $\text{i} \frac{1}{2} \text{e} \frac{1}{2} \text{c} \frac{1}{2} \text{t} \frac{1}{2} \text{r} \frac{1}{2} \text{i} \frac{1}{2} \text{q} \frac{1}{2} \text{u} \frac{1}{2} \text{e} \frac{1}{2}$ s ou les fusils $\text{i} \frac{1}{2} \text{e} \frac{1}{2} \text{c} \frac{1}{2} \text{t} \frac{1}{2} \text{r} \frac{1}{2} \text{i} \frac{1}{2} \text{q} \frac{1}{2} \text{u} \frac{1}{2} \text{e} \frac{1}{2}$ s sont déjà op $\text{i} \frac{1}{2} \text{r} \frac{1}{2}$ ationnels comme les balles de caoutchouc. Ou en bois. Les armes acoustiques font l'objet d'ex $\text{p} \frac{1}{2} \text{i} \frac{1}{2} \text{r} \frac{1}{2}$ imentation. Les vibrations acoustiques sont utilis $\text{i} \frac{1}{2} \text{r} \frac{1}{2}$ es par exemple contre les chiens, ils peuvent l'être aussi contre les êtres humains. Finalement les substances adh $\text{i} \frac{1}{2} \text{s} \frac{1}{2} \text{i} \frac{1}{2} \text{v} \frac{1}{2} \text{e} \frac{1}{2}$ s, corrosives ou affaiblissantes sont utilis $\text{i} \frac{1}{2} \text{r} \frac{1}{2}$ es pour $\text{p} \frac{1}{2} \text{r} \frac{1}{2} \text{i} \frac{1}{2} \text{v} \frac{1}{2} \text{e} \frac{1}{2}$ ir le $\text{d} \frac{1}{2} \text{i} \frac{1}{2} \text{p} \frac{1}{2} \text{l} \frac{1}{2} \text{a} \frac{1}{2} \text{c} \frac{1}{2} \text{e} \frac{1}{2}$ ment des $\text{v} \frac{1}{2} \text{i} \frac{1}{2} \text{h} \frac{1}{2} \text{i} \frac{1}{2} \text{c} \frac{1}{2} \text{u} \frac{1}{2} \text{l} \frac{1}{2} \text{e} \frac{1}{2}$ s. Les mousses glissantes, les produits à glu, les modificateurs de combustibles, les lubrifiants qui collent constituent une pa-

noplie d'armes utiles pour stopper le $\frac{1}{2}$ placement de troupes hostiles. Toutes ces armes ont cessé $\frac{1}{2}$ d'être la science-fiction.

Bien qu'on ne puisse garantir si elles sont sans risque, elles n'ont pas pour objet de tuer. Les gouvernements les utilisent ou les développent pour contrôler les manifestants ou les individus dangereux ou a jugé $\frac{1}{2}$ tel. Leur développement inquiète aussi les gouvernements parce qu'elles sont facile à produire et très individualisables. N'importe qui pourrait en acheter quelques-unes et donc risquer $\frac{1}{2}$ s'interposer à l'Etat. Imaginez deux minutes que chaque conducteur sorte son faisceau laser ou une mousse glissante ou un petit canon à glu pour éviter $\frac{1}{2}$ chapper à un agent de police parce qu'il ne porte pas sa ceinture de sécurité ou fait un excès $\frac{1}{2}$ de vitesse, où irait-on dans un tel monde ? Dieu merci, l'État est là, il veille... À son monopole. Il interdira bientôt $\frac{1}{2}$ aux citoyens d'acquiescer $\frac{1}{2}$ tirer ou de porter des armes de ce style.

Quel type d'intervention est admissible ?

On peut terminer par un retour sur le "jus ad bellum". Les interventions de l'armée française pour les motifs les plus divers, de la cause humanitaire en Yougoslavie à l'assistance de gouvernement qui agresse ses propres citoyens en Afrique, à la participation à des opérations $\frac{1}{2}$ rations de police internationale comme en Irak, en Bosnie ou au Kosovo, ne rentrent pas dans le cadre des principes de la légitime défense ni de la poursuite d'agresseurs pour réparation de torts causés $\frac{1}{2}$ à des français. S'il n'y a aucune menace contre des français et s'il n'y a pas de contrat de protection offert à des étrangers $\frac{1}{2}$ trangers, l'intervention est moralement bien difficile à justifier. En effet de quel droit peut-on s'ingérer $\frac{1}{2}$ rer dans la vie privé (ou publique) d'autres individus sans que ces derniers appellent au secours. même s'ils appellent au secours de quel droit peut-on agresser ses propres concitoyens par l'impôt pour financer une protection à des gens qui appellent au secours ? Les contribuables d'un $\frac{1}{2}$ s'approuvent le paiement des secours à des sportifs qui prennent des risques inconsidérés $\frac{1}{2}$ risquer pour leur vie et qui mettent en danger la vie d'autres personnes pour leur propre plaisir alors qu'ils peuvent s'assurer et faire appel à une protection privé. Est-ce vraiment difficile $\frac{1}{2}$ rent avec des populations opprimées par leur propre gouvernement qui appellent au secours ? N'ont-ils pas à un moment donné $\frac{1}{2}$ accepté $\frac{1}{2}$ une dictature ou un gouvernement qui les opprime ?

Les contribuables du pays qui portent secours aux opprimés d'un autre pays sont des tiers innocents au conflit. Ils sont donc agressés $\frac{1}{2}$ par leur propre gouvernement et doivent résister $\frac{1}{2}$ s'interposer à cette agression. Les seules voies légitime, nous rappelle M. Rothbard , consistent dans :

1. le soulèvement $\frac{1}{2}$ vement populaire contre l'oppression,
2. l'assistance de groupes privés, y compris des français qui voudraient intervenir pour protéger les populations agressées $\frac{1}{2}$ es par leur propre gouvernement, assistance qui peut prendre diverses formes, équipements $\frac{1}{2}$ quipements, combattants volontaires, argent pour financer une armée privé de protection etc.

En revanche, on peut concevoir de vendre la protection militaire à des étrangers $\frac{1}{2}$ trangers. S'ils font appel à l'armée française pour être défendus $\frac{1}{2}$ fendus contre des agresseurs extérieurs $\frac{1}{2}$ rieurs et qu'ils paient les coûts des opérations $\frac{1}{2}$ rations militaires à l'extérieur $\frac{1}{2}$ rieur, il n'y a rien à redire. S'il s'agit de protéger des français à l'étranger $\frac{1}{2}$ tranger qui sont menacés $\frac{1}{2}$ s par les gouvernants du pays où ils sont, une intervention militaire est concevable, à condition que ces français qui sont à l'étranger $\frac{1}{2}$ tranger paient une prime d'assurance supérieure $\frac{1}{2}$ rieuse à ceux qui sont restés $\frac{1}{2}$ s sur le territoire puisqu'une

telle protection est plus coûteuse. Toutes les autres formes d'interventions ne semblent pas concevables dans cette notion de guerre "juste" revisitée par la doctrine libertarienne.

Remarques finales

Dans cet article nous ne prétendons pas résoudre tous les aspects de ce sujet complexe, mais expliquer la doctrine libertarienne de la guerre juste et en souligner ses traits les plus remarquables. Le tableau suivant résume les différences observées entre les deux façons de voir la guerre juste.

Notion de guerre juste	doctrine classique	doctrine libertarienne
cause juste	sont injustes les guerres d'expansion territoriales et celles à ambition politique	principe strict de légitime défense et de restitution.
autorité légitime	dans les mains d'hommes politiques d'Etat ou d'organisations internationales.	dans les mains de juges ou des victimes et de leurs assureurs
intentions droites	pas d'intérêts privés sous jacents	crimes avec victimes . et dommages réels
guerre en dernier ressort	Diplomatie jugement	arbitral avec appel
chances raisonnables de succès	principe de précaution ou de prudence	pas de restriction car la guerre n'est pas menée contre un Etat mais contre des gens qui ont commis des crimes
Discrimination	Combattants, non combattants,	Agresseurs, non-agresseurs.
Proportionalité	Proportionalité dans la réponse comparée aux objectifs	Identique mais en plus usage d'armes non mortelles
Responsabilité des combattants	Responsabilité de ceux qui commandent	Responsabilité de ceux qui exécutent

Prenons par exemple le conflit entre Israël et les Palestiniens. En 1948 la première guerre est une guerre de légitime défense des Juifs attaqués par les Arabes. Mais ce n'est pas, semble-t-il, une guerre juste comme la doctrine le définit, parce que le territoire palestinien sous mandat britannique a été donné par une autorité internationale dont l'autorité "légitime" n'était pas légitime pour les Arabes. De plus, la demande d'un État juif sur la terre des ancêtres juifs a soulevé le problème délicat de restitution. Mais quelle restitution ? où étaient les droits de propriété ? De fait la division du territoire n'a pas été acceptée par les Arabes, les deux camps pouvaient donc avancer la notion de guerre "juste". Les autres guerres ne sont pas "justes". En 1956 et 1967 le gouvernement israélien attaque de manière préventive les Égyptiens. La guerre de 1973 est une guerre défensive de légitime défense. Mais en 1982, les Israéliens envahissent le sud de Liban et la rive ouest de la Jordanie. Ils chassent les militants de l'OLP et occupent un territoire qui n'est pas le leur si l'on compte les millions occidentaux. Ils ont une politique d'expansion territoriale. D'après la théorie de la guerre "juste" cette guerre est "injuste". L'autorité qui choisit la guerre en Israël n'est pas une

organisation internationale mais le gouvernement d'Israël¹. Leur objectif dans cette guerre n'est pas la paix mais expansion territoriale ou des ambitions politiques. Les interventions ne suivent pas le principe du "en dernier ressort". Paradoxalement, le "jus ad bello" est davantage respecté^{1/2} : discrimination entre combattants et non-combattants, sélectivité^{1/2} des frappes et proportionnalité^{1/2} dans les frappes.

Du point de vue palestinien nous pouvons renverser les faits et avoquer une guerre "juste" ad "bellum" et injuste "ad bello". Les palestiniens ne pratiquent pas la discrimination (les civils innocents sont frappés^{1/2}, et c'est la caractéristique du terrorisme) et la proportionnalité^{1/2} n'est pas respectée^{1/2} puisque les bombes sont utilisées^{1/2} pour tuer des gens "désarmés^{1/2}."

La deuxième^{1/2} guerre d'Irak qui commence en mars 2003 a été vue par les Médias^{1/2} occidentaux et les gouvernements de l'Est européens ou Centraux comme une "guerre injuste" menée^{1/2} par le gouvernement néo-conservateur des USA contrairement à la première guerre de 1991. En 2003, le gouvernement d'Irak n'envahit pas de territoire, Le chef de l'État n'entre pas en guerre par ambition politique. Si Saddam Hussein est vraiment un tyran et le parti Baath est un clone des partis Nazi et Fascistes est-ce que nous pouvons accepter une telle tyrannie "à la Hitler" ? Une intervention pour défendre les droits fondamentaux de l'homme serait acceptable dans la doctrine classique de la guerre juste. Mais une telle pratique, au niveau militaire, de l'assistance aux personnes en danger, qui est imposée^{1/2} ironiquement aux Citoyens français sur le territoire mais pas pour des personnes étrangères^{1/2} à l'extérieur du territoire français montre clairement où est le point d'achoppement : c'est celui de la Souveraineté^{1/2} de l'État. Cette souveraineté^{1/2} empêche que ce principe devienne universel.

Donc la guerre contre le parti Ba'ath n'est pas injuste dans cette doctrine classique. Elle est injuste du point de vue libertarien, principalement parce que la guerre ne suit pas du principe de légitime défense ou de restitution initiée^{1/2} par des individus victimes du régime politique irakien. La guerre n'a pas été déclarée^{1/2} par une autorité^{1/2} légitime : un juge. Personne en Iraq ne se déclare^{1/2} comme victime du régime irakien et n'a demandé^{1/2} la protection des USA (où est la résistance irakienne interne ?). La bataille n'est pas conduite par des armées privées sous la demande des victimes du gouvernement d'Irak (y compris les compagnies pétrolières^{1/2} qui se sont vu expropriées^{1/2} par le gouvernement irakien en 1972). Paradoxalement la conduite de guerre (jus dans Bello) est juste. Les troupes britanniques et américaines suivent strictement les principes de discrimination et les principes de la proportionnalité^{1/2}. Ils cherchent les cadres du parti Ba'ath pour les arrêter^{1/2} et les punir. Exceptez qu'ils n'utilisent pas encore des armes non mortelles, nous pouvons dire que les troupes se battent en essayant de minimiser les dégâts^{1/2} collatéraux^{1/2} sur les civils.

Ces exemples montrent la difficulté^{1/2} de discuter de la moralité^{1/2} quand les politiciens, qui ont dans leurs mains le destin des individus, agissent comme des personnes immorales.

" Dans le monde que nous avons, chaque territoire est dominé^{1/2} par un État et un certain nombre d'Etats se partagent la surface du Monde. Il n'y a pas cependant un Super État Super qui aurait un monopole de la violence sur le monde entier. Par conséquent, un État "d'Anarchie" prévaut^{1/2} domine entre les Etats"

M.Rothbard

Il est intéressant de constater que les relations entre Etats sont soumises de plus en plus à la doctrine de la guerre juste développée^{1/2} par les théologiens et les canonistes ! Il est frappant

aussi de remarquer que cette doctrine est relativement $\frac{1}{2}$ loign $\frac{1}{2}$ e des doctrines libertariennes ou lib $\frac{1}{2}$ rales de la guerre juste même si elles ont un point commun : les contraintes morales.

La doctrine libertarienne est fond $\frac{1}{2}$ e sur un principe d'autonomie individuelle alors que la doctrine classique de la guerre juste est bas $\frac{1}{2}$ e sur le concept de souverainet $\frac{1}{2}$ e de l'Etat. Pour le libertariens la question principale est le contr $\frac{1}{2}$ le de la d $\frac{1}{2}$ li $\frac{1}{2}$ gation du pouvoir donn $\frac{1}{2}$ e aux politiciens pour s'occuper de la gestion des parties communes du territoire sur lequel on vit. Les politiciens ont toujours été consid $\frac{1}{2}$ ri $\frac{1}{2}$ s comme des agresseurs potentiels et qu'il est n $\frac{1}{2}$ cessaire de les discipliner à l' $\frac{1}{2}$ gal des agresseurs potentiels d'un autre Etat. C'est à cause de la nature humaine, à cause du monopole de violence qu'ils ont sur un territoire et à cause de la concentration de ce monopole dans les mains de quelques uns d'entre eux que l'on se m $\frac{1}{2}$ fie. Souvenez-vous de ce que B.de Jouvenel et M. Rothbard ont écrit :

"Tout progr $\frac{1}{2}$ s du pouvoir sur la société qui a été initi $\frac{1}{2}$ e pour faire la guerre ou pour tout autre objet, donne un avantage pour faire la guerre." de B. Jouvenel op.cit.

"C'est dans la guerre que l'Etat r $\frac{1}{2}$ vi $\frac{1}{2}$ le sa vraie nature ; il grandit en pouvoir, en nombre et en fiert $\frac{1}{2}$ e, il finit par obtenir un contr $\frac{1}{2}$ le absolu sur économie et société." M.Rothbard op.cit.

Cet avantage d $\frac{1}{2}$ cisif dans la concentration de pouvoir s'est $\frac{1}{2}$ tendu à tous les Etats pour $\frac{1}{2}$ quilibrer leurs pouvoirs dans la guerre.

Le mal est donc dans la concentration du pouvoir et de son monopole dans les mains de quelques un et non pas dans la guerre elle-même La seule fa $\frac{1}{2}$ on d'avoir la paix n'est pas d'encourager la th $\frac{1}{2}$ orie de la guerre juste qu'une organisation internationale Etatique ou para Etatique devrait faire respecter, mais de r $\frac{1}{2}$ duire l'Etat ou en changer sa nature, ou même de le supprimer.

La th $\frac{1}{2}$ orie de la guerre juste devrait être une th $\frac{1}{2}$ orie de la protection individuelle et pas de celle de l'Etat. Il frappant de voir que la cr $\frac{1}{2}$ ation et l'existence même de l'Etat d'Isra $\frac{1}{2}$ l sont à la base des guerres et du terrorisme contemporain. Cette cr $\frac{1}{2}$ ation et cette existence sont le produit d'hommes politique qui ne peuvent pas imaginer que les populations puissent vivre en paix et se protéger par d'autres moyens que l'existence d'un "Etat Moderne."

Références

- [1] M. Walzer 1977, Just and Unjust Wars, Basic Books.
- [2] Par exemple Jimmy Carter, the 39th président des Etats Unis, chairman of the Carter Center in Atlanta and Prix Nobel de la paix 2002 Nobel utilise la doctrine de Saint Augustine. Voir the New York Times, 10 Mars 2003. Voir aussi Saint Thomas D'Aquin, La Somme Théologique, 1266-1273.
- [3] B. Lemennicier 2003 "Nuclear Weapons : Proliferation or Monopoly ? " in the Myth of National Defense ? ed. H.H. Hoppe, Von Mises Institute
- [4] J. Rawls 1999 The Law of Peoples, Harvard University Press, pp. 93, footnote 6. [5] See Alain Madelin, Bernard Kouchner or André Glucksmann.
- [6] B. De Jouvenel 1948, On Power : its Nature and the History of Its Growth, Hutchinson et Co, London, Reprint by Liberty Fund, 1993
- [7] M. Olson 2000, Power and Prosperity, Basic Books.
- [8] M. Rothbard 1973 For a New Liberty : the Libertarian Manifesto, Chap. 14 Fox et Wick
- [9] E. Mack 1995, " Rights, Just War, and National Defense " in Liberty for the 21st Century, ed. T. Machan and D. Rasmussen, Rowman et Littlefield, Inc.
- [10] M. Rothbard 1982, The Ethics of Liberty, Atlantic Highlands,
- [11] Les compagnies pétrolières pourraient lever une armée privée et récupérer leurs propriétés naturelles usurpées par le pouvoir local en place. Elles en ont les moyens financiers.
- [12] M. Rothbard op.cit.
- [13] N'oublions pas que la démocratie n'arrête pas la concentration ni l'extension du pouvoir. La démocratie divise le pouvoir et introduit une compétition entre factions politiques pour l'"Imperium" qui facilite la concentration et son extension comparée par exemple à une monarchie traditionnelle voir H.H. Hoppe 2001 Democracy the God that Failed, Transaction Publisher
- [14] En fait si l'administration américaine de l'Irak d'après la guerre était vraiment libertarienne et voulait la paix, elle devrait s'efforcer d'empêcher l'émergence d'un Etat Irakien en assurant simplement la sécurité et la liberté du commerce et de l'industrie. Ce n'est pas le chemin qui est pris.

4

LA PRIVATISATION DES ARMÉES ET L'ARGUMENT DES BIENS COLLECTIFS

1

La défense nationale est considérée, même par les adeptes d'un État strictement limité, comme une fonction essentielle d'un gouvernement. F. Bastiat dans ses *harmonies économiques* écrit :

” L'essence du gouvernement est qu'il agit sur les citoyens par l'intermédiaire de la contrainte. En conséquence, il ne peut avoir d'autre fonction que la légitime défense des droits individuels. Il n'a pas d'autre autorité que celle de faire respecter la liberté et les propriétés de tous.. Au-delà, je mets au défi quelqu'un d'imaginer une intervention de l'État qui ne soit pas une injustice... Ainsi : servir la sécurité publique ; administrer le domaine public (routes, forêts, routes) lever les impôts, ici je crois est la circonférence dans laquelle la fonction du gouvernement doit être circonscrite. ”

Adam Smith reconnaît à l'État trois fonctions essentielles : ” premièrement le devoir de protéger la société des violences et invasion d'autres sociétés indépendantes ; deuxièmement, le devoir de protéger autant que possible, chaque membre de la société de l'injustice ou de l'oppression de chacun des autres membres ; et troisièmement, le devoir de produire certains biens publics et institutions qui ne peuvent jamais être dans l'intérêt d'aucun individu ou petit groupe d'individus, de produire parce que le profit ne peut jamais rembourser les dépenses de l'individu ou du petit groupe d'individus, bien que les bienfaits procurés à l'ensemble de la collectivité excèdent largement les dépenses encourues ”

En négligeant d'autres définitions plus extensives de la sphère de l'État, comme celle de R. Musgrave qui définit les trois fonctions de stabilisation, d'allocation et de redistribution ne laissant aucune place aux mécanismes de marchés, nous remarquons la différence entre Bastiat et Smith. Smith ouvre la voie à la notion de bien ” collectif ” en plus de la sécurité extérieure et intérieure que tous les deux partagent et mettent en priorité. C'est ce que conteste G.

1. Ce texte est issu d'une conférence présentée au Séminaire FRS/LEP sur le thème de la Pensée libérale et la défense nationale organisée conjointement par B. Lemennicier et J. Marguin.

Molinari chez ces deux auteurs.

L'un des besoins fondamentaux des individus est la sécurité. Tout le monde s'accorde sur ce point. Si chacun, comme en tant de guerre, risque sa vie en se déplaçant d'un point à un autre ou même à son domicile, il cesse de faire toutes les activités qui le mettent en danger et qui ne sont pas essentielles à sa survie. La vie économique se contracte drastiquement. Or, fait-il remarquer le consommateur n'obtient satisfaction que si les producteurs des biens qui servent ses besoins matériels et immatériels sont soumis à la loi de la libre concurrence. En suivant ce principe écrit-il : *La production de sécurité doit, dans l'intérêt des consommateurs de cette denrée immatérielle, demeurer soumise à la loi de la libre concurrence.*

D'où il résulte :

Qu'aucun gouvernement ne devrait avoir le droit d'empêcher un autre gouvernement de s'établir concurrentiellement avec lui ou d'obliger les consommateurs de sécurité de s'adresser à lui exclusivement pour cette denrée.

Quelle est la raison de cette exception relative à la sécurité ou à la défense ? Pourquoi la production de défense est-elle soumise aux deux principes du " monopole et du communisme " ?

La réponse ne repose pas sur les idées modernes de monopole naturel ou de bien collectif mais sur le fait qu'un processus de monopolisation de la force par ceux qui ont un avantage comparatif dans la violence³ induit des faits considérables. Un individu qui tient le monopole de la force peut mettre un prix à la sécurité bien au-dessus de sa valeur, bien au-dessus du prix qu'elle aurait sous un régime de libre concurrence. Les consommateurs finiront par résister et lorsqu'ils vont vaincre et s'emparer de ce monopole, au lieu de mettre en place une libre concurrence entre des producteurs privés de sécurité, ils vont chercher à l'exploiter en commun pour leur propre compte. Cette forme de production est connue sous le nom de " communisme ". La défense est nationalisée. Cette monopolisation de la force suscite un intérêt de la part de tous les groupes de pression et engendre tous les autres monopoles en contrepartie d'argent dont les gouvernants ont toujours grands besoins pour poursuivre leurs intérêts personnels⁴. Le communisme ou la nationalisation de cette industrie engendre une société de pénétration, en matière de défense comme dans les autres domaines où les monopoles s'étendent, mais aussi une société où l'emploi de la force devient arbitraire, avec une armée mal gérée et une police vexatoire etc. Par ailleurs, elle offre la possibilité aux majorités de rencontre et aux divers clans qui gèrent cette industrie d'opprimer et de discriminer les minorités les plus diverses, ce qui serait impossible dans un régime de concurrence et d'entreprises privées. Molinari dit que mettre en concurrence la défense parce que celle-ci est le meilleur moyen de protéger les minorités contre les abus du monopole de la force par ceux qui en tiennent les commandes.

2. Par communisme Molinari entend la nationalisation de cette production.

3. Dans un chapitre ultérieur nous analysons l'émergence de l'État " Bandit " par ceux qui ont cet avantage comparatif dans la violence.

4. On peut rappeler que le monopole de la mission de la monnaie, le franc, a été donné à la banque de France comme moyen de compenser les banquiers qui ont soutenu financièrement le coup d'Etat de Bonaparte. Lui-même est devenu actionnaire de cette banque privée qui a été nationalisée en 1945.

4.1 Qu'est-ce que la défense nationale ?

La notion de protection militaire ou de défense " nationale " est une notion générale et abstraite. Tout le monde demande une défense et une protection de ces droits fondamentaux comme de sa propriété et/ ou copropriété (si ces droits sont définis) à la fois contre des $\frac{1}{2}$ dateurs agissant individuellement mais aussi contre ceux qui agissent en masse c'est-à-dire en bandes armées. La notion de défense a le degré $\frac{1}{2}$ de généralité de la notion de loisir ou de repos. Tout le monde demande du repos et des loisirs. Les biens concrets qui constituent la défense ou la protection militaire, se composent de grillages, de système de télésurveillance de portes blindées et fermées à clés, de coffres forts, d'armes individuelles tels les chiens d'attaque, les pistolets ou fusils d'assaut, d'abris antiatomiques, de masque à gaz etc. mais aussi de chars d'assaut, d'hélicoptères de combat, de bombes atomiques, de sous marins nucléaires, d'avions dont l'objet est de concentrer une puissance de feu pour arrêter des bandes armées qui agissent collectivement pour s'emparer et piller un territoire donné. Ces équipements et hommes organisés en une force que nous appelleront " Delta " offrent une certaine protection pendant une durée déterminée contre ces bandes armées. Cette force " Delta " n'est pas autre chose qu'une armée. On fait une différence fondamentale entre la protection contre des intrus qui agissent individuellement et celle contre des bandes armées (privés ou publiques) qui concentrent un pouvoir de destruction dans leurs mains, car il faut leur opposer une puissance de feu égale ou supérieure. La protection militaire consiste donc dans la constitution d'une force armée ayant la capacité de faire face à ses bandes armées. La protection contre des infiltrations civiles ou militaires, contre des attaques terroristes, prend une autre forme et concerne d'autres corps spécialisés : police, gardes frontières etc.. Ce point est non négociable. La question essentielle est en effet de repérer cette bande armée, de la localiser et de la détruire en lui opposant une force " Delta " efficace. Les défaites militaires de la force Delta sont souvent le résultat de cette incapacité qu'elle a sur le terrain de repérer où est l'ennemi. Elle ne résiste pas dans la puissance de feu en soi. En effet la concurrence des fabricants d'armes fait que les innovations se propagent plus ou moins rapidement et équilibrent les forces. En revanche, quant il s'agit d'infiltrations, la question est reportée sur le mur qui enclos le territoire que l'on cherche à protéger des intrus ou des personnes non désirées, qu'il s'agisse d'une maison, d'une entreprise, d'un quartier, d'une ville ou d'un pays. C'est une question de gardiennage et de mobilisation d'équipages de chasse proportionnés aux infiltrations. Cependant la force " delta " en détruisant la bande armée qui parcourt et pille un territoire rend un service à tous, même à ceux qui n'ont pas payé ou ne sont pas concernés présentement par cette bande qui n'a pas encore atteint le territoire où ils habitent⁵ . Or c'est sur la base de cet argument que certains veulent un monopole et une nationalisation de la défense. Que vaut cet argument ?

Il faut noter que G.Molinari ignore l'argument des biens collectifs ou ceux du monopole naturel. Cette ignorance n'ôte en rien l'intérêt de son argument. En effet si la sécurité n'est pas un bien collectif mais un bien privé comme un autre alors son point de vue s'impose. En

5. Le fait que l'armée américaine lutte contre le terrorisme en dehors de son territoire et élimine les bases armées des combattants islamistes bénéficient à tous, y compris aux européens. Or cette lutte est produite avec ou sans l'accord ou avec ou sans la contribution des européens qui en bénéficient !

effet, pour beaucoup d'hommes politiques, influencés par la rhétorique des économistes, justement les services rendus par la défense sont les archétypes même de biens qui ne pourraient être produits par le marché parce qu'ils sont des "biens collectifs". En revanche, ils ignorent superbement l'argument de G. Molinari. Pour bien comprendre l'argument, il faut revenir sur le concept économique de "bien collectif" et les difficultés de financer un tel bien sans recourir à la coercition⁶.

4.2 Notion de biens collectifs

Le mot de bien collectif est due au Prix Nobel, Paul Samuelson⁷, qui a défini ce concept dans les années 1954-55 de la façon suivante. Un bien collectif serait un bien dont :

" tout le monde jouit en commun dans le sens où la consommation de ce bien par chacun n'en réduit pas la quantité consommable par quelqu'un d'autre ".

ou un bien qui :

" se distingue simplement par le fait que sa consommation s'assortit d'effets externes, c'est à dire qu'il figure dans les fonctions de préférence de plusieurs individus "

Enfin, comme corollaire de la première définition, puisque plusieurs personnes peuvent consommer ce bien sans priver les autres de leur consommation, le coût supplémentaire d'un usager additionnel de ce bien est nul.

Par exemple, l'utilisation par quelqu'un d'un éclairage n'empêche pas quelqu'un d'autre au même moment d'en profiter aussi. Cet attribut des biens collectifs est souvent décrit par l'idée de non rivalité dans la consommation. On ajoute en général d'autres attributs pour caractériser le bien collectif.

- **Une première caractéristique** porte sur le nombre d'individus concernés. Ce nombre peut varier de deux à l'ensemble des membres de la communauté. Un lit peut se partager à deux, une voiture à cinq personnes. En revanche, la protection territoriale concerne un grand nombre de personnes et la couverture de la formule d'un vaccin efficace contre la grippe concerne tout le monde.
- **Une deuxième caractéristique** concerne les biens publics ; il est souvent difficile ou très onéreux d'exclure de la jouissance de ce bien ceux qui ne paient pas. Cette impossibilité d'exclusion est souvent considérée comme la caractéristique essentielle d'un bien collectif. Un individu peut bénéficier des services rendus par un bien sans qu'il ait contribué à son coût. Un individu qui ne se vaccine pas bénéficie de la protection sans supporter le coût d'être vacciné car on ne peut par définition l'exclure du service rendu lorsque l'éradication de la maladie est réalisée. Si la protection territoriale est offerte par

6. Je centrerai la discussion autour de cet argument des biens collectifs, il existe deux autres arguments celui du monopole naturel et la question traditionnelle d'un État de nature Hobbesien pour justifier le monopole public de la défense.

7. P. Samuelson (1954) "The pure theory of public expenditure" The Review of Economics and Statistics, 36, ou "La théorie pure des dépenses publiques et de la fiscalité" dans économie Publique CNRS colloque Biarritz 2-9 septembre 1966

une agence privé, ceux qui ne contribuent pas et qui habitent dans la zone où cette protection est assurée jouissent de la paix sans débours d'argent. Cette situation est souvent comparée au problème posé par un comportement de "cavalier seul" ou de "free rider", voire de "dilemme du prisonnier".

- **Une troisième caractéristique** est souvent présente lorsque l'on considère dans un bien un problème d'encombrement. Une route peut être utilisée simultanément par plusieurs voitures. Mais si le nombre de voitures croît les services offerts par la route, qui consistent à se déplacer d'un point à un autre en toute sécurité et dans un temps limité, peuvent ne plus être rendus.
- Enfin, il faut ajouter une quatrième caractéristique : les services rendus par ce bien peuvent être obtenus d'une autre manière. Si la route est risquée, on peut utiliser le train. Si le train est en grève, on peut faire appel aux vélos ou à l'avion. La sécurité des biens et des personnes peut être assurée de multiples façons, du port ostensible d'armes individuelles à la patrouille de police, de l'assurance contre le vol à l'utilisation d'une porte blindée. On peut toujours substituer un bien privé à un bien collectif.

Dans le cas particulier d'un bien ou d'un service qui, à la fois, concerne un grand nombre d'individus, où l'on ne peut exclure ceux qui ne paient pas, qui ne donne pas lieu à encombrement et n'a pas de proches substituts sur le marché, nous avons ce que l'économiste appelle "le paradoxe des biens collectifs".

4.3 Le paradoxe des biens collectifs

Prenons un riche propriétaire, Jules, qui désire assurer la protection de sa propriété contre des intrus agissant en bandes armées. Il est prêt à débours P_{jmax} pour assurer sa protection en construisant une force Delta. Si Jules produit celle-ci tout seul, il lui en coûte C . Malheureusement le coût de cette protection contre la puissance de feu de ces bandes armées excède le prix maximum qu'il est prêt à payer. Maintenant Pierre, son voisin, qui lui aussi désire protéger sa propriété contre des bandes armées, fait face au même dilemme. Pris séparément, tous deux ne peuvent produire ce bien si précieux qu'est la protection de leur propriété car il existe un coût fixe élevé pour le produire. En revanche, pris ensemble le coût de cette protection est divisé par 4.

Si cette protection était offerte par Pierre, comme ce dernier ne peut exclure Jules du service rendu par l'usage de cette force Delta puisqu'elle détruit la bande armée qui menaçait tout autant la propriété de Jules, Jules bénéficierait de la force Delta sans contribuer à son coût, P_{jmax} . En revanche, Jules et Pierre peuvent coopérer pour construire, ensemble, la force en question. En partageant les frais, ils peuvent adopter une technologie qui divise les coûts par deux. Chacun paie alors $C/4$ et la force Delta est produite. représentons par une matrice cette structure d'interaction.

Si Pierre construit seul la force Delta, comme $P_{jmax} > P_{jmax} - C/4$, la stratégie dominante pour Jules est de ne pas coopérer. Si le coût de construire la force Delta excède le prix maximum que chacun est prêt à payer, $P_{jmax} - C < 0$, lorsque Pierre ne la construit pas Jules ne la construit pas non plus. La stratégie dominante pour Jules est alors de ne pas construire

la force Delta ni de coopérer à sa construction. Comme le jeu est symétrique, Pierre en fait autant. Le bien n'est pas produit alors qu'il améliorerait la satisfaction de tous, puisque pris ensemble le coût à produire cette défense pour chacun serait inférieur au prix maximum que chacun est prêt à payer : $P_{jmax} > C/4$. C'est le paradoxe des biens collectifs.

Thème du " dilemme du prisonnier " ou thème du " cavalier seul " ?

On doit vite, trop vite, de ce paradoxe en forme de dilemme du prisonnier qu'à l'issue de la coopération et du marché dans la fourniture de ces biens ou services collectifs, s'opposerait le " succès " de l'État qui pourrait, grâce à son monopole sur l'usage de la contrainte publique, résoudre le dilemme du " prisonnier " décrit plus haut en imposant la solution "efficace" en contraignant Jules et Pierre à coopérer ensemble.

On fera deux remarques pour l'instant :

1. contraindre les gens à coopérer par la coercition n'implique pas un financement par l'impôt ni l'existence d'une bureaucratie militaire mais une obligation de contribuer au financement d'une force Delta au choix du consommateur comme on l'exige pour l'assurance automobile.
2. La coercition n'est jamais sans coût d'opportunité.

Nous reviendrons sur ce point un peu plus loin. Auparavant soulignons les faiblesses de cet argument qui sert de justification fondamentale chez les économistes à l'intervention de l'Etat dans ce domaine et pour ne pas laisser le mécanisme de marché offrir ce service. Utiliser le thème du "dilemme du prisonnier" comme argument principal pour justifier le paradoxe des biens collectifs présuppose des hypothèses particulières dans la production du bien à externalité positive.

Comme le rappelle V.Mises si un chef d'entreprise considère les avantages de la construction de la force " Delata " si importante pour lui-même qu'il est disposé à assumer tous les frais, on ne voit pas pourquoi il ne le construirait pas. C'est la première critique.

" Le fait que son projet profite aussi à d'autres, ne le dissuade pas d'accomplir ce qui améliorera son propre bien être. Quand une compagnie de chemins de fer évite des talus pour protéger ses voies des congères ou des avalanches, elle protège également les maisons des terrains adjacents. Pourtant les avantages que reçoivent les voisins ne détournent pas la compagnie d'entreprendre des travaux coûteux mais qui lui paraissent en valoir la peine. ⁸ "

L'argument n'est donc pas celui-ci. En fait dans la première structure nous avons comme si :

" Les frais nécessaires du projet sont si élevés qu'aucun de ceux qui en profiteraient n'est disposé à les assumer en totalité. Le projet ne peut être réalisé que si un nombre suffisant d'entre les intéressés prennent leur part des frais. ⁹ "

8. V.Mises 1963 Human Action Regnery Chicago. Cet ouvrage a été publié en version française sous le titre en 1985 L'Action humaine Paris PUF, collection Libre Echange, dirigé par F. Aftalion, texte traduit par R. Audouin.. La citation est tirée de la page 693.

9. L.V.Mises op.cit

Or c'est là encore une hypothèse très particulière.

En effet tel que nous avons posé le problème un certain nombre d'hypothèses sont implicites au raisonnement. Ainsi, la contribution que chacun doit payer est indépendante du nombre de personnes qui coopèrent et elle est supérieure au bénéfice attendu si une personne et une seule fait défaut : celle à la place de laquelle se met l'économiste. Par ailleurs on suppose une parfaite symétrie des rôles. Démontrons ce point.

Revenons à notre structure d'interaction et modifions-la. La production de la force Delta rend un service que chaque individu value au prix maximum qu'il est prêt à payer : P_{max} . Admettons pour l'instant que tous les individus valent de la même manière le service rendu.

En revanche, la contribution C sera d'autant plus faible qu'un grand nombre de gens, n , coopèrent à la production du bien considéré. Elle est égale à $C/2n$, si n personnes coopèrent. Quand une seule personne produit le bien, la contribution C est supposée excéder le prix que les individus sont prêts à payer : P_{max} .

Observons la matrice de gains ci-dessous.

Nous avons introduit une asymétrie. Les autres peuvent s'entendre entre eux pour produire le bien collectif. Nous avons aussi supposé que le coût de fabrication de la force Delta est d'autant plus faible qu'il y a un grand nombre de gens qui coopèrent. Nous avons aussi supposé, comme précédemment, que Jules ne pouvait, tout seul, produire celle-ci.

Si Jules ne coopère pas lorsque les autres coopèrent, parce que $P_{jmax} < C$ et $P_{jmax} - \mu > P_{jmax} - \frac{C}{2(n+1)}$, le bien collectif sera produit si et seulement si $P_{max} > \frac{C}{2n}$. En effet, dans un tel cas pour les autres, nous avons $P_{max} - \frac{C}{2n} > 0$ et $P_{max} - \frac{C}{2(n+1)} > 0$, ils sont donc incités à produire le bien collectif. Si c'est le cas, Jules est alors un "free rider". Il fait "cavalier seul".

Mais cela n'a aucune conséquence sur la production du bien collectif, la force Delta, car le nombre de gens qui coopèrent suffit amplement à produire le bien considéré. Ils peuvent même inciter Jules à coopérer, si les autres l'identifient. Car dans un tel cas, ils peuvent l'ostraciser en lui faisant supporter un coût, mesuré par μ , lorsqu'il se comporte comme un "free rider".

Pour retrouver le "dilemme du prisonnier", c'est-à-dire une stratégie dominante de non coopération pour Jules, mais aussi pour les autres, il faut introduire les hypothèses suivantes :

1. que la contribution de Jules joue un rôle décisif par exemple si la contribution de Jules fait défaut, alors $C/2n$ excède P_{max} , tandis que s'il coopère, c'est le contraire : $P_{max} > \frac{C}{2(n+1)}$.
2. qu'il n'est pas possible ou trop coûteux de trouver et mettre en oeuvre un mécanisme qui incite Jules à coopérer.

Si la contribution de Jules est décisive et s'il n'est pas possible de trouver un mécanisme d'incitation pour l'identifier et le faire coopérer, alors les autres ont intérêt à ne pas coopérer. C'est en ce sens là que le problème se présente comme une exception à la règle et non comme une règle générale de non coopération.

Revenons à Jules. Si les autres n'ont pas besoin de la contribution de Jules pour produire la force Delta, comme Jules ne viole aucun droit de propriété et comme on ne peut pas lui

reprocher un comportement qui empêcherait la production du bien collectif lui-même, le fait qu'il fasse "cavalier seul" ne pose aucun problème particulier. On peut même imaginer que le coût d'inclure Jules dans l'entente, déjà réglé par les autres, excède de l'économie que les autres réaliseraient s'il participait aux frais. "Faire cavalier seul" est donc faux problème car ce comportement ne peut être jugé comme inefficace au sens où cela coûte plus cher de faire coopérer cet individu que cela ne rapporte.

On ne peut donc pas assimiler le paradoxe des biens collectifs au problème soulevé par les comportements de "cavalier seul". Ce paradoxe des biens collectifs concerne nécessairement le cas spécifique d'un dilemme du prisonnier où la contribution de Jules est non seulement décisive pour la production de la force Delta mais encore qu'il existerait une impossibilité pour les uns et les autres de mettre en oeuvre un mécanisme qui permettrait de produire ensemble le bien collectif.

4.4 Les alternatives à la coercition étatique

La structure du "dilemme du prisonnier" fait comme si les individus n'étaient pas conscients du problème soulevé par le type d'interaction dans laquelle ils sont impliqués. D'un côté on présuppose qu'ils sont rationnels en suivant leur intérêt personnel et en choisissant la stratégie qui maximise leur satisfaction, on suppose aussi que ces acteurs ont une connaissance parfaite de la matrice de gains et de l'autre on fait comme s'ils n'étaient pas suffisamment rationnels pour se rendre compte qu'il existe des opportunités de profits à saisir. Le thème originel du "dilemme du prisonnier" ne prête pas suffisamment de rationalité aux individus. L'économiste prétend qu'il existe une opportunité de profit à saisir et prétend simultanément qu'il est impossible de la saisir alors que par ailleurs il croit fermement au principe d'arbitrage.

On devrait donc trouver un entrepreneur qui s'efforce de saisir cette opportunité de profit en incitant les gens à coopérer. Et s'il ne le fait pas c'est que vraisemblablement le coût d'opportunité de la saisir excède son gain. Il existe, en effet, un moyen simple de produire des biens collectifs.

4.4.1 La souscription conditionnelle

1. On informe la population concernée (les propriétaires) du montant des dépenses d'investissement et de maintenance qu'il faut encourir pour produire une force Delta au coût total de C .
2. Chaque personne intègre et stipule, dans un pré-contrat, le montant qu'elle est prête à payer, P_{max} , sachant que le montant effectivement payé correspondra seulement à une fraction de ce qu'il déclare $C/2n$. Les fonds sont collectés et bloqués dans un compte.
3. Si le montant total des dépenses n'est pas couvert par l'ensemble des contrats collectés, la force Delta n'est pas produite, les contrats sont annulés et l'argent est remboursé à chaque propriétaire avec intérêt.

Cette faï $\frac{1}{2}$ on de rî $\frac{1}{2}$ vî $\frac{1}{2}$ ler les préférences des individus résout le problî $\frac{1}{2}$ me du dilemme du prisonnier. Cette solution, proposî $\frac{1}{2}$ e par E.R.Brubaker¹⁰, modifie la structure d'interaction de la manière suivante.

Prenons la première ligne. Jules ne coopî $\frac{1}{2}$ re pas et les autres coopî $\frac{1}{2}$ rent. Supposons la contribution de Jules di $\frac{1}{2}$ cisive. Avec le pri $\frac{1}{2}$ -contrat à option le bien collectif n'est pas offert par les autres si Jules ne coopî $\frac{1}{2}$ re pas. Admettons qu'il coopî $\frac{1}{2}$ re, deuxî $\frac{1}{2}$ me ligne. Si les autres ne coopî $\frac{1}{2}$ rent pas, le bien collectif n'est pas produit, Jules ne perd rien contrairement à la structure d'interaction pri $\frac{1}{2}$ cî $\frac{1}{2}$ dente oî $\frac{1}{2}$ il perdait $P_{jmax} - C$, puisqu'à lui seul il ne pouvait couvrir le coût d'opportunitî $\frac{1}{2}$ de la construction de cette force de protection la force Delta par une utilitî $\frac{1}{2}$ personnelle supî $\frac{1}{2}$ rieure. Rî $\frac{1}{2}$ ciproquement si Jules est pri $\frac{1}{2}$ t à payer sa part pour produire le bien collectif et que les autres ne coopî $\frac{1}{2}$ rent pas, comme le coût total n'est pas couvert, le bien collectif n'est pas offert.

En revanche, si les autres coopî $\frac{1}{2}$ rent le bien collectif est effectivement produit. Avec cette structure d'interaction la stratî $\frac{1}{2}$ gie dominante pour Jules, comme pour les autres, est de coopî $\frac{1}{2}$ rer. Le dilemme du prisonnier est facilement tournî $\frac{1}{2}$ par cette souscription conditionnelle.

Pourquoi ne l'adopte-t-on pas systî $\frac{1}{2}$ matiquement ? D.Friedman rappelle les difficultî $\frac{1}{2}$ s rencontri $\frac{1}{2}$ es par ce type de financement. Il peut exister des coûts à introduire et à mener à bien cette souscription. Si la souscription est volontaire et que le bien collectif est produit, on peut en di $\frac{1}{2}$ duire que la valeur des services rendus par la force Delta excî $\frac{1}{2}$ de non seulement le coût de fabrication et d'entretien de cette force mais aussi le coût de la souscription optionnelle. Dans le cas contraire cela démontre que le coût de la souscription et / ou le coût de production de la force Delta excî $\frac{1}{2}$ de la valeur que l'ensemble des propriétaires attache à cette protection.

Un entrepreneur pourrait estimer la valeur que représente le service rendu par la force Delta pour chacun des propriétaires d'un territoire. Il pourrait établir un contrat par lequel chacun s'engagerait à contribuer pour un montant qui correspond à la valeur qu'il attribue à ce service, conditionnellement au fait que les autres paient leur part et faire circuler ce contrat. Chaque propriétaire sait que s'il refuse de signer la force Delta ne sera pas construite.

Pour qu'un tel système fonctionne l'entrepreneur doit trouver un mécanisme pour que chaque propriétaire rî $\frac{1}{2}$ vî $\frac{1}{2}$ le ses vî $\frac{1}{2}$ ritables préférences. Sa tâche est rendue plus difficile car les propriétaires se rendent vite compte qu'il est dans leur intérêt, comme dans n'importe quel î $\frac{1}{2}$ change, de ne pas rî $\frac{1}{2}$ vî $\frac{1}{2}$ ler le vî $\frac{1}{2}$ ritable prix maximum qu'ils sont pri $\frac{1}{2}$ ts à payer. L'entrepreneur doit donc proposer une contribution de di $\frac{1}{2}$ part suffisante pour ne pas dissuader les propriétaires de signer le contrat et en même temps rî $\frac{1}{2}$ unir suffisamment de gens pour que la contribution finale par chacun soit infi $\frac{1}{2}$ rieure î $\frac{1}{2}$ celle signî $\frac{1}{2}$ e au di $\frac{1}{2}$ but de la souscription. Di $\frac{1}{2}$ s qu'il y a un grand nombre de personnes concernî $\frac{1}{2}$ es, ou pour atteindre un grand nombre de personnes et rî $\frac{1}{2}$ duire le coût, il faut sans doute encourir des di $\frac{1}{2}$ penses supplî $\frac{1}{2}$ mentaires de publicitî $\frac{1}{2}$ et de di $\frac{1}{2}$ marchage.

En rî $\frac{1}{2}$ alitî $\frac{1}{2}$ il existe une autre explication pour comprendre pourquoi une telle souscription n'î $\frac{1}{2}$ merge pas : la possibilitî $\frac{1}{2}$ d'user de la contrainte publique pour financer la construction de la force Delta. En effet, la contrainte offre une opportunitî $\frac{1}{2}$ de profit supplî $\frac{1}{2}$ mentaire : faire payer à des non -usagers les investissements et l'entretien de ce bien, ce qui rî $\frac{1}{2}$ duit à

10. E.R.Brubaker (1975) " Free Ride,Free Revelation, or Golden Rule ", Journal of Law and Economics,(april)

un coût presque nul la contribution de ceux qui bénéficient des services rendus par la protection militaire. Il suffit de convaincre des hommes politiques que les bienfaits de la force Delta s'élèvent à tous. Le gain attendu de l'usage de la contrainte est une diminution du coût à produire le bien collectif : $C/2n$ tend vers zéro si n tend vers l'infini. même si l'usage de la contrainte publique n'est pas sans coût d'opportunité, il est toujours attrayant d'utiliser de la contrainte publique pour faire supporter aux autres ses propres coûts.

4.4.2 Révélation des préférences , appropriation et pré-contrat à option.

La structure du "dilemme du prisonnier" fait comme si les individus n'étaient pas conscients du problème soulevé par le type d'interaction dans laquelle ils sont impliqués. D'un côté on présuppose qu'ils sont rationnels en suivant leur intérêt personnel et en choisissant la stratégie qui maximise leur satisfaction, on suppose aussi que ces acteurs ont une connaissance parfaite de la matrice de gains et de l'autre on fait comme s'ils n'étaient pas suffisamment rationnels pour se rendre compte qu'il existe des opportunités de profits à saisir. Le thème du "dilemme du prisonnier" ne prête pas suffisamment de rationalité aux individus. L'économiste prétend qu'il existe une opportunité de profit à saisir et prétend simultanément qu'il est impossible de la saisir alors que par ailleurs il croit fermement au principe d'arbitrage. On devrait donc trouver un entrepreneur qui s'efforce de saisir cette opportunité de profit en incitant les gens à coopérer. Et s'il ne le fait pas c'est que, vraisemblablement, le coût d'opportunité de la saisir excède son gain.

Il existe, en effet, un moyen simple de produire des biens collectifs.

1. On informe la population concernée (les armateurs) du montant des dépenses d'investissement et de maintenance qu'il faut encourir pour produire un phare au coût total de C .
2. Chaque personne intéressée stipule, dans un pré-contrat, le montant qu'elle est prête à payer, P_{max} , sachant que le montant effectivement payé correspondra seulement à une fraction de ce qu'il déclare $C/2n$.
3. Si le montant total des dépenses n'est pas couvert par l'ensemble des contrats collectifs, le phare n'est pas produit et les contrats sont nuls.

Cette façon de révéler les préférences des individus résout le problème du dilemme du prisonnier. Cette solution, proposée par E.R.Brubaker¹¹, modifie la structure d'interaction de la manière suivante.

Prenons la première ligne. Jules ne coopère pas et les autres coopèrent. Supposons la contribution de Jules décisive. Avec le pré-contrat à option le bien collectif n'est pas offert par les autres si Jules ne coopère pas. Admettons qu'il coopère, deuxième ligne. Si les autres ne coopèrent pas, le bien collectif n'est pas produit, Jules ne perd rien contrairement à la structure d'interaction précédente où il perdait $P_{jmax} - C$ puisqu'à lui seul il ne pouvait couvrir le coût d'opportunité de la construction du phare par une utilité personnelle supérieure.

11. E.R.Brubaker (1975) "Free Ride, Free Revelation, or Golden Rule", Journal of Law and Economics, (avril)

Réciproquement si Jules est prêt à payer sa part pour produire le phare et que les autres ne coopèrent pas, comme le coût total n'est pas couvert, le bien collectif n'est pas offert.

En revanche, si les autres coopèrent le bien collectif est effectivement produit. Avec cette structure d'interaction la stratégie dominante pour Jules, comme pour les autres, est de coopérer. Le dilemme du prisonnier est facilement tourné par cette souscription conditionnelle.

Pourquoi ne l'adopte-t-on pas systématiquement ? Il peut exister des coûts à introduire et à mener à bien cette souscription. Si la souscription est volontaire et que le bien collectif est produit, on peut en déduire que la valeur des services rendus par le phare excède non seulement le coût de fabrication et d'entretien du phare mais aussi le coût de la souscription optionnelle.

En réalité il existe une autre explication pour comprendre pourquoi une telle souscription n'émerge pas : la possibilité d'user de la contrainte publique pour financer la construction du phare. En effet, la contrainte offre une opportunité de profit supplémentaire : faire payer à des non-usagers du phare les investissements et l'entretien de ce bien, ce qui réduit à un coût presque nul la contribution de ceux qui bénéficient des services rendus par le phare. Il suffit de convaincre quelques hommes politiques en quête d'électeurs que les bienfaits des phares s'étendent à tous. Le gain attendu de l'usage de la contrainte est une diminution du coût à produire le bien collectif : $C/2n$ tend vers zéro si n tend vers l'infini. même si l'usage de la contrainte publique n'est pas sans coût d'opportunité, il est toujours attrayant d'user de la contrainte publique pour faire supporter aux autres ses propres coûts. Nous rediscuterons de ce point dans un chapitre ultérieur.

La faute de raisonnement commise ici est classique. Elle est courante chez les économistes mathématiciens et plus rare chez les autres mais on la retrouve quand même chez A. Smith qui voit dans la production de bien collectif une fonction essentielle de l'État. En effet il écrit :

" ,[que l'État a] le devoir de produire certains biens publics et institutions qui ne peuvent jamais être dans l'intérêt d'aucun individu ou petit groupe d'individus, de produire parce que le profit ne peut jamais rembourser les dépenses de l'individu ou du petit groupe d'individus, bien que les bienfaits procurés à l'ensemble de la collectivité excèdent largement les dépenses encourues. "

Si le caractère non profitable de la construction d'un phare supplémentaire vient uniquement du fait que les armateurs dans leur calcul ne prennent pas en compte les avantages que procure ce phare aux autres, alors en renonçant à sa production il prive les autres d'un gain. Comme cet armateur ne se lance pas dans ce projet parce qu'il n'est pas rentable pour lui, ce serait le devoir du gouvernement de le faire à sa place. Dans cette conclusion deux sauts sont faits sans le dire. Le premier est pourquoi si tous les armateurs pris individuellement connaissent l'avantage procuré aux autres par la construction supplémentaire, ils ne trouvent pas le moyen d'inciter les autres à coopérer -via une souscription conditionnelle-. ? Si la raison en est qu'il est trop coûteux d'organiser cette souscription, c'est qu'ils jugent que les sommes consacrées au fonctionnement de cette souscription sont mieux utilisées en renonçant à la construction du phare qui implique une telle organisation. Substituer le gouvernement n'élimine pas le coût à inciter à la coopération que ce soit par l'échange volontaire ou par la force. En effet ici l'incitation à la coopération prend la forme de la coercition étatique. Il faut non seulement payer des collecteurs d'impôts mais aussi des statisticiens pour obtenir l'information sur lesquels les collecteurs d'impôts vont agir. Or, les sommes consacrées à cette activité de collecte auraient

pu être mieux utilisées ailleurs. Il faut donc faire la preuve que non seulement le coût de la coercition est plus faible que le coût d'organiser une souscription conditionnelle et que cette action coercitive génère plus d'avantages que les sommes qui auraient été utilisées à d'autres usages par les contribuables s'ils avaient pu disposer librement de l'argent qui a été prélevé par la force. On remarquera aussi qu'il faut que quelqu'un apporte la preuve que le coût d'opportunité de l'usage de la coercition est plus faible que celui d'une souscription conditionnelle volontaire. Or, qui est habilité à apporter cette preuve : l'économiste, fonctionnaire de l' $i_{\frac{1}{2}}$? Mais celui-ci est juge et parti puisqu'il est payé par l' $i_{\frac{1}{2}}$. Comment cet économiste peut-il apporter cette preuve ? En réalité cette preuve ne peut être apportée parce qu'il y a par usage de la coercition comme nous l'avons évoquée au chapitre 2 à propos d'un échange forcé.

L'argument des biens collectifs perd beaucoup de sa valeur et il en perd d'autant plus que les caractéristiques signalées plus haut : petit nombre, répétition de l'interaction, exclusion des mauvais payeurs et bien privé substitut sont présentes, car le paradoxe des biens collectifs ne s'impose plus.

4.4.3 Milices et armées privées

Si le bien collectif concerne des petits groupes, l'entente directe et spontanée suffit à produire le bien lui-même. Plus la dimension d'un groupe est restreinte plus il est difficile pour un individu de se comporter en " cavalier seul ". Les propriétaires d'un terrain ont des voisins. Ils sont peu nombreux et souvent finissent plus ou moins par se connaître tous. Ils peuvent être amenés à produire une protection militaire, une milice, dont les services ont une grande valeur, en coopérant entre eux. Les sanctions contre ceux qui ne participent pas cette coopération peuvent être efficaces : désapprobation ostensible, diminution des contacts, refus de collaborer avec les " free riders " etc. Il se peut aussi qu'un propriétaire, compte tenu de sa richesse, trouve rentable de construire lui-même une force Delta pour protéger sa maison et les dépendances qui vont avec mais aussi celles de ses voisins puisqu'il repousse au delà de sa propriété la zone d'intervention de la force Delta, les dommages collatéraux seront pour ses voisins. Enfin, il ne faut pas oublier qu'une entreprise charitable ou une entreprise privée peut vouloir offrir ce service pour protéger ses propres activités. Des congrégations religieuses peuvent vouloir développer une force de protection pour assurer ses œuvres humanitaires et une entreprise privée peut développer une force delta pour protéger ses comptoirs.

4.4.4 Copropriétés

Un promoteur immobilier achète tout ou partie d'un territoire avant de dire qu'il va offrir une force Delta en même temps que d'autres services individualisés ou collectifs pour sécuriser le territoire contre des attaques de bandes armées. Il aménage ce territoire et revend le terrain plus cher qu'il ne l'a acheté puisque l'ensemble des services offerts ont beaucoup de valeur pour les nouveaux propriétaires. Là encore l'achat en masse des terrains peut faire monter les prix des terrains. Certains propriétaires peuvent refuser de vendre. Bien qu'il soit facile de procéder comme précédemment par souscription conditionnelle ou achat à option à un prix déterminé et mettre en concurrence plusieurs territoires entre eux pour contourner cet obstacle, cette opération

n'est pas sans coût. Mais le problème est plus simple si on subdivise le territoire et on laisse la population qui vit sur ces territoires de petite taille assurer leur propre protection en créant leur propre copropriété. Ces multitudes de copropriété pourraient s'associer entre elles en passant cette fois des contrats unanimes pour défendre des zones de la taille de nations ou de continents.

En effet la question de la privatisation de la protection militaire peut se faire en réalité au sein de la copropriété. Chaque copropriétaire est tenu de payer les charges afférentes à l'entretien et à la protection des parties communes comme des propriétés elles-mêmes, même le locataire et le nomade, via des droits de passage, paieront la protection militaire et donc son financement. La protection militaire peut elle-même être offerte par des compagnies¹² d'assurance ou de grandes entreprises spécialisées déjà dans la fourniture de services territoriaux comme le service des eaux. On devine aussi quelles technologies militaires seront demandées.

Ces copropriétés font déjà face très souvent à des invasions d'insectes ou de rats. Elles utilisent des outils de destruction massive à l'égard de ces animaux. Et vous remarquerez le problème délicat qui est posé et résolu lors de ces interventions " militaires ". Il faut des armes sélectives qui ne détruisent pas les êtres humains ou leurs animaux familiers ni la copropriété elle-même. Les armes chimiques que nous utilisons massivement contre ces animaux ou ces insectes sont telles, qu'elles réussissent l'exploit de mettre en échec les invasions de ces prédateurs ou parasites étrangers sans détruire les locataires ou les propriétaires ni leurs animaux de compagnie. La copropriété développera des technologies militaires chimiques semblables pour faire face à des invasions non désirées d'êtres humains qui viendraient en bandes armées pour piller et terroriser les habitants de la copropriété. Ces techniques peuvent même préserver la vie de ces prédateurs.

Devant d'autres menaces, plus traditionnelles, les copropriétés peuvent s'associer entre elles pour disposer d'armements plus sophistiqués et plus coûteux (dissuasion nucléaire). Les propriétaires qui ne désirent pas le même niveau de protection, ou n'en veulent pas, se tournent vers d'autres copropriétés ou demandent, si cela est possible techniquement, à ne pas être protégés militairement. De la compétition avec les pieds entre copropriétés émerge un montant optimal de protection sur un territoire donné.

Enfin, on ne doit jamais perdre de vue que la protection militaire peut être un bien pour certains mais aussi un " mal " pour d'autres. Par exemple, dans le domaine de la défense nous partons tous de l'hypothèse que tous les citoyens - ou copropriétaires souhaitent également être défendus contre les mêmes adversaires. Mais ce n'est pas nécessairement le cas.

Et c'est en fait le point d'achoppement fondamental à une défense " nationale ". Dans certains territoires, une fraction de la population peut ne pas désirer être défendue contre une invasion par les troupes d'un pays avec lequel elle nourrit des affinités étroites (pensons aux minorités allemandes, des États d'Europe centrale, aux conflits yougoslaves du début du siècle ou de la fin de siècle). De même, il y a des citoyens qui, pour des raisons morales, idéologiques ou de principe, sont opposés à l'utilisation des armes ou de certaines d'entre elles.

En général, il existe au moins quatre parties en présence dans un conflit entre deux pays.

12. Il faut un temps où pour chasser les moustiques, la commune passait au DDT l'ensemble des habitations. On demandait alors aux habitants de quitter leur maison pendant la durée de l'opération. Aujourd'hui nous avons des anti-moustiques électriques qui ont un rôle de répulsion. Personne n'est incommodé même pas le moustique qui s'en va ailleurs.

Les deux gouvernements et les deux peuples infortunés qui vivent sous ces gouvernements. Une fraction importante des français a collaboré avec l'ennemi pendant les années 1940 1944. Ces français ne voyaient pas sans doute les occupants du même oeil que les résistants. Les communistes français qui constituaient, il n'y a pas si longtemps 20% de l'électorat français, par quelle armée voulaient ils être vraiment défendus ? Par l'armée soviétique ou par l'armée française ? Il est arrivé à un communiste français à la télévision de parler de l'armée rouge comme de " son " armée. Ce lapsus était révélateur du fait que la notion de défense nationale n'est pas nécessairement la même pour tous, car pour le communiste français le sentiment d'appartenance à la France ne primait pas sur son sentiment de solidarité vis à vis des communistes de l'ex union soviétique.

Mais ce problème est permanent. Demain, il peut en être de même avec les musulmans intégristes, avec la communauté juive, ou plus batement avec les français eux mêmes : corses, bretons, basques, niçois, Clodoaldiens etc. Là encore, avec une privatisation et une compétition entre les armées et un arrangement institutionnel de copropriétés de tels problèmes disparaissent.

On remarquera immédiatement l'avantage, en matière de protection militaire, de l'arrangement institutionnel sous forme de copropriété. En effet, le territoire se trouve divisé en de multiples copropriétés. Les armées privées en compétition n'accepteront de protéger que celles qui paient le véritable prix de la protection militaire. Et ces copropriétés ont toujours le choix d'adopter une protection militaire alternative produite en autarcie. Si les habitants situés sur les routes d'invasion traditionnelle avaient pu s'adresser à des armées privées, ils auraient, forts de leur expérience passée, construit une ligne Maginot le long de cette route d'invasion, c'est à dire le long de la frontière belge. Ils auraient dépensé plus d'argent pour leur protection que les habitants proches de la frontière italienne. Malheureusement la protection était nationalisée et la ligne Maginot a été construite ailleurs !

4.4.5 L'assurance

On peut aussi imaginer que les constructeurs de forces Delta ne sont pas les propriétaires ou copropriétaires de terrains, mais leurs assureurs. Ces derniers sont intéressés directement à réduire la probabilité d'apparition des dommages causés par des bandes armées. Ils peuvent contraindre les propriétaires et copropriétaires de terrains à payer pour cette force Delta ou s'ils la construisent eux-mêmes, répercuter sur les primes d'assurance le coût de cette protection supplémentaire. En fait cette solution a été développée par H.H.Hoppe à la suite de M. et L.Tannehill¹³. Elle fonctionne comme pour l'assurance automobile avec un agresseur et une victime.

En fait la protection est étroitement liée aux mécanismes d'assurance. Il faut distinguer l'auto protection personnelle de la protection impersonnelle, celle qui partage les risques de celle qui les diversifie. Contribuer financièrement à une mutuelle qui couvrira les risques d'une fraction de la population partageant une caractéristique commune différent d'une assurance qui

13. H.H.Hoppe The Private Production of Defence, Essays in political Economy Von Mises Institute ; Morris and Linda Tannehill, 1984 The market for Liberty, New York Laissez faire books

s'efforcera de diversifier ces risques sur un pool plus large de la population aux caractéristiques variées. Deux obstacles naissent à propos de l'assurance

1. il n'est pas possible de s'assurer pour des risques qui sont provoqués par l'individu lui-même ou qu'il peut éviter avec un minimum de précaution. Par exemple la couverture totale du risque par l'assureur peut inciter l'individu à ne plus prendre de précaution et la probabilité d'apparition du risque s'accroît de manière insupportable pour l'assureur. (hasard moral)
2. les mauvais risques chassent les bons parce que l'assureur ne peut connaître avec certitude quels sont les individus dans son pool qui sont de bons risques et ceux qui sont de mauvais risques.

Ainsi chaque individu n'a-t-il pas un contrôle étroit sur la probabilité d'être attaqué ? N'a-t-il pas provoqué une attaque sur ses biens et sa personne ? Reprenons l'argumentation de H.H.Hoppe.

Il n'existe pas d'assurance inconditionnelle même pour les risques les plus élémentaires comme les accidents de voiture y compris dans les formules d'assurance tous risques. Il va de soi que seul les attaques provoquées ou induites par les victimes ne sont pas assurables. En revanche, celle qui ne sont pas provoquées par les victimes sont assurables exactement comme pour l'assurance automobile ou pour les accidents liés à des risques industriels. Chaque assureur peut avoir un critère différent pour définir la provocation mais par principe ils vont exclure chez leur client toute action d'agression ou de provocation. Une des conséquences immédiates de ce principe est que les agresseurs ne trouveront pas d'assurance pour les protéger, ils deviennent économiquement isolés et vulnérables. Toute personne qui désire une protection plus impersonnelle se trouve contrainte par l'assurance à avoir une conduite civilisée. En effet celle-ci va édicter des normes de sécurité avec une description des produits ou des contrats qu'il faut acheter pour être protégé par l'assureur. Les assureurs entre eux développent des procédures d'arbitrages pour résoudre les conflits (avec restitution ou dédommagement et inscription dans des registres communicables à autrui). En souscrivant à ces contrats d'assurance les individus sont liés à un système compétitif d'assurance qui minimise la probabilité d'agression.

Cette description élémentaire ne distingue pas différentes formes d'assurance, par exemple les assurances contre les risques industriels et celles liées aux catastrophes naturelles. Ainsi certains territoires sont plus soumis que d'autres aux risques de catastrophes naturelles. L'assureur connaît mieux que les individus eux mêmes la fréquence de ces risques pour une région donnée et il établit une prime de risques en conséquence. Il discrimine ses prix par région. Mais il ne connaît pas nécessairement le risque dans une localisation particulière de la région assurée. La prime de risque est alors la même pour la région sauf que les mauvais risques ne peuvent chasser les bons car la localisation ne peut être déplacée. On suppose ici que ces risques ne sont pas connus de la population sinon celle-ci se déplace vers des habitats moins risqués. Si maintenant on prend les risques industriels, ceux -ci sont le résultat d'actions humaines, en fait d'efforts de production. Chaque risque industriel est spécifique et ne peut être assuré en le diversifiant entre différents industriels. Il doit être assuré individuellement. Ce qui signifie que ce risque doit être diversifié sur le temps. On ne sait pas quand surviendra l'accident aussi chaque année l'industriel paie une prime de risque qui ne peut être diversifiée mais qui implique de la part

de l'assureur l'accumulation de réserves suffisantes pour faire face aux dommages causés par ce risque industriel. En revanche l'assureur peut s'assurer lui même auprès d'autres assurances pour faire face au risque de défaut de paiement (réassurance). L'assurance contre les risques d'invasions militaires se situe sans doute entre ces deux extrêmes. Par analogie avec les catastrophes naturelles les guerres ou invasions présentent une caractéristiques territoriales. Les routes d'invasion en France sont connues de puis longtemps. Habiter sur la frontière belge a toujours été plus risqué que d'habiter dans le sud de la France. La différence avec les catastrophes naturelles est que la frontière est arbitraire alors qu'elle ne l'est pas avec les catastrophes naturelles. Aujourd'hui habiter près de la frontière belge est aussi sûr (du point de vue des routes d'invasions) que d'habiter auprès de la frontière espagnole. Une autre différence significative est que la catastrophe naturelle ne discrimine pas entre riches et pauvres entre jeunes et vieux, elle est aveugle. En revanche les bandes armées discriminent entre jeunes et vieux entre riches et pauvres mais aussi entre territoires riches et territoires pauvres. Ces bandes armées s'emparent de ce qui a de la valeur des champs de pétrole par exemple.

Il existe cependant des frontières non arbitraires : celles de la propriété privé. Chaque propriétaire ou copropriétaire d'un terrain a révélé qu'il attache une valeur au terrain qu'il a acheté. Ces frontières sont objectives tout en étant le résultat d'évaluations subjectives. Donc chaque propriétaire préfère une localisation sûre à une qui ne l'est pas. Il aurait pu choisir une autre localisation. Le risque est alors semblable à celui du risque industriel : spécifique au propriétaire. L'assurance contre les agressions en bandes armées ressemblera donc beaucoup plus aux risques industriels qu'aux catastrophes naturelles. L'assureur va donc discriminer les prix par propriétaire en tenant compte du fait que celui -ci émigre vers les zones sûres dont le terrain prend de la valeur et évite les zones peu sûre dont la valeur du terrain est faible.

4.4.6 Protection personnelle

La force Delta n'est pas le seul moyen de se protéger contre les bandes armées de brigands. En fait, il existe toujours des substituts à la protection militaire. Par exemple être invisible, ne pas susciter l'envie pour ne pas attirer les brigands pris individuellement ou en masse. Dans la même veine on peut adopter un mode de vie où on ne détient aucune ressource sur le territoire où l'on vit. Si un conflit apparaît, on fait comme beaucoup font, on émigre vers des lieux plus cléments en emportant son baluchon et ses instruments de travail : le téléphone et l'ordinateur portable avec les numéros codés des divers comptes bancaires en Suisse ou ailleurs dont on a la propriété.

4.5 Le concept de bien collectif est un faux concept.

Le concept de bien collectif est un faux concept. Cette évidence est facile à démontrer. Il suffit de prouver qu'il n'existe pas un seul bien qui ne soit pas passible de la définition de bien public présentée par Samuelson et que l'État n'a pas en charge la production de tous les biens publics et qu'il a en charge des biens purement privés. N'oublions pas que les choses que l'on consomme sont habituellement les services rendus par des biens et non les biens eux-mêmes. On

ne consomme pas la voiture mais les kilomètres qu'elle permet de parcourir. La non rivalité et l'impossibilité d'exclusion portent sur les services rendus non sur le bien lui-même. La voiture de cinq places est au sens de Samuelson un bien public puisqu'elle offre à trois personnes (chauffeur non compris) la possibilité de consommer cent kilomètres en une heure sans priver une quatrième personne de cette consommation. Or ce bien est fourni de façon privative. Les lettres que vous recevez vous sont destinées. Le fait que quelqu'un d'autre lise les lettres qui vous sont destinées a un coût. Ce bien est purement privé. Sa production demeure privée mais sa distribution est publique ! On pourrait multiplier les exemples et s'apercevoir que les biens produits ou distribués par l'État n'ont rien à voir avec la nature public ou privé du bien lui-même.

Le coût de produire un service ou un bien doit prendre en compte non seulement le travail, les équipements nécessaires pour le produire mais aussi les frais de commercialisation et de distribution y compris les coûts d'exclusion pour éviter que les gens profitent du service sans payer. Les cinémas ou le métro investissent dans des moyens d'exclure ceux qui ne contribuent pas. Les coûts d'exclusion sont compris dans la production du bien. La décision de les rendre accessible à tous sur une base d'égalité et d'accès gratuit en échange d'un impôt ne démontre pas que les coûts de distribution ont diminué. Le coût d'exclusion est remplacé par un coût de prélèvement de l'impôt sur des personnes qui ne profitent pas du bien offert. Agents du fisc, surveillance des transactions par l'État, prisons et diminution du bien-être de ceux qui contribuent mais ne consomment pas remplacent les barrières que les entrepreneurs privés installent pour exclure les passagers clandestins. Il faut alors démontrer que les coûts d'exclusion sont supérieurs aux coûts qu'il faut supporter pour rendre accessible gratuitement à tous le bien ou service considéré pour justifier la mise à disposition publique de ce bien.

Y a-t-il, nous dit Goldin ¹⁴, une main invisible qui préside au choix entre deux systèmes de distribution - **l'accès égalitaire ou l'exclusion**- et qui reposent sur les coûts comparés de ces deux procédures de commercialisation des produits ? Ou l'accès égalitaire bénéficie-t-il tout simplement à la majorité au dépens de la minorité ?

En conclusion, l'argument des "biens collectifs" apparaît comme bien peu scientifique. Il n'existe pas des biens ou des services qui, par nature, devraient être fournis "collectivement" et même s'il en était ainsi on ne peut en déduire que "l'État" doit les fournir avec l'argent des impôts.

Ce concept de bien collectif en apparence simple et purement descriptif, recouvre en réalité un grand nombre de jugements de valeurs incompatible avec l'idée que les économistes se font de leur propre science.

Tout d'abord, il faut prouver que le bien collectif dont il est question est un " bien " pour tous et non pas un " mal " simultanément pour quelques uns. Car dans ce cas il faudrait subventionner ou dédommager ceux pour qui le bien " collectif " est un " mal ". Les économistes oublient l'aspect subjectif des services rendus par les biens.

S'il existe des " biens " collectifs cela ne prouve pas qu'ils doivent être fournis avec l'argent de l'impôt au lieu d'être fourni par une souscription prenant la forme d'un contrat conditionnel ou à option. Dans le second cas lorsque le bien collectif est produit, au lieu et place d'un

14. K. Goldin 1977 " Equal Access versus Selective Access : a critique of public goods theory ", Public Choice, vol 29

bien privé substitut, on est certain que les individus concernés pensent en tirer un bénéfice car personne ne les contraint. En revanche, quand il est financé par l'impôt, c'est-à-dire par la coercition, on peut toujours soupçonner que la production de ce bien ne se fait pas à l'avantage de tous, mais de quelques uns. Par ailleurs on ne peut démontrer que l'argent ainsi prélevé pour fournir ce bien collectif n'aurait pas eu un meilleur usage autrement. Rappelons que l'usage de la coercition Étatique implique une série de coûts majeurs

1. coût direct de prélever l'impôt et de faire respecter les lois
 2. pertes sociales liées à la levée de l'impôt ou de la réglementation
 3. coût d'opportunité lié à l'emploi des fonds prélevés par la force à des emplois non productifs
 4. discrimination dans la levée de l'impôt, celle-ci est toujours prélevée sur les biens ou services inélastiques
 5. le fardeau de l'impôt ou de la réglementation ne tombe pas sur celui à qui il est destiné
 6. il crée une incitation très forte à échapper à l'impôt et à la réglementation.
- 3) S'il existe des " biens " collectifs quel argument moral peut-on avancer pour que tout le monde dans la collectivité soit forcé de payer alors qu'une fraction de la population ne bénéficie pas de ce bien, ce qui est bien le cas des phares, des routes, de la défense nationale etc. La contrainte devrait s'exercer sur les seules personnes concernées par le bien lui même, dans l'exemple des phares, : les armateurs.
- 4) Enfin il existe toujours des substituts privés plus ou moins parfaits aux " biens " collectifs. Comment peut-on affirmer que le service désiré serait "mieux rendu" si la fourniture du service prenait la forme d'un " bien collectif " financé par l'impôt plutôt que d'un bien privé si d'entrée on empêche par la force l'émergence de ces biens privés : la monnaie privée, les services de police privés, les armées privées ou les arbitrages privés en justice par exemple ?

Annexe

Sur la période 1945 -2008 on dénombre selon Monty G. Marshall Director, Center for Systemic Peace, 371 conflits avec un total de morts estimé à 25 638 850. Ci-dessous la liste des conflits

Begin	End	Type	Mag	States Directly Involved	Brief Description	Deaths
1945	1946	IN	2	Indonesia	Independence	10000
1945	1947	EV	2	Iran	Azeri/Jani and Kurd rebellions	2000
1945	1949	CW	3	Greece	Greek civil war	150000
1945	1954	IN	6	Vietnam	Indochina independence	500000
1946	1954	IW	2	France	Indochina independence	30000
1946	*	CV	1	Bolivia	Civil violence	1000
1946	1947	IN	2	Algeria	Setif/ALML Rebellion	6000
1946	1948	EW	6	India Pakistan	"Partition" -- Muslims vs Hindus/Sikhs	1000000
1946	1950	CW	6	China	Chinese civil war	1000000
1947	*	IV	1	China	Taiwan invasion	1000
1947	*	CW	3	China	Repression of Taiwan dissidents	20000
1947	*	CV	1	Paraguay	Civil violence (Liberals)	1000
1947	1948	CV	1	Yemen AR	Civil violence (Yahya clan coup attempt)	5000
1947	1948	IN	4	Mahagaraj	Colonial repression	40000
1947	1949	EV	2	India	Kashmir rebellion	4000
1948	*	IN	1	Israel	Independence	4000
1948	*	CV	1	Colombia	Civil violence (Conservatives)	1000
1948	*	CV	1	Costa Rica	Civil violence (National Union)	2000
1948	*	CV	1	South Korea	Civil violence (Army)	1000
1948	*	CV	1	India	Civil violence (Hyderabad)	2500
1948	1949	IW	3	Egypt Israel Jordan Lebanon Syria	Palestine-Israeli war	10000
1948	1956	EW	2	Malaysia	Repression of Chinese by Malay militia	12500
1948	2000+	EW	4	Myanmar (Burma)	Ethnic war (Karen, Shan, and others)	100000
1948	1950	CW	3	Colombia	"La Violencia" civil war (Liberals)	250000
1950	*	IV	2	China Taiwan	International violence (Formosa Strait)	5000
1950	*	EV	2	Indonesia	Ethnic violence (Maluccans)	5000
1950	1951	IW	2	China	Tibet invasion	2000
1950	1951	CV	4	China	Repression of the landless	1500000
1950	1952	CV	3	Philippines	Civil violence (Huk)	10000
1950	1953	IV	2	Myanmar (Burma)	Chinese Kuomintang forces led by Gen. Li Mi	3000
1950	1953	CW	6	North Korea South Korea	Korean War (civil war)	1500000
1950	1953	IV	3	USA	Korean civil war	54000
1950	1953	IV	4	China	Korean civil war	100000
1950	1950	CV	3	Malaysia	Independence and civil violence	15000
1951	*	CV	1	Thailand	Maharaja Naval Revolt	1200
1952	*	CV	1	Egypt	Civil violence (Nasser coup)	1000
1952	*	CV	2	Bolivia	"National Revolution"	2000
1952	1954	IN	2	Tunisia	Independence	3000
1952	1953	IN	3	Kenya	Independence (Mau Mau rebellion)	20000
1952	2000+	EW	2	India	Ethnic war (northeast tribals, Assam separatists)	25000
1953	*	CV	1	Indonesia	Civil violence (Darul Islam)	1000
1953	*	CV	1	Iran	Overthrow of Moslemist government by Shah loyalists	800
1953	1954	CV	3	Vietnam	Repression of landless	15000
1953	1956	IN	2	Morocco	Independence	3000
1954	*	CV	1	Guatemala	Civil violence (coup against Arbenz)	1000
1954	1955	IW	3	China Taiwan	First Taiwan Strait Crisis	25000

FIGURE 4.1 –

1954	1955	IW	3	China Taiwan	First Taiwan Strait Crisis	25000
1954	1955	EV	2	Taiwan	Ethnic violence (Native Taiwanese v KMT)	5000
1954	1962	IN	5	Algeria	Independence	100000
1954	1962	IW	3	France ⁴	Algerian independence war	18000
1955	*	CV	1	Costa Rica	Civil violence	1000
1955	*	CV	2	Taiwan	Civil violence (Taiwanese v KMT)	5000
1955	*	CV	2	Argentina	Civil violence (army rebellion)	3000
1955	1960	IN	3	Cameroon	Independence	30000
1956	*	IW	2	Egypt	Suez War	3000
1956	*	IW	3	Hungary USSR	International war	20000
1956	1960	EV	1	Yemen AR	Ethnic violence (Yemeni-Adenese clans)	1000
1956	1967	EW	4	China	Ethnic war (Tibetans)	100000
1956	1972	EW	5	Sudan	Ethnic warfare (Islamist v African)	50000
1957	*	IV	1	Honduras Nicaragua	International violence (border dispute)	1000
1957	1958	IV	1	Mauritania Mozambique	International violence (border dispute)	1000
1957	1959	CW	2	Cuba	Civil war (Castro ousts Batista)	5000
1957	1961	CV	3	Indonesia	Civil violence (disorder military)	30000
1958	*	CV	1	Lebanon	Civil violence	2000
1958	*	CV	1	Iraq	Civil violence (coup ousts monarchy)	2000
1958	1975	CW	7	North Vietnam South Vietnam	"Vietnam War" (civil war)	200000
1959	*	CV	1	Iraq	Civil violence (Shammar tribe)	2000
1959	*	CW	2	China	Repression of counter-revolutionaries	50000
1959	1966	EW	3	Rwanda	PARMEHUTU overthrow of Tutsi monarchy; repression of Tutsis	75000
1960	1961	EV	1	Pakistan	Ethnic violence (Punjab)	1000
1960	1965	CW	4	Zaire	Katanga civil war	100000
1960	1973	CW	3	Laos	Civil war	25000
1961	*	IV	1	Cuba	US-instigated "Bay of Pigs" invasion	700
1961	*	CV	1	Tunisia	Colonial violence	1000
1961	1975	IN	4	Angola ⁵	Independence	50000
1961	1975	IV	1	Portugal ⁶	Angolan independence	7000
1961	1969	EW	5	Iraq	Ethnic warfare (Kurds)	150000
1962	*	IV	1	China India	International violence (border dispute)	2000
1962	1963	CV	1	Algeria	Civil violence (tribal factions)	2000
1962	1964	IV	1	Burundi Rwanda	International violence	1500
1962	1966	IV	1	Indonesia Malaysia	International violence (north Borneo)	1500
1962	1970	CW	3	Yemen AR	Civil war (following coup)	40000
1962	1973	EV	1	Ethiopia	Ethiopian separatists	2000
1962	1974	IN	3	Guinea-Bissau	Independence	15000
1963	*	CV	1	Iraq	Military coup ousts Kaظم and a sheikh	5000
1963	*	CV	1	Iran	Civil violence (land reform)	1000
1963	1964	IV	1	Somalia Egypt ⁷	International violence	1000
1963	1964	IV	1	Algeria Mozambique	International violence (border dispute)	1000
1963	1968	CV	2	Cyprus	Civil violence (Makarios crisis)	2000
1963	1979	EW	2	Indonesia	Ethnic warfare (Papuan v Mainland)	15000
1964	*	CV	1	Zambia	Civil violence	1000

FIGURE 4.2 –

1964	*	CV	1	Tanzania	Zanzibar Revolution	2500
1964	*	IV	1	Ethiopia Somalia	Ogaden clashes	2000
1964	1966	EV	1	Kenya	Shifta, Somali separatism	1000
1964	1973	IV	3	USA	Vietnam civil war	60000
1965	*	EV	2	Burundi	Ethnic violence (failed coup, Hutu/Tutsi)	5000
1965	*	CV	2	Dominican Republic	Civil violence	3000
1965	*	IW	3	India Pakistan	2nd Kashmir War	20000
1965	1966	CW	3	Indonesia	Repression of Chinese/Communists	500000
1965	1968	CV	1	USA	Civil violence (urban Afro-American unrest)	1000
1965	1975	IN	3	Mozambique	Independence (FRELIMO)	30000
1965	1975	IV	1	Portugal	Mozambique independence	5000
1965	1963	CW	2	Thailand	Communist insurgency	8000
1965	1990	IN	2	Namibia	Independence	25000
1965	1994	CW	4	Chad	Civil war	75000
1965	2000+	EW	2	Israel	Ethnic war (Arab Palestinians, PLO)	21500
1966	*	CW	3	Nigeria	Repression of Ibo	20000
1966	*	EV	1	Uganda	Ethnic violence (Buganda)	2000
1966	1970	EW	6	Nigeria	Ethnic warfare (Hausa separatism)	200000
1966	1975	CW	5	China	"Cultural Revolution"	500000
1966	1996	EW	5	Guatemala	Repression of indigenous people	150000
1967	*	CV	1	Zaire	Civil violence	800
1967	1970	IW	4	Egypt Israel Jordan Syria	"Six-Day War" and war of attrition	75000
1968	*	CV	1	France	Civil violence (students and labor unrest)	3000
1968	*	CV	1	Czechoslovakia	"Pugac Spring" civil violence	1000
1968	1982	CV	1	India	Repression of Naxalites	2000
1969	*	IV	1	USSR China	Ussuri River border dispute	1000
1969	*	IW	2	El Salvador Honduras	"Soccer War"	5000
1969	1970	CV	4	Equatorial Guinea	Repression of dissidents	50000
1969	1994	EV	2	UK	Ethnic violence (Northern Ireland/IRA)	3000
1970	*	CV	3	Jordan	Civil violence (Palestinians)	10000
1970	1975	CV	1	Oman	Civil violence (Dhofar rebellion)	3000
1970	1975	CW	5	Cambodia	Civil war	150000
1970	1982	EV	1	Italy	Ethnic violence (Sardinians)	2000
1971	*	CV	2	Sri Lanka	Civil violence (attempted coup)	10000
1971	*	EW	6	Bangladesh Pakistan	Ethnic war (Bengali independence)	1000000
1971	*	IW	3	India Pakistan	International war	11000
1971	1978	EW	5	Uganda	Ethnic warfare (Id Amin regime)	250000
1972	*	EV	2	Burundi	Ethnic violence (Hutu target Tutsi)	2000
1972	1973	EW	4	Burundi	Repression of Hutus	100000
1972	1970	EV	3	Zimbabwe	Ethnic violence (ZANU/ZAPU v Whites)	20000
1972	1997	CW	3	Philippines	Civil warfare (New Peoples Army)	40000
1972	2000+	EW	3	Philippines	Ethnic warfare (Moro)	50000
1973	*	IW	3	Egypt Israel Syria	"Yom Kippur War"	16000
1973	*	CV	2	Chile	Civil violence (army ouster of Allende)	5000
1973	1977	EW	2	Pakistan	Ethnic warfare (Baluch separatism)	12000
1974	*	CV	2	Cyprus	Civil violence	5000

FIGURE 4.3 –

1974	1975	IV	1	Iran Iraq	International violence (Shan d'Amb)	1000
1974	1976	CW	3	Chile	Repression of dissidents ("disappeared")	2000
1974	1985	CV	2	Turkey	Civil violence	8000
1974	1991	EW	6	Ethiopia	Ethnic warfare (Eritreans and others)	75000
1975	1978	CW	6	Cambodia*	Khmer Rouge repression of dissidents	150000
1975	1979	IV	1	Mozambique Zimbabwe	Rhodesian armed incursions	1400
1975	1978	IW	2	Cambodia* Vietnam	International war	10000
1975	1980	CW	3	Mauritania (1979)* Morocco	Colonial war (Western Sahara)	15000
1975	1990	CV	2	Laos	Civil violence (refugee Lao and Hmong)	10000
1975	1991	EW	2	Indonesia	Ethnic violence (Aceh)	15000
1975	1991	EW	5	Lebanon	Ethnic war (Various sects)	100000
1975	1992	EW	2	Bangladesh	Ethnic war (Chingong Hills)	25000
1975	2002	CW	6	Angola	Civil war (UNITA)	100000
1975	2005	CV	1	Angola	Civil violence (Cabinda separatists, FLEC)	3500
1975	2000+	CV	4	Colombia	Civil violence, land reform, and drug trafficking (cf. ELN, FARC, ELP, MAO, M-19, again MAS, AUQ)	55000
1976	*	EW	1	South Africa	Ethnic violence	1000
1976	*	CV	1	Sudan	Islamic Charter Front	1000
1976	1980	CW	3	Argentina	"The Dirty War" repression of dissidents	20000
1976	1992	CW	5	Indonesia	Colonial war (East Timor)	180000
1977	*	IV	1	Angola Zaire	International violence (dispute over Shaba)	1000
1977	1979	EW	2	Ethiopia	"Ogaden War" ethnic violence (Somalis)	10000
1977	1980	EW	2	Turkey	Ethnic violence (Armenians)	5000
1977	1983	CW	2	Zaire	Repression of dissidents	10000
1977	1987	IV	1	Cambodia Thailand	International violence	1000
1978	*	IV	2	Israel Lebanon	International violence (PLO factions)	5000
1978	*	IV	1	Angola Zaire	International violence (dispute over Shaba)	1000
1978	*	CV	1	Somalia	Military faction	500
1978	*	CV	1	Yemen PDR	Clashes of President Ali's factional fighting	750
1978	1979	IV	1	Yemen AR Yemen PDR	International violence	1000
1978	1979	CW	3	Nicaragua	Civil war (Sandinistas)	40000
1978	1979	IW	2	Tanzania Uganda	International war (ouster of Idi Amin)	3000
1978	1980	IW	5	Cambodia* Vietnam	International war (ouster of Khmer Rouge)	65000
1978	1993	CW	4	Iran	Civil war (Islamic state)	50000
1978	2002	CW	7	Afghanistan	Civil war	100000
1979	*	IW	4	China Vietnam	International war	30000
1979	1980	CV	1	South Korea	Unrest, riots, and government repression	1000
1979	1982	CW	3	Syria	Repression of dissidents (Muslim Brotherhood)	25000
1979	1985	EW	3	Iran	Ethnic war (Kurds)	40000
1979	1992	CW	6	El Salvador	Civil war (FMLN)	75000
1979	1998	EW	3	Iraq	Ethnic violence (Shias)	25000
1980	*	CV	1	Brazil	Repression of dissidents (death squads)	1000
1980	*	CV	1	Jamaica	Civil violence (demonstrations)	1000
1980	1985	EW	2	Nigeria	Ethnic violence (Islamic groups)	9000
1980	1988	IW	6	Iran Iraq	International war	500000

FIGURE 4.4 –



ak.png

FIGURE 4.5 –

1990	1997	EV	1	Niger	Ethnic violence (Anzad and Touba)	1000
1990	1997	CW	2	Cambodia	Civil warfare (Kmer Rouge)	5000
1990	2002+	EW	3	India	Ethnic war (Kashmir)	35000
1991	*	CW	2	Croatia	Civil war (Croatian independence)	10000
1991	*	CV	1	Burundi	Civil violence	1000
1991	*	CV	1	Haiti	Military coup ousts Aristide	700
1991	1993	EV	2	Bhutan	Rebellion and forced repatriation of Lhotshampas (ethnic-Nepales)	1200
1991	1993	CW	1	Georgia	Civil war	1000
1991	1993	EW	2	Georgia	Ethnic war (Abkhazians-Caucasians)	3000
1991	1993	EV	1	Kenya	Ethnic violence (Kalenjin, Masai, Kikuyu, Luo)	2000
1991	1994	CW	1	Djibouti	FRUD rebellion	1000
1991	1995	EW	3	Croatia	Ethnic war (Serbs)	40000
1991	1997	EV	1	Moldova	Ethnic violence (Trans-Dniester Russians)	2000
1991	2001	CW	3	Sierra Leone	Civil/Ethnic warfare (RUF/Mende)	25000
1991	2004	CW	4	Algeria	Civil warfare (Islamic militants)	60000
1991	2002	EV	2	India	Ethnic violence (Ayodhya Movement, Hindu vs Muslim)	3500
1992	1995	EW	6	Bosnia	Ethnic war (Serbs, Croats, Muslims)	200000
1992	1996	EV	2	Zaire	Ethnic violence	10000
1992	1998	CW	3	Tajikistan	Civil warfare	25000
1992	1999	CV	1	Egypt	Civil violence (Islamic militants)	2000
1992	1999	EV	1	Senegal	Ethnic violence (Casamance)	3000
1993	*	EV	1	Congo-Brazzaville	Ethnic violence	2000
1993	2003	EW	4	Burundi	Ethnic warfare (Tutsis against Hutus)	100000
1994	*	EW	7	Rwanda	Ethnic violence (Hutus target Tutsis) ¹	500000
1994	*	EV	1	Ghana	Ethnic violence	1000
1994	*	EW	1	Yemen	Ethnic warfare (south Yemen)	3000
1994	1996	EW	4	Russia	Civil war (Chechnya secession)	40000
1994	1997	EV	1	Mexico	Ethnic violence (Chiapas)	1000
1994	1998	EW	3	Rwanda	Ethnic warfare (Hutus vs Tutsi regime) ¹	15000
1995	*	IV	1	Ecuador Peru	International violence (border dispute)	1000
1996	1998	EW	1	Iraq	Ethnic warfare (Kurds)	2000
1996	2006	CW	2	Nepal	Civil war (LPP "People's War")	8000
1996	2002+	CW	3	Dem. Rep. of Congo (Zaire)	Civil War (ouster of Mobutu & aftermath)	2500000
1996	2002	IV	2	Rwanda ¹	Direct Intervention in DR Congo civil war	3500
1996	2002	IV	1	Uganda ¹	Direct Intervention in DR Congo civil war	1200
1997	1999	CW	3	Congo-Brazzaville	Civil warfare	10000
1997	*	CV	2	Albania	Civil violence (Pyramid Scheme)	2000
1997	2005	EV	1	Indonesia	Ethnic violence (Aceh, GAM militants)	3000
1997	2005+	EV	1	Nigeria	Communal violence (Delta provinces, Ijaw, Isoko, and others)	2500
1998	1999	EW	4	Yugoslavia	Ethnic war (Kosovo Albanians)	15000
1998	*	CV	2	Indonesia	Civil violence (ouster of Suharto)	2000
1998	*	EW	1	Georgia	Ethnic warfare (Abkhaz)	1000
1998	1999	CW	2	Guinea-Bissau	Civil war (coup attempt)	6000
1998	2000	IV	3	Eritrea Ethiopia	Interstate war	100000
1998	2003	IV	1	Iraq	International violence (US/UK airstrikes)	1000
1998	2003	EV	1	Solomon Islands	Communal violence (Malaita/Taraba islanders)	500
1999	*	IV	1	India Pakistan	International violence (Kargil clashes)	1500
1999	*	CV	2	Indonesia	Ethnic violence (East Timor independence)	3000
1999	2002	EV	1	Indonesia	Ethnic violence (Meluccas, Muslim/Christian)	3500
1999	*	IV	3	Yugoslavia	International violence (NATO airstrikes)	1000
1999	2000	EW	1	Ethiopia	Ethnic war (Oromo separatists)	2000

FIGURE 4.6 –

1990	1997	EV	1	Niger	Ethnic violence (Anzad and Touba)	1000
1990	1997	CW	2	Cambodia	Civil warfare (Kmer Rouge)	5000
1990	2002+	EW	3	India	Ethnic war (Kashmir)	35000
1991	*	CW	2	Croatia	Civil war (Croatian independence)	10000
1991	*	CV	1	Burundi	Civil violence	1000
1991	*	CV	1	Haiti	Military coup ousts Aristide	700
1991	1993	EV	2	Bhutan	Rebellion and forced repatriation of Lhotshampas (ethnic-Nepales)	1200
1991	1993	CW	1	Georgia	Civil war	1000
1991	1993	EW	2	Georgia	Ethnic war (Abkhazians-Caucasians)	3000
1991	1993	EV	1	Kenya	Ethnic violence (Kalenjin, Masai, Kikuyu, Luo)	2000
1991	1994	CW	1	Djibouti	FRUD rebellion	1000
1991	1995	EW	3	Croatia	Ethnic war (Serbs)	40000
1991	1997	EV	1	Moldova	Ethnic violence (Trans-Dniester Russians)	2000
1991	2001	CW	3	Sierra Leone	Civil/Ethnic warfare (RUF/Mende)	25000
1991	2004	CW	4	Algeria	Civil warfare (Islamic militants)	60000
1991	2002	EV	2	India	Ethnic violence (Ayodhya Movement, Hindu vs Muslim)	3500
1992	1995	EW	6	Bosnia	Ethnic war (Serbs, Croats, Muslims)	200000
1992	1996	EV	2	Zaire	Ethnic violence	10000
1992	1998	CW	3	Tajikistan	Civil warfare	25000
1992	1999	CV	1	Egypt	Civil violence (Islamic militants)	2000
1992	1999	EV	1	Senegal	Ethnic violence (Casamance)	3000
1993	*	EV	1	Congo-Brazzaville	Ethnic violence	2000
1993	2003	EW	4	Burundi	Ethnic warfare (Tutsis against Hutus)	100000
1994	*	EW	7	Rwanda	Ethnic violence (Hutus target Tutsis) ¹	500000
1994	*	EV	1	Ghana	Ethnic violence	1000
1994	*	EW	1	Yemen	Ethnic warfare (south Yemen)	3000
1994	1996	EW	4	Russia	Civil war (Chechnya secession)	40000
1994	1997	EV	1	Mexico	Ethnic violence (Chiapas)	1000
1994	1998	EW	3	Rwanda	Ethnic warfare (Hutus vs Tutsi regime) ¹	15000
1995	*	IV	1	Ecuador Peru	International violence (border dispute)	1000
1996	1998	EW	1	Iraq	Ethnic warfare (Kurds)	2000
1996	2006	CW	2	Nepal	Civil war (LPP "People's War")	8000
1996	2002+	CW	3	Dem. Rep. of Congo (Zaire)	Civil War (ouster of Mobutu & aftermath)	2500000
1996	2002	IV	2	Rwanda ¹	Direct Intervention in DR Congo civil war	3500
1996	2002	IV	1	Uganda ¹	Direct Intervention in DR Congo civil war	1200
1997	1999	CW	3	Congo-Brazzaville	Civil warfare	10000
1997	*	CV	2	Albania	Civil violence (Pyramid Scheme)	2000
1997	2005	EV	1	Indonesia	Ethnic violence (Aceh, GAM militants)	3000
1997	2005+	EV	1	Nigeria	Communal violence (Delta provinces, Ijaw, Isoko, and others)	2500
1998	1999	EW	4	Yugoslavia	Ethnic war (Kosovo Albanians)	15000
1998	*	CV	2	Indonesia	Civil violence (pockets of Suharto)	2000
1998	*	EW	1	Georgia	Ethnic warfare (Abkhaz)	1000
1998	1999	CW	2	Guinea-Bissau	Civil war (coup attempt)	6000
1998	2000	IV	3	Eritrea Ethiopia	Interstate war	100000
1998	2003	IV	1	Iraq	International violence (US/UK airstrikes)	1000
1998	2003	EV	1	Solomon Islands	Communal violence (Malaita/Taraba islanders)	500
1999	*	IV	1	India Pakistan	International violence (Kargil clashes)	1500
1999	*	CV	2	Indonesia	Ethnic violence (East Timor independence)	3000
1999	2002	EV	1	Indonesia	Ethnic violence (Moluccas, Muslim/Christian)	3500
1999	*	IV	3	Yugoslavia	International violence (NATO airstrikes)	1000
1999	2000	EW	1	Ethiopia	Ethnic war (Oromo separatists)	2000

FIGURE 4.7 –